RCS : EPINAL
Code greffe : 8801

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de EPINAL atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 1984 B 00085
Numéro SIREN : 330 119 694
Nom ou dénomination : STOCKS DIFFUSION

Ce dépôt a été enregistré le 16/06/2020 sous le numéro de dépôt 2807

STOCKS DIFFUSION
Société par actions simplifiée au capital de 1.112.500 €
Siège social : 27 Rue Thiers 88100 SAINT-DIE DES VOSGES
RCS EPINAL 330 119 694

PROCES-VERBAL DES DELIBERATIONS DE L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE DU 15 MAI 2020

L'an deux mil vingt,

Le 15 mai,

A 10 heures,

Les associés de la société STOCKS DIFFUSION se sont réunis en Assemblée Générale Extraordinaire, au siège social : 27 Rue Thiers 88100 SAINT-DIE, sur convocation faite par lettre simple adressée à chaque associé.

Il a été établi une feuille de présence signée par les associés présents.

L'Assemblée est présidée par Monsieur Guy GOUGENHEIM, en sa qualité de Président de la Société.

Madame Martine GOUGENHEIM est désignée comme secrétaire.

Le représentant de la société CFGS AUDIT, Commissaire aux Comptes de la Société, régulièrement convoqué, est absent et excusé.

La feuille de présence, certifiée exacte par les membres du bureau, permet de constater que les associés présents, représentés ou ayant voté par correspondance possèdent actions sur les 2 225 actions ayant le droit de vote.

Le Président de l'Assemblée constate que l'Assemblée Générale est régulièrement constituée et peut valablement délibérer.

Le Président de l'Assemblée dépose sur le bureau et met à la disposition de l'Assemblée :

- les justificatifs des convocations régulières des associés,

- une copie de la lettre de convocation du Commissaire aux Comptes,

- la feuille de présence et la liste des associés,

- un exemplaire des statuts de la Société,

- le rapport du Président,

GG BLG

- le contrat d'apport conclu le 9 avril 2020 avec Monsieur Guy GOUGENHEIM,

- le rapport de la Société CFGS AUDIT, commissaire aux apports, en date du 14 avril 2020,

- le texte des résolutions soumises au vote de l'Assemblée.

Le Président déclare que les documents visés ci-dessus ont été adressés aux associés ou tenus à leur disposition au siège social à compter de la convocation de l'Assemblée.

L'Assemblée lui donne acte de cette déclaration.

Le Président rappelle ensuite que l'Assemblée est appelée à délibérer sur l'ordre du jour suivant :

ORDRE DU JOUR

- Lecture du contrat d'apport, du rapport du Président et du rapport du commissaire aux apports,

- Approbation de l'apport de droits sociaux consenti à la Société, de son évaluation et de sa rémunération,

- Augmentation du capital social de 104.000 € par la création de 208 actions nouvelles de 500 € à attribuer en rémunération de l'apport de droits sociaux,

- Constatation de la réalisation définitive de l'augmentation de capital,

- Modification corrélative des statuts,

- Pouvoirs pour l'accomplissement des formalités.

Le Président donne lecture du rapport du Président, du contrat d'apport et du rapport du commissaire aux apports.

Puis le Président déclare la discussion ouverte.

Personne ne demandant la parole, le Président met successivement aux voix les résolutions suivantes :

PREMIERE RESOLUTION

L'Assemblée Générale, après avoir entendu la lecture :

- du contrat d'apport en date à SAINT-DIE DES VOSGES du 9 avril 2020 aux termes duquel Monsieur Guy GOUGENHEIM fait apport à la Société des QUARANTE CINQ (45) parts sociales, numérotées de 1 à 45, qu'il détient dans la Société :

SCI LE VILLAGE
Société Civile au capital de 762,25 €
Dont le siège social est à SAINT-DIE DES VOSGES (88100), 27 Rue Thiers
Immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés d'EPINAL
Sous le numéro 383 259 892

évaluées globalement à DEUX CENT QUARANTE TROIS MILLE EUROS (243.000 €), soit CINQ MILLE QUATRE CENTS EUROS (5.400 €) par part,

- du rapport de la Société CFGS AUDIT, commissaire aux apports désignée à l'unanimité des associés en date du 24 mars 2020,

Approuve cet apport aux conditions stipulées à l'acte d'apport et l'évaluation qui en a été faite.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité des voix des associés.

DEUXIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale, après avoir entendu la lecture du contrat d'apport et du rapport du Président, déclare approuver dans toutes ses dispositions ledit contrat et décide d'augmenter le capital social d'une somme de **CENT QUATRE MILLE EUROS (104.000 €) pour le porter à UN MILLION DEUX CENT SEIZE MILLE CINQ CENTS EUROS (1.216.500 €)** par la création de DEUX CENT HUIT (208) actions de CINQ CENTS EUROS (500 €) de valeur nominale chacune, entièrement libérées et attribuées à Monsieur Guy GOUGENHEIM en rémunération de son apport.

La différence entre le montant net des apports et la valeur nominale des actions créées à titre d'augmentation de capital par la Société STOCKS DIFFUSION (104.000 €, soit 208 actions nouvelles de 500 € de valeur nominale), représente une prime d'apport de CENT TRENTE NEUF MILLE €UROS (139.000 €).

La prime d'émission ou d'apport globale de 139.000 € sera inscrite à un compte spécial au passif du bilan sur lequel porteront les droits des actionnaires anciens et nouveaux et qui pourra recevoir l'affectation décidée par l'Assemblée Générale de la société bénéficiaire STOCKS DIFFUSION.

Les actions nouvelles seront entièrement assimilées aux actions anciennes ; elles jouiront des mêmes droits et seront soumises à toutes les dispositions des statuts et aux décisions des assemblées générales à compter de ce jour.

Ces actions nouvelles seront négociables à compter de ce jour.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité des voix des associés.

TROISIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale constate, par suite de l'adoption des résolutions qui précèdent, que l'augmentation de capital qui en résulte est définitivement réalisée.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité des voix des associés.

QUATRIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale, comme conséquence de l'adoption des résolutions précédentes, décide de modifier les articles 6 et 7 des statuts de la manière suivante :

ARTICLE 6 - APPORTS

Il est ajouté au texte existant le paragraphe suivant :

- Suivant contrat d'apport en date du 9 avril 2020, approuvé par l'Assemblée Générale Extraordinaire du 15 mai 2020, il a été fait apport par Monsieur Guy GOUGENHEIM, de 45 parts sociales de la SCI LE VILLAGE, Société Civile au capital de 762,25 €, dont le siège social est à SAINT-DIE DES VOSGES (88100), 27 Rue Thiers, immatriculée au RCS d'EPINAL sous le numéro 383 259 892, pour une valeur de 243.000 €.

  En conséquence, le capital social a été augmenté d'une somme 104.000 € pour être porté à 1.216.500 € par la création de 208 actions nouvelles de 500 € de valeur nominale chacune, entièrement libérées, attribuées à Monsieur Guy GOUGENHEIM en rémunération de son apport, aux termes des délibérations de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 15 mai 2020.

  La différence entre le montant net des apports et la valeur nominale des actions créées à titre d'augmentation de capital par la Société STOCKS DIFFUSION (104.000 €, soit 208 actions nouvelles de 500 € de valeur nominale), représente une prime d'apport de 139.000 €.

ARTICLE 7 - CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à la somme de **UN MILLION DEUX CENT SEIZE MILLE CINQ CENTS EUROS (1.216.500 €).**

Il est divisé en deux mille quatre cent trente trois (2.433) actions de cinq cents euros (500 €) chacune, entièrement libérées, de même catégorie.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité des voix des associés.

CINQUIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale donne tous pouvoirs au porteur de copies ou d'extraits du présent procès-verbal pour remplir toutes formalités de droit.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité des voix des associés.

CLOTURE

L'ordre du jour étant épuisé et personne ne demandant plus la parole, le Président déclare la séance levée.

De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal qui, après lecture, a été signé par les associés présents.

Enregistré à : SERVICE DE LA PUBLICITE FONCIERE ET DE L'ENREGISTREMENT
EPINAL 1
Le 27/05 2020 Dossier 2020 00015718, référence 8804P01 2020 A 00822
Enregistrement : 0 € Penalités : 0 €
Total liquidé : Zero Euro
Montant reçu : Zero Euro
Le Contrôleur des finances publiques

RECEPISSE DE DEPOT

Duplicata

GREFFE DU
TRIBUNAL DE COMMERCE
EPINAL

Espace Judiciaire J-V Daubié
Place Jeanne d'Arc
88000 EPINAL

Tél : 03 54 59 18 50

SELARL ALINEA LEX
7 quai Jeanne d'Arc
Résidence des Tanneurs - BP 58287
88108 ST DIE DES VOSGES CEDEX

V/REF : Denis JEANNEL
N/REF : 84 B 85 / 2020-A-2807

Le greffier du tribunal de commerce d'Epinal certifie qu'il a reçu le 09/06/2020, les actes suivants :

Rapport du commissaire aux apports en date du 14/04/2020

Contrat d'apport en date du 09/04/2020

Procès-verbal d'assemblée générale extraordinaire en date du 15/05/2020
- Augmentation du capital social
- Approbation d'apport de droits sociaux
- Modification(s) statutaire(s)

Statuts mis à jour en date du 15/05/2020

Concernant la société

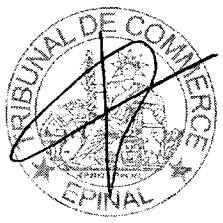
STOCKS DIFFUSION
Société par actions simplifiée
27 rue Thiers
88100 Saint-Die-des-Vosges

Le dépôt a été enregistré sous le numéro 2020-A-2807 le 16/06/2020

R.C.S. EPINAL 330 119 694 (84 B 85)

Fait à EPINAL le 16/06/2020,

LE GREFFIER



CFGS
-AUDIT-

Commissaires aux Comptes
Françoise CHEVRIER
Anne-Christine FRERE
Brice HOUTMANN
Jean-Marc LEMOINE
Guillaume MARION
Thierry VOIRIN

STOCKS DIFFUSION

Société par actions simplifiée au capital de 1.112.500 euros
Siège Social : 27 Rue Thiers – 88100 SAINT-DIE-DES-VOSGES
RCS EPINAL – 330 119 694

Rapport du commissaire aux apports sur l'apport de droits sociaux détenus par Monsieur Guy GOUGENHEIM à la société STOCKS DIFFUSION

Aux associés,

En exécution de la mission de commissaire aux apports, qui nous a été confiée par les associés de la société par actions simplifiée STOCKS DIFFUSION, en date du 24 mars 2020, concernant l'apport en nature devant être effectué par Monsieur Guy GOUGENHEIM au profit de la société STOCKS DIFFUSION, nous vous présentons notre rapport sur la valeur dudit apport conformément à l'article L.223-9 du code de commerce.

La valeur des titres apportés a été arrêtée à deux cent quarante-trois mille euros (243.000,00 euros) dans le projet de contrat d'apport. Il nous appartient d'exprimer une conclusion sur le fait que la valeur des apports n'est pas surévaluée. À cet effet, nous avons effectué nos diligences selon la doctrine de la Compagnie Nationale des Commissaires aux Comptes applicable à cette mission. Cette doctrine professionnelle requiert la mise en œuvre de diligences destinées à apprécier la valeur de l'apport, à s'assurer que celle-ci n'est pas surévaluée et à vérifier qu'elle correspond au moins à la valeur nominale des actions à émettre par la société bénéficiaire de l'apport. Notre mission prenant fin avec le dépôt du rapport, il ne nous appartient pas de mettre à jour le présent rapport pour tenir compte des faits et circonstances postérieurs à sa date de signature.

A aucun moment nous ne nous sommes trouvés dans l'un des cas d'incompatibilité, d'interdiction ou de déchéance prévus par la loi.

Nous vous présentons nos constatations et conclusions présentées ci-après, selon le plan suivant :

1 – Présentation de l'opération et description de l'apport
2 – Diligences effectuées et appréciation de la valeur de l'apport
3 – Conclusion

1 PRESENTATION DE L'OPERATION ET DESCRIPTION DE L'APPORT 3

1.1 Contexte de l'opération 3

1.2 Entités et personnes concernées 3

1.2.1 Société bénéficiaire 3

1.2.2 Société dont les titres sont apportés 3

1.2.3 Personne physique apporteuse 4

1.2.4 Liens entre les sociétés 4

1.3 Description de l'opération 4

1.3.1 Régime juridique et fiscal de l'apport 4

1.3.2 Conditions suspensives 4

1.3.3 Avantages particuliers stipulés 4

1.4 Présentation de l'apport 5

1.4.1 Méthode d'évaluation retenue 5

1.4.2 Description de l'apport 5

1.4.3 Rémunération de l'apport 5

2 DESCRIPTION DES DILIGENCES ET APPRECIATION DE LA VALEUR DE L'APPORT 6

2.1 Diligences mises en œuvre 6

2.2 Vérification de l'apport 7

2.2.1 Appréciation de la méthode d'évaluation de l'apport 7

2.2.2 Réalité de l'apport 7

2.3 Appréciation de la valeur de l'apport 7

3 CONCLUSION 8

1 PRESENTATION DE L'OPERATION ET DESCRIPTION DE L'APPORT

1.1 Contexte de l'opération

Dans le cadre de la simplification de la gestion de son patrimoine, Monsieur Guy GOUGENHEIM envisage d'apporter à la SAS STOCKS DIFFUSION la pleine et entière propriété des titres de la SCI LE VILLAGE qu'il détient.

1.2 Entités et personnes concernées

1.2.1 Société bénéficiaire

STOCKS DIFFUSION est une société par actions simplifiée au capital de 1.112.500 €, dont le siège social est situé 27 Rue Thiers – 88110 Saint-Dié-des-Vosges, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés d'Epinal sous le numéro 330.119.694.

Elle a notamment pour objet :

- *« La prise de participations ou d'intérêts directe ou indirecte dans toutes les sociétés françaises ou étrangères, opérations financières, immobilières ou mobilières, et dans toutes entreprises commerciales ou industrielles ;*
- *La prestation de conseils et services aux entreprises en matière de gestion et d'organisation, industrielle, commerciale, financière, comptable ou administrative ;*
- *L'acquisition, la construction, l'administration et l'exploitation par bail, location ou autrement de tous immeubles bâtis ou non bâtis et de tous droits immobiliers ;*
- *Et généralement, toutes opérations industrielles, commerciales, financières, civiles, mobilières ou immobilières, pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social ou à tout objet similaire ou connexe. »*

1.2.2 Société dont les titres sont apportés

La société SCI LE VILLAGE est une société civile immobilière au capital de 762,25 euros, divisé en 50 parts sociales de 15,245 euros de valeur nominale chacune, entièrement libérées, dont le siège est situé 27, Rue Thiers, 88100 SAINT-DIE-DES-VOSGES, et qui est immatriculée au Registre du commerce et des sociétés d'Epinal sous le numéro 383.259.892.

Elle a notamment pour objet :

- *« La location et la sous-location d'immeubles, la souscription de contrat de crédit-bail et d'emprunt,*

- *et généralement, toutes opérations civiles se rattachant directement ou indirectement à l'objet social. »*

1.2.3 Personne physique apporteuse

Monsieur Guy GOUGENHEIM est marié à Madame Martine FRESSE-GOUGENHEIM.
Le présent apport à la société STOCKS DIFFUSION, réalisé sous les garanties ordinaires de fait et de droit, est accepté par Madame Martine FRESSE-GOUGENHEIM, ès qualité.

1.2.4 Liens entre les sociétés

La société STOCKS DIFFUSION détient 10% du capital de la SCI LE VILLAGE avant la réalisation de l'opération.

Monsieur Guy GOUGENHEIM est Président de la société STOCKS DIFFUSION et Gérant de la SCI LE VILLAGE.

1.3 Description de l'opération

1.3.1 Régime juridique et fiscal de l'apport

L'apport est effectué sous le régime juridique de droit commun des apports en nature purs et simples tel que fixé par les dispositions de l'article L. 223-9 du code de commerce.

En matière de droits d'enregistrement, l'apport donnera lieu au paiement d'un droit fixe, conformément aux dispositions de l'article 810 du code général des impôts.

Sur le plan fiscal, en ce qui concerne l'imposition de la plus-value d'apport, l'apport est placé sous le régime de l'article 150-0 B du code général des impôts.

Les actions nouvelles seront dès la date de réalisation définitive de l'augmentation du capital entièrement assimilées aux actions anciennes ; elles jouiront des mêmes droits et seront soumises à toutes les dispositions des statuts et aux décisions des assemblées générales.

1.3.2 Conditions suspensives

L'apport prendra effet à la date d'approbation du contrat d'apport.
Cette approbation constitue l'unique condition suspensive de l'apport.

1.3.3 Avantages particuliers stipulés

Il n'y a pas d'avantage particulier octroyé dans le cadre de l'apport.

1.4 Présentation de l'apport

1.4.1 Méthode d'évaluation retenue

L'apport n'implique pas des sociétés sous contrôle commun au sens du règlement CRC n° 2004-01 du 4 mai 2004 relatif au traitement comptable des fusions et opérations assimilées. Dès lors, il sera réalisé à la valeur réelle déterminée sur la base d'une évaluation formalisée par Monsieur Guy GOUGENHEIM et ses conseils.

La valeur de chaque action apportée a ainsi été évaluée à 5.400 euros.

1.4.2 Description de l'apport

Monsieur Guy GOUGENHEIM, en sa qualité d'apporteur, apporte à la société STOCKS DIFFUSION la pleine et entière propriété de 45 titres de la SCI LE VILLAGE.

Le présent apport porte ainsi sur 90% du capital social de la SCI LE VILLAGE.

Compte tenu du nombre de parts sociales apportées, l'évaluation globale de l'apport ressort à 5.400 euros x 45 titres soit un apport net de **DEUX CENT QUARANTE-TROIS MILLE EUROS (243.000 euros)**

1.4.3 Rémunération de l'apport

En rémunération de l'apport ci-dessus désigné, évalué à la somme totale de 243.000 euros, il sera attribué à l'apporteur, 208 actions nouvelles d'une valeur nominale de 500,00 euros, entièrement libérées.

En conséquence de l'apport, le montant de l'augmentation de capital social de STOCKS DIFFUSION s'élèvera à 104.000 euros.

La différence entre la valeur de l'apport, soit 243.000 euros, et le montant de l'augmentation de capital constituera une prime d'apport d'un montant de 139.000 euros.

2 *DESCRIPTION DES DILIGENCES ET APPRECIATION DE LA VALEUR DE L'APPORT*

2.1 Diligences mises en œuvre

Notre mission s'inscrit parmi les « autres interventions » définies par la loi française et prévues dans le cadre conceptuel de la doctrine professionnelle de la Compagnie Nationale de commissaires aux comptes.

Notre mission a pour objet d'éclairer les associés de la société bénéficiaire STOCKS DIFFUSION sur la valeur des apports effectués par Monsieur Guy GOUGENHEIM.

En conséquence, notre mission ne relève ni d'une mission d'audit ni d'une mission d'examen limité. Elle n'a donc pas pour objectif de formuler une opinion sur les comptes, ni de procéder à des vérifications spécifiques concernant le respect du droit des sociétés. Elle n'implique pas non plus la validation du régime fiscal applicable à l'opération.

En outre, notre mission ne saurait être assimilée à une mission de *« due diligence »* effectuée pour un prêteur ou un acquéreur et ne comporte pas tous les travaux nécessaires à ce type d'intervention. Notre rapport ne peut donc pas être utilisé dans ce contexte. De la même manière, nos travaux ne sont pas assimilables à ceux d'un expert indépendant désigné par l'organe d'administration ou de contrôle d'une des parties.

En exécution de la mission qui nous a été confiée, nous avons effectué les diligences que nous avons estimées nécessaires, au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie Nationale des commissaires aux comptes applicable à cette mission.

Ces diligences ont notamment consisté à :

- Prendre connaissance du contexte et des objectifs de la présente opération d'apport ;
- Prendre contact avec les conseils des sociétés concernées par l'apport ;
- Contrôler la réalité et la propriété des apports et apprécier l'incidence éventuelle d'éléments susceptibles d'en affecter la propriété

- Examiner les documents juridiques relatifs à l'opération tels que le contrat d'apport ;

- Apprécier la valeur de l'apport, s'assurer que celle-ci n'est pas surévaluée et vérifier qu'elle correspond au moins à la valeur en nominal des actions à émettre par la société bénéficiaire de l'apport.
- Apprécier la valeur retenue pour évaluer les titres de la société bénéficiaire ;

- Vérifier, jusqu'à la date du présent rapport, l'absence de faits ou d'évènements susceptibles de remettre en cause la valeur de l'apport.

2.2 Vérification de l'apport

2.2.1 Appréciation de la méthode d'évaluation de l'apport

Monsieur Guy GOUGENHEIM envisage d'apporter à STOCKS DIFFUSION l'intégralité des titres SCI LE VILLAGE qu'il détient, soit 45 parts sur 50 composant le capital.
Les sociétés sont sous contrôle distinct et conformément au règlement ANC n°2014-03, titre VII *« Comptabilisation et évaluation des opérations de fusions et opérations assimilées »,* modifié par le règlement n°2014-01 du 5 mai 2017 de l'ANC, les titres sont apportés à leur valeur réelle.

Ce mode de valorisation n'appelle pas de commentaire de notre part.

2.2.2 Réalité de l'apport

Dans le cadre de nos travaux, nous nous sommes assuré de la pleine propriété par l'apporteur des titres faisant l'objet de l'apport ainsi que de leur libre cessibilité.

2.3 Appréciation de la valeur de l'apport

Nous avons apprécié la valeur globale de l'apport par une approche fondée sur l'actif net comptable corrigé de société dont les titres sont apportés.

Notre appréciation reposant sur les derniers bilans comptables arrêtés respectivement le 31 décembre 2019 pour la SCI LE VILLAGE et le 30 juin 2019 pour la société STOCKS DIFFUSION, nous nous sommes enquis des évènements dont la survenance aurait un impact sur notre approche : aucun fait particulier n'a été relevé.

Nos travaux ainsi conduits, nous n'avons pas relevé d'élément susceptible de remettre en cause la valeur globale de l'apport.

3 CONCLUSION

En conclusion de nos travaux, nous sommes d'avis que la valeur de l'apport s'élevant à 243.000 euros n'est pas surévaluée et, en conséquence, que la valeur des titres SCI LE VILLAGE apportés est au moins égale au montant de l'augmentation de capital de la société bénéficiaire de l'apport.

Fait à Saint-Michel-sur-Meurthe, le 14 Avril 2020.

Pour la Société CFGS AUDIT

Jean-Marc LEMOINE
Commissaire aux apports

CONTRAT D'APPORT DE DROITS SOCIAUX

ENTRE LES SOUSSIGNES :

1° - Monsieur Guy GOUGENHEIM

Demeurant 50 Route de Nayemont les Fosses – 88100 SAINT-DIE DES VOSGES
Né le 8 mai 1947 à LIMOGES (Haute-Vienne)

Marié à Madame Martine FRESSE, née le 20 juin 1947 à SAINT-DIE DES VOSGES (Vosges), sous le régime de la séparation de biens aux termes d'un contrat de mariage reçu par Maître Aimé NICAISE, Notaire à SAINT-DIE DES VOSGES, le 2 mars 2006, préalablement à leur union célébrée à la mairie de SAINT-DIE DES VOSGES, le 13 mai 2006.

Ledit régime n'ayant subi aucune modification depuis.

Ci-après dénommé "l'apporteur",

D'UNE PART,

ET

2° - La Société STOCKS DIFFUSION

Société par Actions Simplifiée au capital de 1.112.500 €
Dont le siège social est à SAINT-DIE-DES-VOSGES (88100), 27 rue Thiers
Immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés d'EPINAL
Sous le numéro 330 119 694

Représentée aux présentes par Madame Martine GOUGENHEIM née FRESSE, actionnaire, ayant tous pouvoirs à cet effet en vertu d'une délibération de l'Assemblée Générale de ce jour.

Ci-après dénommée "la Société bénéficiaire",

D'AUTRE PART,

Préalablement à la convention d'apport de titres faisant l'objet du présent acte, il a été exposé ce qui suit :

EXPOSE

I - Caractéristiques de la société dont les titres sont apportés

Monsieur Guy GOUGENHEIM, apporteur, détient quarante-cinq (45) parts sociales numérotées de 1 à 45 sur les 50 composant le capital de la Société :

SCI LE VILLAGE
Société Civile au capital de 762,25 €
Dont le siège social est SAINT-DIE-DES-VOSGES (88100), 27 rue Thiers
Immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés d'EPINAL
Sous le numéro 383 259 892

La Société SCI LE VILLAGE est une Société Civile ayant pour objet :

- La location et la sous-location d'immeubles, la souscription de contrat de crédit-bail et d'emprunt,

et généralement, toutes opérations civiles se rattachant directement ou indirectement à l'objet social.

Elle a été constituée aux termes d'un acte authentique reçu par Maître LALLEMENT, alors notaire à SAINT-DIE-DES-VOSGES en date du 20 août 1991, enregistré à la Recette de SAINT-DIE le 26/08/1991, volume 469 – F°50 – Bord.298/2, pour une durée de 50 ans à compter de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés, laquelle est intervenue le 18 octobre 1991.

Son Gérant est Monsieur Guy GOUGENHEIM nommé à cette fonction pour une durée indéterminée en vertu d'une délibération de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 27 août 2002.

Son Capital Social s'élève à la somme de SEPT CENT SOIXANTE DEUX €UROS VINGT CINQ CENTIMES (762,25 €), divisé en cinquante parts sociales (50) de quinze euros deux cent quarante-cinq (15,245 €) chacune, entièrement libérées et réparties de la façon suivante :

- à Monsieur Guy GOUGENHEIM,
  à concurrence de quarante-cinq (45) parts numérotées de 1 à 45,

- à la SAS STOCKS DIFFUSION
  à concurrence de cinq (5) parts sociales, numérotées de 46 à 50.

Cette répartition résulte :

- de l'apport lors de la constitution de la Société, en numéraire d'une somme de 5.000 Francs (762,25 €uros), déposée conformément à la loi au crédit d'un compte ouvert au nom de la Société en formation, à la BANQUE NATIONALE DE PARIS - BNP, Agence de SAINT-DIE DES VOSGES (Vosges), par les personnes suivantes :

  - Monsieur Guy GOUGENHEIM, à concurrence de 4.900 Francs,
  - Monsieur Alain WEIL, à concurrence de 100 Francs.

- Puis de cessions de parts intervenues suivant acte de Maître LALLEMENT alors Notaire à la Résidence de SAINT-DIE-DES-VOSGES en date du 06 mars 1992.

II - Méthode d'évaluation des apports

La valeur des titres apportés a été déterminée sur la base d'une valorisation globale de la Société SCI LE VILLAGE de DEUX CENT SOIXANTE DIX MILLE EUROS (270.000 €).

Ainsi la valeur d'une action en pleine propriété de la Société SCI LE VILLAGE a été évaluée à CINQ MILLE QUATRE CENTS EUROS (5.400 €).

CECI EXPOSE, IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

CHAPITRE I - Description et évaluation de l'apport

Par les présentes, Monsieur Guy GOUGENHEIM fait apport à la Société STOCKS DIFFUSION, sous les garanties ordinaires de fait et de droit, et sous les conditions suspensives ci-après stipulées, ce qui est accepté par Madame Martine FRESSE-GOUGENHEIM, ès qualité, de QUARANTE CINQ (45) parts sociales de QUINZE €UROS DEUX CENT QUARANTE CINQ (15,245 €) de valeur nominale chacune de la Société SCI LE VILLAGE.

Cet apport évalué globalement à DEUX CENT QUARANTE TROIS MILLE EUROS (243.000 €), soit CINQ MILLE QUATRE CENTS EUROS (5.400 €) pour chacune des QUARANTE CINQ (45) parts sociales apportées, représente 90 % du capital de la Société SCI LE VILLAGE.

Les méthodes d'évaluation des droits sociaux de la société SCI LE VILLAGE apportés, sont exposées en annexe.

La Société STOCKS DIFFUSION aura la propriété des droits sociaux apportés à compter du jour de l'approbation du présent contrat d'apport par l'Assemblée Générale Extraordinaire des associés de cette société.

Elle en aura la jouissance à compter du même jour.

CHAPITRE II - Rémunération de l'apport

Il est exposé que la société SAS STOCKS DIFFUSION dont le capital social est divisé en DEUX MILLE DEUX CENT VINGT CINQ (2.225) actions de CINQ CENTS €UROS (500 €) de valeur nominale chacune, est valorisée sur la base du dernier bilan comptable connu soit celui du 30 juin 2019, à DEUX MILLIONS CINQ CENT QUATRE VINGT DIX MILLE €UROS (2.590.000 €) soit une valeur arrondie de MILLE CENT SOIXANTE CINQ €UROS (1.165 €) pour chacune des DEUX MILLE DEUX CENT VINGT CINQ (2.225) actions composant le capital de la société STOCKS DIFFUSION.

Les méthodes d'évaluation des titres de la société STOCKS DIFFUSION bénéficiaire des présents apports, sont exposées en annexe.

L'apport ci-dessus décrit évalué à la somme globale de DEUX CENT QUARANTE TROIS MILLE EUROS (243.000 €), est consenti et accepté moyennant l'attribution à Monsieur Guy GOUGENHEIM de DEUX CENT HUIT (208) actions nouvelles d'une valeur nominale de CINQ CENTS €UROS (500 €) chacune, entièrement libérées, à créer par la Société STOCKS DIFFUSION à titre d'augmentation de son capital soit pour un montant de CENT QUATRE MILLE €UROS (104.000 €).

La répartition des actions nouvelles à créer de la Société "STOCKS DIFFUSION" se fera de la façon suivante :

Nom, prénom, adresse de l'apporteur	Nombre de parts sociales de la SCI LE VILLAGE apportées	Montant des apports en nature réalisés	Nombre d'actions de la SAS STOCKS DIFFUSION nouvelles attribuées
M. Guy GOUGENHEIM 88100SAINT-DIE-DES-VOSGES	45 en Pleine Propriété	243.000 €	208 en Pleine Propriété

Ces deux cent huit (208) actions nouvelles seront dès la date de réalisation définitive de l'augmentation du capital entièrement assimilées aux actions anciennes ; elles jouiront des mêmes droits et seront soumises à toutes les dispositions des statuts et aux décisions des assemblées générales.

Le dividende éventuel attaché aux parts sociales apportées et afférent aux bénéfices de l'exercice clos le 31 décembre 2019 et qui pourra être distribué par décision des associés de la SCI LE VILLAGE, reviendra entièrement et exclusivement à la Société bénéficiaire STOCKS DIFFUSION.

Les deux cent huit (208) actions nouvelles seront négociables dès la date de réalisation définitive de l'augmentation de capital de la Société STOCKS DIFFUSION.

CHAPITRE III - Prime d'émission

Ainsi qu'il a été dit ci-dessus, l'actif net apporté à la Société STOCKS DIFFUSION s'élève donc à DEUX CENT QUARANTE TROIS MILLE EUROS (243.000 €).

La différence entre le montant net des apports et la valeur nominale des actions créées à titre d'augmentation de capital par la Société STOCKS DIFFUSION (104.000 € soit 208 actions nouvelles de 500 € de valeur nominale), représente une prime d'apport de CENT TRENTE NEUF MILLE €UROS (139.000 €).

La prime d'émission ou d'apport globale de 139.000 € sera inscrite à un compte spécial au passif du bilan sur lequel porteront les droits des actionnaires anciens et nouveaux et qui pourra recevoir l'affectation décidée par l'Assemblée Générale de la société bénéficiaire STOCKS DIFFUSION.

CHAPITRE IV – Vérification et approbation de l'apport

Le présent apport ne deviendra définitif qu'au jour de sa vérification et de son approbation par l'Assemblée Générale Extraordinaire des associés qui statuera au vu du rapport établi par le Commissaire aux apports.

Ces vérification et approbation devront intervenir au plus tard le 30 juin 2020 ; à défaut, le présent acte sera considéré comme non avenu, sans indemnité de part ni d'autre.

CHAPITRE V - Déclarations générales

Monsieur Guy GOUGENHEIM déclare :

- Que les droits sociaux apportés sont sa propriété légitime, qu'ils sont de libre disposition et ne sont grevés d'aucune inscription, notamment de nantissement ;

MG

- Que la Société SCI LE VILLAGE dont les droits sociaux sont apportés n'a jamais été et n'est pas en état de cessation de paiements, de redressement ou de liquidation judiciaire et ne fait pas l'objet d'une procédure de règlement amiable ou de sauvegarde.

En conséquence, rien ne s'oppose à la libre disposition des droits sociaux apportés à la Société STOCKS DIFFUSION, bénéficiaire.

Monsieur Guy GOUGENHEIM, en sa qualité de Président de la Société STOCKS DIFFUSION, déclare en outre au nom de ladite Société avoir parfaite connaissance des opérations réalisées par la Société SCI LE VILLAGE depuis le début de l'exercice en cours et que ces opérations ne semblent pas pouvoir modifier l'évaluation des droits sociaux apportés.

CHAPITRE VI - Déclarations fiscales

Les sociétés SCI LE VILLAGE dont les titres sont présentement apportés, SAS STOCKS DIFFUSION, bénéficiaires desdits apports, sont toutes deux soumises à l'Impôt sur les Sociétés. Cet apport entre dans le champs d'application des dispositions de l'article 150-O B ter du CGI et bénéficie du mécanisme de report d'imposition qu'il prévoit.

CHAPITRE VII - Dispositions diverses

I - Frais

Tous les frais, droits et honoraires auxquels donne ouverture l'apport de titres, ainsi que tous ceux qui en seront la suite et la conséquence, seront supportés par la Société STOCKS DIFFUSION.

II - Election de domicile

Pour l'exécution des présentes et leurs suites, et pour toutes significations et notifications, les parties font élection de domicile :

- Monsieur Guy GOUGENHEIM en son domicile,
- la Société STOCKS DIFFUSION en son siège social.

III - Pouvoirs

Tous pouvoirs sont dès à présent expressément donnés :

- aux soussignés, avec faculté d'agir ensemble ou séparément, à l'effet de faire le nécessaire au moyen de tous actes complémentaires ou supplétifs ;

- aux porteurs d'originaux ou d'extraits certifiés conformes des présentes et de toutes pièces constatant la réalisation définitive de l'apport, pour exécuter toutes formalités et faire toutes déclarations, significations, tous dépôts, inscriptions, publications et autres.

Fait à SAINT-DIE-DES-VOSGES
Le 09 avril 2020
En six exemplaires

Guy GOUGENHEIM

Pour la Société STOCKS DIFFUSION
Martine GOUGENHEIM

Enregistré à : SERVICE DE LA PUBLICITE FONCIERE ET DE L'ENREGISTREMENT
EPINAL 1
Le 25/05 2020 Dossier 2020 00015247, référence 8804P01 2020 A 00810
Enregistrement : 125 € Pénalités : 0 €
Total liquidé : Cent vingt-cinq Euros
Montant reçu : Cent vingt-cinq Euros
Le Contrôleur des finances publiques

Sandrine BERTRAN

ANNEXES au CONTRAT D'APPORT DE DROITS SOCIAUX

1° - Extrait K bis de la SCI LE VILLAGE

2° - Statuts de la SCI LE VILLAGE

3° - Bail commercial entre la SCI Le Village et la SAS Stocks Diffusion

4° - Evaluation des titres de la SCI LE VILLAGE

5° - Bilan 31/12/2018 SCI LE VILLAGE

6° - Evaluation des titres de la SAS STOCKS DIFFUSION

7° - Bilan 30/06/2019 de la SAS STOCKS DIFFUSION

MG

Greffe du Tribunal de Commerce d'Epinal
1 Place Foch
88000 EPINAL

Annexe 1

N° de gestion 1991D50064

Extrait Kbis

EXTRAIT D'IMMATRICULATION PRINCIPALE AU REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES
à jour au 24 mai 2016

IDENTIFICATION DE LA PERSONNE MORALE

Immatriculation au RCS, numéro	383 259 892 R.C.S. Epinal
Date d'immatriculation	18/10/1991
Dénomination ou raison sociale	**SCI LE VILLAGE**
Forme juridique	Société civile
Capital social	762,25 Euros
Adresse du siège	27 rue Thiers 88100 Saint-Die-des-Vosges
Durée de la personne morale	Jusqu'au 17/10/2041

GESTION, DIRECTION, ADMINISTRATION, CONTROLE, ASSOCIES OU MEMBRES

Gérant - Associé

Nom, prénoms	GOUGENHEIM Guy Marcel
Date et lieu de naissance	Le 08/05/1947 à LIMOGES 87
Nationalité	Française
Domicile personnel	50 route de Nayemont-les-Fosses 88100 Saint-Die-des-Vosges

Associé

Dénomination	STOCKS DIFFUSION
Forme juridique	Société par actions simplifiée
Adresse	27 rue Thiers 88100 Saint-Die-des-Vosges
Immatriculation au RCS, numéro	330 119 694 RCS Epinal

RENSEIGNEMENTS RELATIFS A L'ACTIVITE ET A L'ETABLISSEMENT PRINCIPAL

Adresse de l'établissement	27 rue Thiers 88100 Saint-Die-des-Vosges
Activité(s) exercée(s)	Location d'immeubles ..... Souscription de contrat de crédit bail
Date de commencement d'activité	20/08/1991
Origine du fonds ou de l'activité	Création
Mode d'exploitation	Exploitation directe

OBSERVATIONS ET RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

- Mention du 01/01/2009	En application du décret n° 2008-146 en date du 15 février 2008, modifiant le siège et le ressort des tribunaux de commerce, l'ensemble des dossiers inscrits au registre du commerce et des sociétés du greffe du tribunal de commerce de Saint-Dié ainsi que les dossiers d'inscriptions de sûretés et privilèges ont été transférés au greffe du tribunal de commerce d'Epinal. Cette modification prend effet au 1er janvier 2009. Le greffe d'Epinal décline toute responsabilité sur toute mention ou inscription erronée ou omise par le fait du greffe précédemment compétent.
- Mention	LA CONVERSION DU MONTANT DU CAPITAL DES FRANCS EN EUROS A ETE EFFECTUEE D'OFFICE PAR LE GREFFE EN APPLICATION DU DECRET No 2001-474 DU 30 MAI 2001 : ANCIEN MONTANT : 5 000.00 FRF NOUVEAU MONTANT : 762.25 EUR

Annexe 2

SCI LE VILLAGE

Société Civile Immobilière au capital de 762,25 €

Siège Social : 27 Rue Thiers

88100 SAINT-DIE DES VOSGES

RCS EPINAL 383 259 892

STATUTS

Mis à jour à la date du 1er mai 2016

Pour copie certifiée conforme,
Le Gérant,
Guy GOUGENHEIM

Me LALLEMENT NOTAIRE SAINT-DIE (Vosges)

PARDEVANT Me LALLEMENT,notaire à SAINT-DIE, soussigné,

ONT COMPARU

1°/ Monsieur Guy Marcel GOUGENHEIM, Président Directeur Général,divorcé de Madame Nicole Suzy RYCHNER,demeurant à SAINT-DIE,Route de Dijon,

Né à LIMOGES (Haute-Vienne) huit mai mil neuf cent quarante sept,

2°/ Monsieur Alain Frédéric WEIL,commerçant,époux de Madame Claire BITTON,sans profession, demeurant à Robache,"Les Borogoves", commune de SAINT-DIE,

Né à SAINT-DIE le deux octobre mil neuf cent quarante sept,

Marié avec Madame WEIL née BITTON,sous le régime de la communauté légale de biens acquêts,à défaut de contrat de mariage préalable à leur union célébrée en la Mairie de SAINT-DIE,le vingt quatre mars mil neuf cent soixante dix huit,régime non modifié,

LESQUELS ONT,par ces présentes, établi ainsi qu'il suit les statuts de la Société Civile qu'ils ont convenu de constituer:

TITRE I

FORME - OBJET - DENOMINATION SIEGE-DUREE

Article 1.-FORME

Il est formé par les propriétaires des parts ci-après créées et de celles qui pourront l'être ultérieurement,une société civile régie par les dispositions du Titre IX,du Livre III du Code Civil et par les textes subséquents ainsi que par les présents statuts.

Article 2.- OBJET

La société a pour objet :.

La location et la sous-location d'immeubles,la souscription de contrat de crédit bail et d'emprunt.

& généralement , toutes opérations civiles se rattachant directement ou indirectement à l'objet social.

Article 3.- DENOMINATION

La société prend la dénomination : " LE VILLAGE".

Dans tous les actes et documents émanant de la Société et destinés aux tiers,la dénomination doit être précisée ou suivie de manière lisible une fois au moins dees mots "Société Civile " suivie de l'indication du capital social.

Article 4.- SIEGE SOCIAL

Le siège social est fixé : **27 Rue Thiers 88100 SAINT-DIE DES VOSGES.**

Il peut être transféré en tout autre endroit de la même ville ou du même département par simple décision de la gérance,qui,dans ce cas,est autorisée à modifier les statuts en conséquence et partout ailleurs sur décision extraordinaire de la collectivité des associés.

Article 5.- DUREE

La durée de la Société est fixée à cinquante années à compter de la date de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés,sauf dissolution anticipée ou prorogation.

La durée de la société peut être prorogée une ou plusieurs fois sans que chaque prorogation puisse excéder quatre vingt dix neuf ans par décision prise à la majorité prévue pour la modification des statuts.

TITRE II
APPORTS - CAPITAL - PARTS SOCIALES

Article 6.- APPORTS

Il est apporté à la Société :

-Par Monsieur Guy GOUGENHEIM , la somme de QUATRE MILLE NEUF CENTS FRANCS,ci : 4.900,oo

-Par Monsieur Alain WEIL ,la somme de cent francs,ci : 100,oo

Soit au total la somme de CINQ MILLE FRANCS 5.000,oo

GL

Laquelle somme a été intégralement versée à la B.N.P. de SAINT DIE.

Article 7.- CAPITAL SOCIAL - PARTS SOCIALES

Le capital social est fixé à la somme de cinq mille francs (5.000 F), montant des apports ci-dessus effectués.

Il est divisé en cinquante parts de cent francs chacune numérotées de un à cinquante, attribuées en rémunération de leurs apports par suite de cession de parts régulièrement intervenue suivant acte reçu par Me LALLEMENT, notaire soussigné le 06 MARS 1992,

Ces parts appartiennent, savoir :

A Monsieur GOUGENHEIM, quarante cinq parts numérotées de un à quarante cinq	45
A la Société Anonyme "STOCKS DIFFUSION", cinq parts numérotées de quarante six à cinquante	5
TOTAL des parts composant le capital social : cinquante parts	50

Article 8.- AUGMENTATION DU CAPITAL

Le capital social peut,en vertu d'une décision extraordinaire de la collectivité des associés,être augmenté,en une ou plusieurs fois,par la création de parts nouvelles attribuées en représentation d'apports en nature ou en espèces, mais,les attributaires,s'ils n'ont déjà la qualité d'associé, devront être agréés.

Il peut aussi,en vertu d'une décision extraordinaire de la collectivité,être augmenté,en une ou plusieurs fois, par incorporation au capital de tout ou partie des réserves ou des bénéfices,par voie d'élévation de la valeur nominale des parts existantes,ou création de parts nouvelles.

Article 9.- REDUCTION DU CAPITAL

Le capital social peut aussi,en vertu d'une décision extraordinaire de la collectivité des associés,être réduit pour quelque cause et de quelque manière que ce soit,notamment par voie de remboursement ou de rachat de parts,de réduction de leur montant ou de leur nombre,avec obligation s'il y a lieu,de cession ou d'achat de parts anciennes pouvant permettre l'opération.

Article 10.- REPRESENTATION DES PARTS

Les parts sociales ne peuvent être représentée par des titres négociables.

Titre III.-ADMINISTRATION DE LA SOCIETE

Article 11.- GERANCE

Le gérant de la société est Monsieur Guy GOUGENHEIM.

A ce présent et qui déclare accepter cette fonction.

Les fonctions de gérant ont une durée non limitée.

TITRE IV.- EXERCICE SOCIAL

Article 12

L'exercice social commence le premier janvier et finit le trente et un décembre.

Par exception,le premier exercice social comprendra le temps à courir depuis l'immatriculation de la société jusqu' au trente et un décembre mil neuf cent quatre vingt sept.

TITRE V.-PUBLICITE - FRAIS

Article 13.- PUBLICITE

Tous pouvoirs sont donnés à Me LALLEMENT,notaire soussigné,dépositaire des statuts,pour effectuer les formalités de publicité prescrites par la loi et pour signer l'avis à insérer dans un Journal d'Annonces Légales.

Article 14.- FRAIS

Les frais résultant des présentes seront supportés par la Société.

DONT ACTE en quatre pages,

FAIT ET PASSE à SAINT DIE,
En l'Etude du notaire soussigné,
L'AN MIL NEUF CENT QUATRE VINGT ONZE,
Le vingt août,
Et, après que lecture leur en ait été donnée, les comparants ont signé le présent acte avec le notaire.

A la minute suivent les signatures et la mention

Enregistré à SAINT DIE le vingt six août mil neuf cent quatre vingt onze,
Volume 469 - F° 50 - Bord. 298/2 - Reçu : Soixante dixfrancs,
signé : P. PECORINI.-

Pour copie conforme

Statuts mis à jour
à la date du 1er mai 2016

Annexe 3

Lorraine Défense & Conseil
Denis JEANNEL - Avocat
7 Quai Jeanne d'Arc
88100 SAINT-DIE DES VOSGES

COPIE

BAIL COMMERCIAL

ENTRE LES SOUSSIGNEES :

- La SCI LE VILLAGE

Société Civile Immobilière au capital de 762,25 €uros
Ayant son siège social à SAINT-DIE DES VOSGES (88100),
50 Route de Nayemont les Fosses
Immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés d'EPINAL
Sous le numéro 383 259 892

Représentée aux présentes par Monsieur Guy GOUGENHEIM, Gérant, ayant tous pouvoirs à cet effet.

Ci après dénommée **"Le Bailleur"**,

D'une part,

ET :

- La Société STOCKS DIFFUSION

Société par Actions Simplifiée au capital de 1.500.000 €
Ayant son siège social à SAINT-DIE DES VOSGES (88100), ZAC Hellieule 2,
2 Rue Emile Durkheim
Immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés d'EPINAL
Sous le numéro 330 119 694

Représentée aux présentes par Monsieur Hervé GOUGENHEIM, Président, ayant tous pouvoirs à cet effet.

Ci après dénommée **"Le Preneur"**,

D'autre part,

IL A ETE ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIT :

GM HC

ARTICLE 1 - BAIL

La S.C.I. LE VILLAGE donne à bail, à titre commercial, conformément aux dispositions des articles L. 145-1 du Code de commerce et du décret n° 53-960 du 30 septembre 1953, pour ses articles non codifiés, ce qui est accepté par la Société STOCKS DIFFUSION, les biens et droits immobiliers ci-dessous désignés.

ARTICLE 2 - DESIGNATION

Un ensemble immobilier à usage commercial sis à **SAINT-NABORD (88200), Lieudit "Village de Moulin"**, avec terrain attenant, cadastré Section AE 639, d'une contenance de 32 ares et 38 centiares, comprenant :

- une cellule commerciale d'une surface de 1.242 m²,
- une pièce à usage de réserve d'une surface de 186 m²,
- une pièce à usage de bureau d'une surface de 15 m²,
- des sanitaires d'une surface de 14 m²,
- 47 emplacements de parking avec dégagement d'une surface de 1.833 m².

Le Preneur déclarant parfaitement connaître les lieux et les estimant conformes à l'usage qu'il entend en faire.

ARTICLE 3 – ORIGINE DE PROPRIETE

1) Aux termes d'un acte reçu par Maître Arsène HITIER, Notaire à MOLSHEIM, avec la participation de Maître Jean-Louis LALLEMENT, Notaire à SAINT-DIE, le 6 mars 1992, sous RN° 15.027, la Société SOFEBAIL – Société Fédérative de Crédit-Bail Immobilier SICOMI SA (devenue CMCIC LEASE) a consenti à la SCI LE VILLAGE un contrat de crédit-bail immobilier d'une durée de quinze années entières et consécutives à partir du premier jour du trimestre civil suivant la prise de possession des locaux, portant sur un immeuble à construire à SAINT-NABORD (88200), Lieudit "Village de Moulin", sur un terrain cadastré Section AE n° 483, Lieudit "Village de Moulin", d'une superficie de 24 ares et Section AE n° 494, Lieudit "Village de Moulin", d'une superficie de 9 ares.

Une expédition de cet acte a été publiée au Bureau des Hypothèques de REMIREMONT en date du 21 janvier 1993, Volume 1993 P n° 123.

Ce contrat de crédit-bail immobilier a été suivi :

- d'un acte complémentaire reçu par Maître HITIER le 23 juin 1992, RN° 15.309, dont une expédition a été publiée au Bureau des Hypothèques de REMIREMONT en date du 21 janvier 1993, Volume 1993 P n° 123,

- d'un acte complémentaire reçu par Maître HITIER le 26 octobre 1992, RN° 15.606.

Ladite opération de crédit-bail était assortie d'une promesse unilatérale de vente par la Société SOFEBAIL au profit de la SCI LE VILLAGE de l'ensemble immobilier faisant l'objet du contrat.

2) Aux termes d'un acte reçu par Maître Jean PHILIPPS, Notaire à MARLENHEIM, le 6 février 2008, sous RN° 28.935, la Société CMCIC LEASE a vendu à la SCI LE VILLAGE ledit ensemble immobilier avec effet fixé rétroactivement au 1er septembre 2007.

Une expédition de cet acte a été publiée au Bureau des Hypothèques de REMIREMONT en date du 14 février 2008, Volume 2008 P n° 430.

3) Aux termes d'un acte reçu par Maître Frédéric JEANMAIRE, Notaire à SAINT-DIE DES VOSGES, en date du 3 juin 2008, la SCI LE VILLAGE a cédé à titre d'échange à la SCI LA VILLE, Société Civile au capital de 762,25 €, dont le siège social est à SAINT-DIE DES VOSGES (88100), 4 Rue Jean Jacques Baligan, immatriculée au RCS de SAINT-DIE DES VOSGES sous le numéro 383 259 827, une partie dudit immeuble à usage commercial figurant au cadastre Section AE, Numéro 603, Lieudit "Village de Moulin", pour une superficie de 1 are 70 centiare.

Cette parcelle provenait de la division de l'immeuble originairement cadastré Section AE, Numéro 494, Lieudit "Village de Moulin", pour une superficie de 9 ares dont le surplus restant appartenir à la SCI LE VILLAGE était désormais cadastré Section AE, Numéro 604, Lieudit "Village de Moulin", pour une superficie de 7 ares 30 centiares.

Cette division résultait d'un document d'arpentage dressé par Maître Alain JACQUEL, Géomètre-Expert à REMIREMONT (88200), le 21 mars 2008 sous le numéro 2133F.

En contre échange, la SCI LA VILLE a cédé à titre d'échange au profit de la SCI LE VILLAGE, une partie d'un immeuble à usage commercial, figurant au cadastre Section AE, Numéro 601, Lieudit "Village de Moulin", pour une superficie de 3 centiares.

Cette parcelle provenait de la division de l'immeuble originairement cadastré Section AE, Numéro 495, Lieudit "Village de Moulin" pour une superficie de 59 centiares, dont le surplus restant appartenir à la SCI LA VILLE était désormais cadastré Section AE, Numéro 602, Lieudit "Village de Moulin", pour une superficie de 56 centiares.

Cette division résultait d'un document d'arpentage dressé par Maître Alain JACQUEL, Géomètre-Expert à REMIREMONT (88200), le 21 mars 2008 sous le numéro 2133F.

---

4) Aux termes d'un acte reçu par Maître Christian GENIN, Notaire à REMIREMONT, en date du 12 décembre 2005, la SCI GHISLAIN, Société Civile au capital de 304,90 €, dont le siège social est à SAINT-DIE DES VOSGES (88100), 4 Rue Jean-Jacques Baligan, immatriculée au RCS de SAINT-DIE sous le numéro 388 902 306, a cédé à la SCI LE VILLAGE une parcelle de terrain, figurant au cadastre Section AE, Numéro 575, lieudit "Village de Moulin", pour une contenance de 1 are et 5 centiares.

5) Suivant courrier en date du 23 septembre 2009, le Centre des Impôts Fonciers d'EPINAL a informé la SCI LE VILLAGE de la modification des désignations cadastrales des biens lui appartenant à SAINT-NABORD constatée d'office par le Service du Cadastre suite à la réunion de parcelles, savoir :

SITUATION ANCIENNE		SITUATION NOUVELLE	
Section N° de plan	Contenance	Section N° de plan	Contenance
AE 483	24 ares Village de Moulin	AE 639	32 ares 38 centiares Village de Moulin
AE 575	1 are 05 centaires Village de Moulin		
AE 601	3 ares Village de Moulin		
AE 604	7 ares 30 centiares Village de Moulin		

ARTICLE 4 - RENSEIGNEMENTS CONCERNANT L'IMMEUBLE LOUE

Prévention des risques naturels et technologiques

Le Bailleur déclare que l'immeuble objet des présentes est situé dans une commune couverte par un plan de prévention des risques naturels prévisibles approuvé par arrêté préfectoral 105/08/DDE du 18 novembre 2008 pour l'aléa « Inondation » et dans une zone de sismicité modérée.

Le Bailleur déclare que l'immeuble objet des présentes n'a subi aucun sinistre ayant donné lieu au versement d'une indemnité d'assurance garantissant les risques de catastrophes naturelles (art. L. 125-2 du Code des assurances) ou technologiques (art. L. 128-2 du Code des assurances).

Le Preneur déclare avoir parfaitement connaissance de cette situation et s'interdire tout recours à ce sujet contre le Bailleur.

ARTICLE 5 - DUREE

Le présent bail est consenti et accepté pour une durée de 3, 6, ou 9 années entières et consécutives qui commencera à courir à compter du **1er avril 2013 pour se terminer le 31 mars 2022,** avec faculté pour le Preneur, seul, de résilier à l'expiration de chaque période triennale, moyennant un préavis de six mois communiqué au Bailleur par acte extra-judiciaire.

ARTICLE 6 - DESTINATION

Les lieux loués seront utilisés par le Preneur à titre exclusif, à destination de ***Vente de bazar, textile, ameublement, décoration d'intérieur et d'extérieur, gadgets, luminaire, arts de la table, électroménager, jouets, produits alimentaires de snack ou de tout autre produit de consommation courante.***

Les adjonctions d'activités connexes ou complémentaires ainsi que l'exercice dans les lieux loués d'une ou plusieurs activités différentes de celles prévues ci-dessus ne seront possibles que dans les conditions fixées aux articles 34 à 34.8 inclus du décret du 30 septembre 1953.

ARTICLE 7 - CONDITIONS GENERALES DU BAIL

Le bail est consenti et accepté sous les charges et conditions ordinaires et de droit et sous celles particulières suivantes que le Preneur s'oblige à exécuter sans pouvoir exiger aucune indemnité, ni diminution du loyer ci-après fixé :

1. De prendre les locaux dans l'état où ils se trouveront lors de son entrée en jouissance.

Le Preneur pourra effectuer, s'il le juge utile, mais à ses frais, les travaux supplémentaires qu'il désirera, sous réserve de l'approbation préalable du Bailleur et de ses architectes. Le coût des travaux sus-visés sera réglé directement par le Preneur aux entrepreneurs et à l'architecte.

A l'expiration du bail, ou encore au départ du Preneur, lesdits travaux d'aménagement resteront sans indemnité la propriété du Bailleur, à moins que celui-ci n'exige la remise en état des lieux.

2. De rendre à son départ les locaux en bon état d'entretien locatif et conformes à l'état des lieux établi contradictoirement au plus tard le jour de l'entrée en jouissance.

3. D'occuper personnellement les lieux loués, le Preneur s'interdisant de prêter à des tiers tout ou partie desdits lieux, sous quelque prétexte que ce soit, ainsi que d'y domicilier toute personne physique ou morale.

4. De maintenir les locaux loués constamment utilisés et garnis de mobilier et matériel en quantité et de valeur suffisantes pour répondre du paiement du loyer et de l'exécution des conditions des présentes.

5. De payer ses impôts personnels et mobiliers, la taxe professionnelle, la **taxe foncière relative aux locaux loués au prorata de la surface réelle**, et tout nouvel impôt ou taxe relatifs aux lieux loués, et de supporter leur augmentation de telle sorte que le Bailleur ne soit jamais inquiété à ce sujet et d'en justifier le paiement sur réquisition. Enfin, de payer les consommations d'eau et d'électricité suivant les indications des comptes divisionnaires, s'il en existe, ainsi que la location desdits compteurs.

6. De laisser pénétrer en tout temps dans les lieux loués le Bailleur et ses mandataires, les architectes, les entrepreneurs et ouvriers pour visiter, s'assurer de l'état de l'immeuble, le réparer et l'entretenir. Sauf cas d'urgence caractérisé, le Preneur sera informé au préalable de ces visites.

7. De supporter, quelle qu'en soit la durée, même si elle excède 40 jours, et ce, par dérogation à l'article 1724 du Code civil les grosses réparations et les améliorations nécessaires, ainsi que les travaux prescrits par les Commissions Administratives, sauf à percevoir une indemnisation pour le préjudice qu'il aurait subi au-delà de cette période de 40 jours.

8. De supporter, par dérogation à l'article 1723 du Code civil, que le Bailleur apporte toutes modifications qu'il jugera nécessaires, tant à l'aspect extérieur qu'à l'aspect intérieur de l'immeuble, soit par de nouvelles constructions ou additions de constructions, soit par des démolitions de bâtiments, soit par l'édification de bâtiments dans les cours et jardins, soit par la couverture des cours et jardins ou de toute autre manière.

Si, en application de la présente clause ou de la précédente (à l'exclusion des travaux prescrits par les autorités administratives), le Preneur se trouvait privé définitivement de la jouissance de tout ou partie des locaux loués, le Bailleur serait tenu de lui consentir un abattement définitif de loyer ce, nonobstant toute indemnité que le Preneur se réserve dans ce cas de réclamer au Bailleur à due concurrence du préjudice qu'il aurait subi.

Si le Preneur, soit du fait de travaux entrepris par le Bailleur, soit pour toute autre raison, se trouvait privé temporairement de la jouissance de tout ou partie des locaux loués, le Bailleur serait tenu dans ce cas de lui consentir un abattement de loyer dû durant toute la période d'indisponibilité des locaux, le Preneur se réservant en outre la possibilité de réclamer au Bailleur une indemnité en réparation du préjudice qu'il aurait subi de ce fait.

9. De veiller à ne pas troubler la jouissance paisible des voisins par le bruit, les odeurs, la fumée ou autrement.

10. De faire son affaire personnelle à ses risques, périls et frais, sans que le Bailleur puisse être inquiété ou recherché de toutes les réclamations faites par les voisins ou les tiers, notamment, pour bruits, odeurs ou trépidations causés par lui ou des appareils lui appartenant. Au cas néanmoins où le Bailleur aurait à payer des sommes quelconques du fait du Preneur, celui-ci serait tenu de les lui rembourser sans délais.

11. De faire son affaire personnelle, sans recours contre le Bailleur en cas d'utilisation d'appareils émetteurs ou récepteurs d'ondes ou d'instruments pouvant produire des parasites, de la suppression des bruits troublant ses propres réceptions des ondes.

12. De respecter les charges tolérées par la résistance des matériaux.

13. De faire son affaire personnelle, sans recours contre le Bailleur, de tous dégâts causés aux locaux en cas de troubles publics, émeutes, grèves, guerres civiles, ainsi que des troubles de jouissance en résultant.

14. De se conformer scrupuleusement aux prescriptions, règlements et ordonnances en vigueur, notamment en ce qui concerne la voirie, la salubrité, la police, l'Inspection du Travail, ainsi qu'aux obligations fixées par le Cahier des Prescriptions et Charges Particulières de Z.I. de façon que le Bailleur ne soit jamais inquiété, ni recherché, à ce sujet.

15. De se conformer rigoureusement pour l'exploitation de son activité aux lois, règlements et prescriptions administratives et s'engager à ne pas entreprendre dans les lieux loués une activité soumise à autorisation sans avoir obtenu celle-ci.

La présente clause s'applique en particulier aux dispositions visées par les articles R 510 et suivants du Code de l'urbanisme.

16. Enfin le Preneur s'engage à participer à l'entretien des abords, parkings, pelouses, éclairage et aux charges en résultant, et ce au prorata des surfaces louées.

ARTICLE 8 – COMMISSION DE SECURITE ET D'INCENDIE

Le Preneur fera son affaire personnelle, à ses frais exclusifs, auprès des différentes commissions d'hygiène, d'incendie, de sécurité et d'environnement, pour prendre toutes les dispositions afin que le local loué soit toujours conforme aux normes en vigueur et dégage le Bailleur de toute responsabilité à ce sujet.

GL HG

ARTICLE 9 - TRAVAUX - ENTRETIEN - REPARATIONS - TRANSFORMATIONS

Le Preneur maintiendra les lieux loués en bon état d'entretien et de toutes réparations autres que les grosses réparations visées par l'article 606 du Code civil qui resteront à la charge du Bailleur, de telle sorte qu'en fin de bail et, plus généralement, à son départ, ceux-ci soient rendus en bon état d'entretien locatif.

Le Preneur devra notamment :

- Entretenir constamment en bon état les canalisations d'adduction et d'écoulement des eaux, les installations électriques d'éclairage, les portes, les fenêtres, ferrures, serrures et crémones ;

- Prendre toutes dispositions pour éviter la rupture par le gel des compteurs, canalisations et tuyaux ;

- Assurer par ses propres moyens et à ses frais tous les dégorgements des canalisations d'évacuation desservant les lieux loués.

ARTICLE 10 - ASSURANCES

Le Preneur assurera les risques propres à son exploitation.

Il devra en particulier souscrire :

- une police d'assurance "Responsabilité Civile" garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il peut encourir à raison des dommages corporels matériels et immatériels causés aux tiers ;

- une police d'assurance "Incendie-Explosions" et "Dégâts des eaux" garantissant ses biens propres à concurrence de leur valeur de remplacement à neuf au jour du sinistre, ses responsabilités d'occupant à l'égard des voisins et des tiers en général.

Ces polices devront comporter une clause de renonciation à recours contre le Bailleur et ses assureurs.

Dans le cas où des sous-locations ou cessions seraient réalisées, les contrats d'assurances des sous-locataires ou des cessionnaires devraient comporter une clause de renonciation à recours contre le Bailleur et les assureurs, le locataire ou le cédant et les polices ci-dessus, une clause de renonciation à recours contre les sous-locataires ou les cessionnaires.

Le Preneur s'engagera à rembourser toutes surprimes qui, à raison de son état et de son fait, seraient réclamées tant au Bailleur qu'aux co-locataires dans le cas où il conviendrait aux uns et aux autres de s'assurer. Il s'engagera à aviser, par lettre recommandée, le Bailleur et les autres locataires de toute cause de risques aggravants (incendie, explosions, dégâts des eaux) pouvant résulter de la création de son commerce ou de toute modification de son activité, chacun de ceux-ci ne pouvant être tenu pour avisé de l'existence de risques aggravants que par la réception de ladite lettre.

Les primes de ces différents contrats seront à la charge exclusive du Preneur qui s'oblige à leur paiement ; il justifiera du paiement de ces primes et de l'existence de la clause de renonciation à recours prévue ci-dessus à toute réquisition du Bailleur en produisant une attestation de ses assureurs précisant également le montant des capitaux assurés.

Le Preneur devra déclarer immédiatement au Bailleur tout sinistre quelle qu'en soit l'importance, même s'il n'en résulte aucun dégât apparent.

Enfin, le Preneur s'engagera à renoncer à tout recours en responsabilité contre le Bailleur, notamment :

a) en cas de vol, cambriolage ou tout acte délictueux ou criminel dont le Preneur pourrait être victime dans les lieux loués,

b) au cas où les lieux viendraient à être détruits en partie ou en totalité ou expropriés,

c) en cas de troubles apportés à la jouissance par le fait de tiers quelle que soit leur qualité, le Preneur devant agir directement contre eux sans pouvoir mettre en cause le Bailleur.

Le Preneur devra également assurer les charges afférentes aux polices souscrites par le Bailleur sur l'immeuble loué.

ARTICLE 11 - RESPONSABILITÉ

Le Preneur sera personnellement responsable vis-à-vis du Bailleur et des tiers, des conséquences dommageables entraînées par les infractions aux clauses et conditions du bail, de son fait, de celui de son personnel ou de ses préposés.

Il sera en particulier de plein droit responsable des dégâts causés en cours d'aménagement ou de livraison, ainsi que par les personnes effectuant des travaux pour son compte.

Le Bailleur ne pourra en aucun cas et à aucun titre être responsable des meubles en général et, spécialement, des titres, valeurs mobilières ou de commerce, monnaie, chèque ainsi que tout autre objet qui pourrait être volé, détourné, détruit ou endommagé dans les lieux loués, même en cas d'incendie, d'explosion ou de rupture de canalisations.

Le Preneur s'engagera à faire son affaire personnelle de l'assurance, la surveillance et la protection des locaux qui lui sont loués et de son contenu et de contracter toutes assurances pour les vols, cambriolages et sinistres dont il vient d'être question.
Le Bailleur ne pourra être tenu responsable des irrégularités ou interruptions des services des eaux, électricité et des égouts.

Le Preneur renoncera à exercer toute action de ce chef contre le Bailleur. Une tolérance ne devra jamais être considérée comme un droit, même avec le temps, le Bailleur pouvant toujours y mettre fin.

ARTICLE 12 - SOUS-LOCATION - CESSION

Le Preneur ne pourra sous-louer tout ou partie des locaux loués, ni céder son droit au bail, sans autorisation du Bailleur, si ce n'est à un successeur dans son fonds de commerce, ou à une Société du groupe dont il resterait garant, le tout dans le strict respect de la destination des locaux loués telle que figurant à l'article 6 ci-dessus.

En cas de cession, il restera en tout état de cause garant et solidaire de son cessionnaire pour le paiement des loyers et de l'exécution des conditions du bail, et ce dans la limite de la période triennale en cours. Un original de l'acte de cession de fonds devra être notifié au Bailleur conformément aux dispositions de l'article 1690 du Code civil.

Les lieux loués formant un tout indivisible, la sous-location ne sera pas opposable au Bailleur, et comportera renonciation expresse par le sous-locataire à toute action et tout droit, et, notamment au renouvellement de la sous-location par application des dispositions du décret 53-960 du 30 septembre 1953 à l'encontre du Bailleur.

ARTICLE 13 - DISPOSITIONS DIVERSES

1. Destruction des locaux

Dans le cas où les locaux viendraient à être détruits en totalité par faits de guerre, guerre civile, émeutes, en cas de force majeure ou cas fortuit indépendant de la volonté du Bailleur, le bail sera résilié de plein droit, sans indemnité.

2. Congé

Dès que le congé aura été donné ou en cas de mise en vente de l'immeuble ou des locaux loués, le Preneur devra laisser visiter les lieux par les clients du Bailleur accompagné d'un préposé de ce dernier, de 19 H à 19 H 30, chaque jour et au moins pendant les six mois du préavis.

ARTICLE 14 - LOYER

Le bail est consenti et accepté moyennant un loyer minimum mensuel et principal de **QUATRE MILLE EUROS HORS TAXES (4.000 € HT),** TVA et charges en sus.

Ce loyer sera majoré tous les ans en fin d'année par le versement d'une somme complémentaire basée sur le chiffre d'affaires hors taxes réalisé par le magasin exploité dans les locaux, objet des présentes, par le Preneur.

Les parties conviennent que le montant total du loyer annuel représentera :

- 5 % du chiffre d'affaires réalisé jusqu'à 1.000.000 € HT,
- 6 % du chiffre d'affaires réalisé entre 1.000.000 € HT et 1.200.000 € HT,
- 7 % du chiffre d'affaires réalisé au-delà de 1.200.000 € HT.

Il est toutefois expréssement précisé que le loyer annuel minimum est fixé à QUARANTE HUIT MILLE EUROS HORS TAXES (48.000 € HT), soit un loyer mensuel de QUATRE MILLE EUROS HORS TAXES (4.000 € HT).

Ce loyer sera en outre majoré du montant de la Taxe de la Valeur Ajoutée au taux légal en vigueur. En cas de variation du taux de la TVA, le loyer sera majoré ou diminué du taux réel de cette variation.

Ce loyer sera stipulé payable d'avance le 1er jour de chaque mois, suivant virements bancaires automatiques au profit de la SCI LE VILLAGE.

En cas de non-paiement à son échéance du loyer par le Preneur ou toute autre somme due en vertu du bail, le Bailleur percevra les pénalités de retard sans qu'il soit nécessaire d'adresser une mise en demeure quelconque.

GA HR

ARTICLE 15 - INDEXATION DU LOYER

Les parties conviennent de soumettre le loyer à une clause d'échelle mobile.

En conséquence, le loyer sera ajusté automatiquement le 1er avril de chaque année, et pour la première fois le 1er avril 2016, en fonction de la variation de l'indice national des loyers commerciaux, publié trimestriellement par l'Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques (I.N.S.E.E.). L'indice de référence sera celui paru au jour de la prise d'effet du bail soit celui du 3ème trimestre 2012 s'élevant à 108,17.

Les parties reconnaissent que cet indice est en relation directe avec l'objet du bail.

Si pour une raison économique, l'indice pris comme référence était supprimé, il serait remplacé de plein droit par l'indice qui lui serait substitué en appliquant le coefficient de raccordement établi à cet effet par les pouvoirs publics. A défaut de remplacement, un nouvel indice serait déterminé par arbitrage. Chacune des parties désignera un arbitre ; faute par une partie de procéder à cette désignation un mois après la mise en demeure par l'autre partie, il sera procédé à cette désignation par Monsieur le Président du Tribunal de Grande Instance statuant par ordonnance.

Faute par ces arbitres de se mettre d'accord, un troisième arbitre sera désigné par ordonnance de référé à la requête de la partie la plus diligente, lequel aura les pouvoirs les plus étendus pour déterminer le nouvel arbitre. Ce troisième arbitre aura pour l'exécution de sa mission les pouvoirs d'arbitre amiable compositeur.

La clause d'indexation du prix du loyer constitue une clause essentielle et déterminante sans laquelle le Bailleur n'aurait pas contracté. En conséquence, la non-application partielle ou totale pourra autoriser le Bailleur seul à résilier le bail de plein droit si bon lui semble, par lettre recommandée avec avis de réception.

ARTICLE 16 - CHARGES

Le Preneur s'engagera à assumer l'intégralité de la consommation d'eau, d'électricité, gaz et autres services afférents aux locaux loués et, plus généralement, à assumer en plus des travaux d'entretien et de réparations l'intégralité des charges dites locatives concernant l'immeuble loué et notamment éclairage et entretien du parking, des abords et pelouses.

Il acquittera directement ou remboursera au Bailleur sur simple demande de sa part toutes dépenses afférentes aux locaux loués, notamment celles visées au paragraphe 5 de l'article 7 "Conditions Générales".

ARTICLE 17 - CLAUSE DE NON CONCURRENCE

Le bailleur s'interdit d'exploiter, directement ou indirectement, y compris par la location à un tiers, dans le reste de l'immeuble ou des immeubles adjacents, tout commerce susceptible de concurrencer celui de la société STOCKS DIFFUSION tel que précisé ce jour c'est à dire activité de vente de bazar, textile, ameublement, décoration d'intérieur et d'extérieur, gadgets, luminaire, arts de la table, électroménager, jouets, produits alimentaires de snack ou de tout autre produit de consommation courante, de type « LA FOIR' FOUILLE ».

GG HG

ARTICLE 18 - CLAUSE RESOLUTOIRE

En cas de non-exécution par le Preneur de l'une quelconque des conditions du bail ou à défaut de paiement à son échéance de tout ou partie d'un terme de loyer, des provisions sur charges, reliquat de charges et remboursement divers qui sont payables en même temps que celui-ci, le Bailleur aura la faculté de résilier de son plein droit le bail un mois après avoir mis le Preneur en demeure de régulariser sa situation par commandement ou sommation de payer ou de respecter les stipulations du bail, contenant déclaration par le Bailleur de son intention d'user du bénéfice de la présente clause.

L'expulsion pourra avoir lieu en vertu d'une simple ordonnance de référé sans que des offres ultérieures puissent arrêter l'effet de cette clause.

Tous frais de procédure, de poursuite, d'honoraires et débours d'auxiliaires de justice ou de mesure conservatoire resteront à la charge du Preneur et seront considérés comme supplément de loyer.

A défaut par le Preneur d'évacuer les locaux, il serait redevable au Bailleur de plein droit et sans aucun préavis, d'une indemnité d'occupation fixée d'ores et déjà pour chaque jour de retard à 1 % du montant du dernier loyer annuel révisé.

Indépendamment de cette indemnité, le montant du dépôt de garantie ci-dessus fixé, restera de convention expresse intégralement acquise au Bailleur, à titre d'indemnisation, sans préjudice des loyers dont le Preneur lui resterait redevable.

ARTICLE 19 - OPTION TVA

Il est expressément convenu entre les parties que la présente location est soumise au régime de la TVA sur les loyers.

ARTICLE 20 - FRAIS

Tous les frais, droits et honoraires des présentes et de leurs suites seront supportés par la Société STOCKS DIFFUSION, Preneur, qui s'y oblige.

ARTICLE 21 - ELECTION DE DOMICILE

Pour l'exécution des présentes, le Preneur fait élection de domicile dans les locaux loués et le Bailleur à son siège social.

Fait à SAINT-DIE DES VOSGES (Vosges)
Le 28 mars 2013
En trois exemplaires originaux

LE BAILLEUR :
Pour la SCI LE VILLAGE
Guy GOUGENHEIM (*)

Lu et approuvé

LE PRENEUR :
Pour la Société STOCKS DIFFUSION
Hervé GOUGENHEIM (*)

Lu et approuvé

(*) Paraphe sur chaque page et signature en dernière page précédée de la mention "Lu et approuvé".

Annexe 4

ETUDE SUR LA DETERMINATION DE LA VALEUR DES TITRES DE LA Société civile immobilière

SCI LE VILLAGE

Siège social : SAINT DIE DES VOSGES, 27 Rue THIERS

Etablissement principal : SAINT NABORD (Vosges)

Vous nous avez demandé de déterminer la valeur vénale des titres de la Société Civile Immobilière dénommée SCI LE VILLAGE dont l'activité unique est celle de société de gestion d'un immeuble et qui porte, qui plus est, sur un immeuble unique situé sur la commune de SAINT NABORD (Vosges).

Nous vous précisons immédiatement qu'en cette matière, le marché n'est jamais parfait étant caractérisé, à de très rares exceptions près, par l'inorganisation des transactions qui sont isolées et discontinues et donnent lieu à de grandes irrégularités de prix.

Nous tenterons donc, en utilisant plusieurs approches, de cerner au mieux la valeur de l'immeuble de la SCI qui constitue l'essentiel de son actif ainsi que la valeur des titres de la SCI.

Il est par ailleurs également à noter que la société a effectué une option pour son assujettissement volontaire à l'Impôt sur les Sociétés.

A – APPROCHE DE LA VALEUR DE L'IMMEUBLE DE LA SCI EN RETENANT LA VALEUR MATHEMATIQUE REVALORISEE

1) Il résulte de la situation de l'immeuble dans une zone qui n'est pas aujourd'hui en développement, de sa situation et de sa taille, une évaluation directe de l'immeuble peut être retenue dans une première approche pour un montant de 400.000 €.

2) En réalisant une approche de valorisation par le rendement traduit par les loyers, nous retiendrons à ce titre, s'agissant d'un bâtiment ancien une valeur de rendement commerciale habituelle de 10 %.

   Le montant encaissé H.T. au titre des locations effectuées en période normale est d'environ 57.000 euros. En retenant une location correspondant ; compte tenu des

aléas liés aux baux commerciaux à 10 % du capital théorique ; la valeur arrondie du bâtiment serait de : 57.000 X 100/12 = 570.000 euros

La moyenne simple d'approche des valeurs ressort donc à (400.000 + 570.000)/2

Valeur vénale retenue pour l'immeuble de la société : 485.000 €

B – VALEUR DES TITRES DE LA SOCIETE

Appréciés au regard des éléments à jour au 31 décembre 2018 (**annexe 1**), dernier bilan arrêté et vérifié par l'expert comptable chargé des comptes de la société, la valeur de l'ensemble des titres de la société peut être arrêtée de la manière suivante :

Actif réel revalorisé de la société, minoré du passif réel de la société composé des emprunts bancaires, des cautions et comptes courants et des dettes diverses. Il y a lieu en outre de minorer la valeur résultant du calcul, de la perte d'amortissements qui est liée à la revalorisation du bâtiment (hors terrain).

Soit une valeur de l'immeuble et des agencements y relatifs arrondie à : .....485.000 €

L'actif circulant est retenu pour son montant comptabilisé arrondi à : .....65.000 €

L'actif total revalorisé se monte donc ainsi à un total de 550.000 €

Les dettes de la société se montent à : .....3.000 €

En retenant un taux moyen de 20 %'impôt sur la perte d'amortissements calculé sur la plus-value retenue au titre de la valeur réelle de l'immeuble par rapport à sa valeur nette comptable se monte à : (485.000 – 230.000) x 20 % .....51.000 €

Le passif se monte donc à (montant arrondi) un total de 55.000 €

En sorte que la valeur mathématique arrondie peut être retenue à un montant de :

550.000 – 55.000 = **495.000 €**

ELEMENTS SIGNIFICATIFS

La valorisation du ténement immobilier est de notre point de vus très significativement affecté par un problème latent lié à la nature des sols et à risque de pollution lié à leur utilisation antérieure.

En effet, il convient de signaler ici tout d'abord que la construction du bâtiment sur le site n'a été rendue possible que par la mise en place de poteaux de soutènement souterrains d'une hauteur moyenne d'environ 8 mètres espacée chacun d'environ 5 mètres dans tous les sens. La mise en place de ces pilotis ayant été rendue nécessaire par la qualité très médiocre du terrain et les dépôts de diverses natures qui y étaient déposés.

De plus, si le terrain cadastré AE 604 ne figure par au répertoire BASOL, le terrain contiguë appartenant à la société PAPETERIES GREGOIRE ; société en liquidation judiciaire qui était également propriétaire des terrains supportant l'ensemble immobilier ici évalué ; a fait l'objet d'une analyse relative à sa pollution en raison des obligations légales liées à la cessation d'activité sur ledit terrain.

Et il ressort de la publication BASOL que ce terrain voisin est pollué, les types de pollution étant d'une part le dépôt de déchets (dangereux et non dangereux, dont hydrocarbures) et d'autre part la pollution du terrain. Précision faite que sur ce dernier point, des investigations complémentaires sont à effectuer. Pour le moment, une interdiction totale d'accès a été mise en place. Ensemble des constatations BASOL en **annexe 2** aux présentes.

Il est donc malheureusement à craindre de manière très probable que la situation du terrain de la SCI LE VILLAGE ne soit pas plus irréprochable que celle de ceux restant appartenir à son ancien propriétaire. Or, l'existence d'une pollution significative aura un effet repoussoir sur des acquéreurs potentiels et la mise en place d'un abattement significatif est nécessaire pour rendre compte de la réelle valeur vénale de l'ensemble immobilier.

Montant que nous retiendrons en pratiquant un abattement de 45 % dont 35 % pour tenir compte des éléments ci-avant exposés et 10 % pour tenir compte du caractère très réduit du marché pour ce type de titres : soit 495.000 x 55 % = 270.000 €

VALEUR DES TITRES REPRESENTANT L'INTEGRALITE DU CAPITAL :

270.000 euro

Soit une valeur de 5.400 € pour chacune des 50 parts sociales composant le capital social de la société. Ce qui représente une valeur de 240.000 € arrondis pour la valeur des 45 titres appartenant à Monsieur Guy GOUGENHEIM.

Restant à votre disposition pour toute question qu'il vous plairait d'approfondir, nous vous prions d'agréer, Monsieur ; l'expression de nos sentiments les meilleurs.

Jacques REICHERT
Avocat spécialiste en droit fiscal

LISTE DES ANNEXES

Annexe 1 : BILAN AU 31/12/2018

Annexe 2 : Eléments BASOL et divers

ANNEXE 7

Détail de l'Actif

Etat exprimé en euros		01/01/2018 31/12/2018 12 mois		01/01/2017 31/12/2017 12 mois		Variations	%
Capital souscrit non appelé							
TOTAL II - Actif Immobilisé NET		**227 915,40**	*77,59*	**241 466,24**	*83,43*	**(13 550,84)**	*-5,61*
Terrains		**6 916,49**	*2,35*	**1 800,00**	*0,62*	**5 116,49**	*284,25*
21160000	TERRAIN SAINT NABORD	1 800,00	*0,61*	1 800,00	*0,62*		
21200000	AGENCEMENTS TERRAINS	5 476,75	*1,86*			5 476,75	
28120000	AMORTIS. AGENCEMENTS TERRAIN	(360,26)	*-0,12*			(360,26)	
Constructions		**220 998,91**	*75,23*	**239 511,88**	*82,75*	**(18 512,97)**	*-7,73*
21300000	CONSTRUCTIONS SAINT NABORD	125 904,04	*42,86*	125 904,04	*43,50*		
21310000	IMMEUBLE SECTION AE N 601	0,13		0,13			
21350000	A.A.I. CONSTRUCTIONS SN	244 355,43	*83,19*	244 355,43	*84,42*		
28130000	AMORTIS. DES CONSTRUCTIONS	(79 739,20)	*-27,15*	(73 444,00)	*-25,37*	(6 295,20)	*-8,57*
28131000	AMORTIS. DES CONSTRUCTIONS	(0,13)		(0,13)			
28135000	AMORTIS. AAI CONSTRUCTIONS SN	(69 521,36)	*-23,67*	(57 303,59)	*-19,80*	(12 217,77)	*-21,32*
Autres immobilisations corporelles				**154,36**	*0,05*	**(154,36)**	*-100,00*
21810000	A.A.AI DIVERS.	3 632,00	*1,24*	3 632,00	*1,25*		
28181000	AMORTIS. AA I DIVERS	(3 632,00)	*-1,24*	(3 477,64)	*-1,20*	(154,36)	*-4,44*
TOTAL III - Actif Circulant NET		**65 833,10**	*22,41*	**47 969,94**	*16,57*	**17 863,16**	*37,24*
Créances clients et comptes rattachés				**2 193,53**	*0,76*	**(2 193,53)**	*-100,00*
041D	COLLECTIF CLIENTS DEBITEURS			2 193,53	*0,76*	(2 193,53)	*-100,00*
Autres créances		**219,40**	*0,07*	**606,69**	*0,21*	**(387,29)**	*-63,84*
44400000	IMPOTS SUR LES BENEFICES.			30,00	*0,01*	(30,00)	*-100,00*
44566000	TVA S/AUT.BIEN.SERV.DEDUCTI			197,17	*0,07*	(197,17)	*-100,00*
44571000	TVA COLLECTEE.	3,40				3,40	
44583500	TVA A REGULARISER - ACTIF			47,00	*0,02*	(47,00)	*-100,00*
44586000	TCA S/FACTURES NON PARVENUES	216,00	*0,07*	214,00	*0,07*	2,00	*0,93*
46730000	SCI MARLINE			118,52	*0,04*	(118,52)	*-100,00*
Disponibilités		**63 147,35**	*21,50*	**42 257,15**	*14,60*	**20 890,20**	*49,44*
51212000	CIC BANQUE PRIVEE	63 147,35	*21,50*	42 257,15	*14,60*	20 890,20	*49,44*
Charges constatées d'avance		**2 466,35**	*0,84*	**2 912,57**	*1,01*	**(446,22)**	*-15,32*
48600000	CHARGES CONSTATEES D'AVANCE	2 466,35	*0,84*	2 912,57	*1,01*	(446,22)	*-15,32*
TOTAL DU BILAN ACTIF		**293 748,50**	*100,00*	**289 436,18**	*100,00*	**4 312,32**	*1,49*

Détail du Passif

Etat exprimé en euros	01/01/2018 31/12/2018 12 mois		01/01/2017 31/12/2017 12 mois		Variations	%
TOTAL I - Capitaux propres	290 991,14	99,06	269 329,04	93,05	21 662,10	8,04
Capital Social ou individuel	762,25	0,26	762,25	0,26		
10130000 CAPITAL SOUSCRIT-APPELE,VER	762,25	0,26	762,25	0,26		
Report à nouveau	268 566,79	91,43	248 952,21	86,01	19 614,58	7,88
11000000 REPORT A NOUVEAU CREDITEUR.	268 566,79	91,43	248 952,21	86,01	19 614,58	7,88
Résultat de l'exercice	21 662,10	7,37	19 614,58	6,78	2 047,52	10,44
TOTAL II - Autres fonds propres						
TOTAL III - Total des Provisions						
TOTAL IV - Total des dettes	2 757,36	0,94	20 107,14	6,95	(17 349,78)	-86,29
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	45,92	0,02	6 144,14	2,12	(6 098,22)	-99,25
16410000 EMPRUNT 33681 20012502			6 066,68	2,10	(6 066,68)	-100,00
16884000 INT COURUS S/ EMPRUNTS			12,13		(12,13)	-100,00
51860000 INTERETS COURUS A PAYER	45,92	0,02	65,33	0,02	(19,41)	-29,71
Emprunts et dettes financières divers			10 000,00	3,45	(10 000,00)	-100,00
16520000 DEPOT GARANTIE STOCK DIFFUS			10 000,00	3,45	(10 000,00)	-100,00
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	20,44	0,01			20,44	
41910000 CLTS-AVCES ACPTES RECUS/CDES	20,44	0,01			20,44	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 296,00	0,44	2 467,00	0,85	(1 171,00)	-47,47
040C COLLECTIF FOURNISSEURS CREDITEUR			1 183,00	0,41	(1 183,00)	-100,00
40810000 FRS. FACT NON PARVENUES.	1 296,00	0,44	1 284,00	0,44	12,00	0,93
Dettes fiscales et sociales	1 395,00	0,47	1 496,00	0,52	(101,00)	-6,75
44400000 IMPOTS SUR LES BENEFICES.	363,00	0,12			363,00	
44551000 TVA A DECAISSER.	1 032,00	0,35	1 496,00	0,52	(464,00)	-31,02
TOTAL DU BILAN PASSIF	293 748,50	100,00	289 436,18	100,00	4 312,32	1,49

Détail du Compte de Résultat

Etat exprimé en euros		01/01/2018 31/12/2018 12 mois		01/01/2017 31/12/2017 12 mois		Variations	%
Total des produits d'exploitation		57 248,75	100,00	57 625,25	100,00	(376,50)	-0,65
Ventes de marchandises							
Production vendue Biens							
Production vendue Services + Travaux		57 246,89	100,00	57 625,24	100,00	(378,35)	-0,66
Production vendue Services FRANCE		57 246,89	100,00	57 625,24	100,00	(378,35)	-0,66
70620000	LOCATION ST NABORD DIFFUSION	48 000,00	83,85	48 000,00	83,30		
70810000	REFACTURATION CHARGES	1 498,89	2,62	1 875,24	3,25	(376,35)	-20,07
70830100	LOCATION PARKING	1 440,00	2,52	1 440,00	2,50		
70880000	REFACT. TAXE FONCIERES	6 308,00	11,02	6 310,00	10,95	(2,00)	-0,03
Montant net du chiffre d'affaires		57 246,89	100,00	57 625,24	100,00	(378,35)	-0,66
Autres produits d'exploitation		1,86		0,01		1,85	N/S
75800000	DIFFERENCE DE REGLEMENT	1,86		0,01		1,85	N/S
Total des charges d'exploitation		31 675,12	55,33	33 792,19	58,64	(2 117,07)	-6,26
Autres achats et charges externes		6 339,28	11,07	8 604,01	14,93	(2 264,73)	-26,32
61100000	TRAVAUX ADMINISTRATIF	1 786,00	3,12	1 735,83	3,01	50,17	2,89
61554000	ENTRETIEN A.A.I.	1 553,89	2,71	2 050,03	3,56	(496,14)	-24,20
61650000	ASSURANCES DIVERSES.	1 679,98	2,93	1 639,15	2,84	40,83	2,49
62260000	HONORAIRES.	1 093,37	1,91	3 085,00	5,35	(1 991,63)	-64,56
62780000	AUT.FRAIS ET COMMISSIO.S/PS	226,04	0,39	94,00	0,16	132,04	140,47
Impôts, taxes & versements assimilés		6 308,00	11,02	6 310,00	10,95	(2,00)	-0,03
63512000	TAXES FONCIERES.	6 308,00	11,02	6 310,00	10,95	(2,00)	-0,03
Dotation aux amortissements sur immobilisations		19 027,59	33,24	18 876,17	32,76	151,42	0,80
68112000	DOT.AMORT.S/IMMO.CORPORELL.	19 027,59	33,24	18 876,17	32,76	151,42	0,80
Autres charges de gestion courante		0,25		2,01		(1,76)	-87,56
65800000	CHARG.DIVERS.GESTION COURAN	0,25		2,01		(1,76)	-87,56
Résultat d'exploitation		25 573,63	44,67	23 833,06	41,36	1 740,57	7,30
Total des produits financiers							
Total des charges financières		88,53	0,15	756,48	1,31	(667,95)	-88,30
Intérêts et charges assimilées		88,53	0,15	756,48	1,31	(667,95)	-88,30
66116000	INTERET SUR EMPRUNT	9,57	0,02	620,85	1,08	(611,28)	-98,46
66160000	FRAIS INTERETS BANQUE	78,96	0,14	135,63	0,24	(56,67)	-41,78
Résultat financier		(88,53)	-0,15	(756,48)	-1,31	667,95	88,30
Résultat courant avant impôts		25 485,10	44,52	23 076,58	40,05	2 408,52	10,44
Total des produits exceptionnels		6 778,25	11,84			6 778,25	
Produits exceptionnels sur opérations en capital		6 778,25	11,84			6 778,25	
77520000	PRODUITS DE CESSION	6 778,25	11,84			6 778,25	

Détail du Compte de Résultat

Etat exprimé en **euros**	01/01/2018 31/12/2018 12 mois		01/01/2017 31/12/2017 12 mois		Variations	%
Total des charges exceptionnelles	6 778,25	*11,84*			6 778,25	
Charges exceptionnelles sur opération en capital	6 778,25	*11,84*			6 778,25	
67520000 VN C ELEMENTS ACTIFS CEDES	6 778,25	*11,84*			6 778,25	
Résultat exceptionnel						
Impôts sur les bénéfices	3 823,00	*6,68*	3 462,00	*6,01*	361,00	*10,43*
69500000 IMPOT SOCIETE	3 823,00	*6,68*	3 462,00	*6,01*	361,00	*10,43*
Résultat de l'exercice	21 662,10	*37,84*	19 614,58	*34,04*	2 047,52	*10,44*

ANNEXE 2

[redacted]

Pollution des sols : BASOL

Base de données BASOL sur les sites et sols pollués (ou potentiellement pollués) appelant une action des pouvoirs publics, à titre préventif ou curatif

Télécharger au format CSV

Région : Grand Est
Département : 88
Site BASOL numéro : 88.0081
Situation technique du site : ● Site nécessitant des investigations supplémentaires
Date de publication de la fiche : 08/08/2017
Auteur de la qualification : DREAL UT88

Localisation et identification du site

Nom usuel du site : Papeterie GREGOIRE
***Localisation* :**
Commune : Saint-Nabord
Arrondissement :
Code postal : - **Code INSEE :** 88429 (3 953 habitants)
Adresse : 4 faubourg Remiremont
Lieu-dit :
Agence de l'eau correspondante : Rhin-Meuse
Code géographique de l'unité urbaine : 88401 : Remiremont (22 090 habitants)

Géoréférencement :

Référentiel	Coordonnée X	Coordonnée Y	Précision	Précision (autre)
LAMBERT93	966535	6775653	Autre	Centroïde du site

Référentiel	Coordonnée X	Coordonnée Y	Précision	Précision (autre)
LAMBERT II ETENDU				

Parcelles cadastrales :

Nom	Cadastre Arrondissement	Date	Section cadastrale	N° de parcelle	Précision parcellaire	Source documentaire	Observations
Saint-Nabord		18/11/2009	0C	649	Parcellaire parfait actuel	BD Parcellaire vecteur	
Saint-Nabord		18/11/2009	0C	650	Parcellaire parfait actuel	BD Parcellaire vecteur	
Saint-Nabord		18/11/2009	0C	657	Parcellaire parfait actuel	BD Parcellaire vecteur	
Saint-Nabord		18/11/2009	0C	660	Parcellaire parfait actuel	BD Parcellaire vecteur	
Saint-Nabord		18/11/2009	0C	1075	Parcellaire parfait actuel	BD Parcellaire vecteur	
Saint-Nabord		18/11/2009	AH	14	Parcellaire parfait actuel	BD Parcellaire vecteur	
Saint-Nabord		18/11/2009	AH	15	Parcellaire parfait actuel	BD Parcellaire vecteur	
Saint-Nabord		18/11/2009	AH	16	Parcellaire parfait actuel	BD Parcellaire vecteur	
Saint-Nabord		18/11/2009	AH	26	Parcellaire parfait actuel	BD Parcellaire vecteur	
Saint-Nabord		18/11/2009	AH	27	Parcellaire parfait actuel	BD Parcellaire vecteur	
Saint-Nabord		18/11/2009	AH	28	Parcellaire parfait actuel	BD Parcellaire vecteur	
Saint-Nabord		18/11/2009	AH	30	Parcellaire parfait actuel	BD Parcellaire vecteur	
Saint-Nabord		18/11/2009	AH	32	Parcellaire parfait actuel	BD Parcellaire vecteur	
Saint-Nabord		18/11/2009	AH	33	Parcellaire parfait actuel	BD Parcellaire vecteur	
Saint-Nabord		18/11/2009	AH	44	Parcellaire parfait actuel	BD Parcellaire vecteur	
Saint-Nabord		18/11/2009	AH	75	Parcellaire parfait actuel	BD Parcellaire vecteur	
Saint-Nabord		18/11/2009	AH	76	Parcellaire parfait actuel	BD Parcellaire vecteur	
Saint-Nabord		18/11/2009	AH	108	Parcellaire parfait actuel	BD Parcellaire vecteur	
Saint-Nabord		18/11/2009	AH	110	Parcellaire parfait actuel	BD Parcellaire vecteur	
Saint-Nabord		18/11/2009	AH	112	Parcellaire parfait actuel	BD Parcellaire vecteur	
Saint-Nabord		18/11/2009	AH	162	Parcellaire parfait actuel	BD Parcellaire vecteur	

Saint-Nabord		18/11/2009	AH	163	Parcellaire parfait actuel	BD Parcellaire vecteur	
Saint-Nabord		18/11/2009	AH	164	Parcellaire parfait actuel	BD Parcellaire vecteur	
Saint-Nabord		18/11/2009	AH	165	Parcellaire parfait actuel	BD Parcellaire vecteur	
Saint-Nabord		18/11/2009	AH	167	Parcellaire parfait actuel	BD Parcellaire vecteur	
Saint-Nabord		18/11/2009	AH	168	Parcellaire parfait actuel	BD Parcellaire vecteur	
Saint-Nabord		18/11/2009	AH	169	Parcellaire parfait actuel	BD Parcellaire vecteur	
Saint-Nabord		18/11/2009	AH	171	Parcellaire parfait actuel	BD Parcellaire vecteur	
Saint-Nabord		18/11/2009	AH	173	Parcellaire parfait actuel	BD Parcellaire vecteur	
Saint-Nabord		18/11/2009	AH	174	Parcellaire parfait actuel	BD Parcellaire vecteur	
Saint-Nabord		18/11/2009	AH	175	Parcellaire parfait actuel	BD Parcellaire vecteur	
Saint-Nabord		18/11/2009	AH	176	Parcellaire parfait actuel	BD Parcellaire vecteur	
Saint-Nabord		18/11/2009	AH	177	Parcellaire parfait actuel	BD Parcellaire vecteur	
Saint-Nabord		18/11/2009	AH	178	Parcellaire parfait actuel	BD Parcellaire vecteur	
Saint-Nabord		18/11/2009	AH	179	Parcellaire parfait actuel	BD Parcellaire vecteur	
Saint-Nabord		18/11/2009	AH	180	Parcellaire parfait actuel	BD Parcellaire vecteur	
Saint-Nabord		18/11/2009	AH	198	Parcellaire parfait actuel	BD Parcellaire vecteur	
Saint-Nabord		18/11/2009	AH	200	Parcellaire parfait actuel	BD Parcellaire vecteur	
Saint-Nabord		18/11/2009	AH	201	Parcellaire parfait actuel	BD Parcellaire vecteur	
Saint-Nabord		18/11/2009	AH	202	Parcellaire parfait actuel	BD Parcellaire vecteur	
Saint-Nabord		18/11/2009	AH	205	Parcellaire parfait actuel	BD Parcellaire vecteur	
Saint-Nabord		18/11/2009	AH	206	Parcellaire parfait actuel	BD Parcellaire vecteur	
Saint-Nabord		18/11/2009	AH	230	Parcellaire parfait actuel	BD Parcellaire vecteur	
Saint-Nabord		18/11/2009	AH	231	Parcellaire parfait actuel	BD Parcellaire vecteur	
Saint-Nabord		18/11/2009	AH	232	Parcellaire parfait actuel	BD Parcellaire vecteur	
Saint-Nabord		18/11/2009	AH	233	Parcellaire parfait actuel	BD Parcellaire vecteur	
Saint-Nabord		18/11/2009	AK	1	Parcellaire parfait actuel	BD Parcellaire vecteur	
Saint-Nabord		18/11/2009	AK	3	Parcellaire parfait actuel	BD Parcellaire vecteur	
Saint-Nabord		18/11/2009	AK	350	Parcellaire parfait actuel	BD Parcellaire vecteur	
Saint-Nabord		18/11/2009	AK	352	Parcellaire parfait actuel	BD Parcellaire vecteur	
Saint-Nabord		18/11/2009	AK	393	Parcellaire parfait actuel	BD Parcellaire vecteur	
Saint-Nabord		18/11/2009	AK	394	Parcellaire parfait actuel	BD Parcellaire vecteur	
Saint-Nabord		18/11/2009	AK	395	Parcellaire parfait actuel	BD Parcellaire vecteur	
Saint-Nabord		18/11/2009	AK	396	Parcellaire parfait actuel	BD Parcellaire vecteur	
Saint-Nabord		18/11/2009	AK	397	Parcellaire parfait actuel	BD Parcellaire vecteur	
Saint-Nabord		18/11/2009	AK	398	Parcellaire parfait actuel	BD Parcellaire vecteur	
Saint-Nabord		18/11/2009	AK	399	Parcellaire parfait actuel	BD Parcellaire vecteur	
Saint-Nabord		18/11/2009	AK	400	Contour hors parcellaire ?	BD Parcellaire vecteur	Parcelle coupée ?
Saint-Nabord		18/11/2009	AK	401	Parcellaire parfait actuel	BD Parcellaire vecteur	

Plan(s) cartographique(s) :

- plan-cartographique-88.0081-1.jpg

Responsable(s) actuel(s) du site : EXPLOITANT (si ICPE ancienne dont l'exploitant existe encore ou ICPE en activité)
SN GREGOIRE représentée par un liquidateur judiciaire

il s'agit D'UN MANDATAIRE DE JUSTICE

Qualité du responsable : PERSONNE MORALE PRIVEE

Caractérisation du site à la date du 25/07/2016

Description du site :
Le site de la société Papeterie GREGOIRE situé à SAINT NABORD était autorisé au titre de la législation de installations classées pour la protection de l'environnement par l'arrêté préfectoral du 23 mai 2003 à produire 2010 tonnes de papier par jour dans son établissement.

La liquidation judiciaire du site a été prononcée par jugement du Tribunal de Commerce d'Epinal le 31 mai 2011.

Description qualitative :
Lors de la visite du 2 avril 2014, l'inspection des installations classées a constat que le site n'est pas totalement mis en sécurité, en particulier :
- quelques déchets subsistent sur le site ;
- des installations ne sont pas démantelées ;
- une cuve de GPL est présente dans la zone A10.

Etat environnemental du site : dans le cadre de la cessation d'activité de la société, une étude décrivant l'état environnemental du site a été transmise le 14 décembre 2011.

En ce qui concerne les métaux, si l'on se réfère aux valeurs du fond géochimique français, les sols du site ne présentent pas de fortes anomalies. En effet, les teneurs relevées sont soit inférieures au seuil de détection soit à des concentrations de l'ordre du fond géochimique pour des « sols ordinaires ». Seuls les échantillons suivants présentent des teneurs équivalentes à des sols présentant des anomalies modérées :
- au niveau du stock de déchets pulpeux pour l'arsenic, le cuivre et le plomb ;
- au niveau du bâtiment A3) pour le cuivre.

Les sondages effectués sur la source potentielle de pollution correspondant aux anciennes cuves de fioul lourd et de *gasoil désaffectées n'ont pas été effectués de façon représentative. Le diagnostic doit donc être complété.*

Diagnostic des eaux : afin de déterminer des sources de pollution sur les eaux, des prélèvements et analyses ont été réalisés dans les eaux souterraines et superficielles. Les prélèvements ont été effectués sur le ruisseau en amont et aval hydraulique du site, l'étang et le forage industriel.

Dans les eaux de ruisseau, les métaux Arsenic, Cuivre, Plomb et zinc sont détectés mais à des teneurs faibles qui augmentent très légèrement entre l'amont et l'aval mais cette augmentation est peu significative au regard des valeurs de référence. Les eaux de l'étang apparaissent de très bonne qualité au regard des substances recherchées. Seuls l'Arsenic et le zinc sont détectés mais à des teneurs faibles.

Dans les eaux du forage le tétrachloroéthène est détecté à une très faible concentration ainsi que les métaux Arsenic, Chrome, Cuivre et Plomb. Seul le zinc se distingue par une relative forte valeur provenant probablement de la nature de la canalisation d'amenée, la concentration étant toutefois très inférieure aux valeurs de référence.

Un diagnostic de l'état environnemental des eaux souterraines, au droit et en limite aval du site, doit être effectué. En outre, le représentant de l'ancien exploitant doit compléter la mise en sécurité du site.

Description du site

Origine de l'action des pouvoirs publics :

Origine de la découverte :

☐ Recherche historique	☐ Travaux
☐ Transactions	☐ Dépôt de bilan
☑ cessation d'activité, partielle ou totale	☐ Information spontanée
☐ Demande de l'administration	☐ ~~Analyse captage AEP ou puits ou eaux superficielles~~
☐ Pollution accidentelle	Autre :

Types de pollution :

☑ Dépôt de déchets	☐ Dépôt aérien
☐ Dépôt enterré	☐ Dépôt de produits divers
☑ Sol pollué	☐ Nappe polluée
☐ Pollution non caractérisée	

Origine de la pollution ou des déchets ou des produits :
- ☐ Origine accidentelle
- ☐ Pollution due au fonctionnement de l'installation
- ☑ Liquidation ou cessation d'activité
- ☐ Dépôt sauvage de déchets
- ☐ Autre

Situation technique du site

Evénement	Prescrit à la date du	Etat du site	Date de réalisation

Diagnostic du site	Site nécessitant des investigations supplémentaires

cf description du site

Rapports sur la dépollution du site : *Aucun document n'a été transféré pour le moment.*

Caractérisation de l'impact

Déchets identifiés (s'il s'agit d'un dépôt de déchets) :

- ☑ Déchets non dangereux
- ☑ Déchets dangereux
- ☐ Déchets inertes

Produits identifiés (s'il s'agit d'un dépôt de produits) :

- ☐ Ammonium
- ☐ Baryum (Ba)
- ☐ Cadmium (Cd)
- ☐ Chrome (Cr)
- ☐ Cuivre (Cu)
- ☐ H.A.P.
- ☐ Mercure (Hg)
- ☐ Nickel (Ni)
- ☐ Pesticides
- ☐ Plomb (Pb)
- ☐ Solvants halogénés
- ☐ Sulfates
- ☐ Zinc (Zn)
- ☐ Arsenic (As)
- ☐ BTEX (Benzène, Toluène, Ethyl-benzène et Xylènes)
- ☐ Chlorures
- ☐ Cobalt (Co)
- ☐ Cyanures
- ☑ Hydrocarbures
- ☐ Molybdène (Mo)
- ☐ PCB-PCT
- ☐ Substances radioactives
- ☐ Sélénium (Se)
- ☐ Solvants non halogénés
- ☐ TCE (Trichloroéthylène)

Autres :

<u>Polluants</u> présents dans les sols :

- ☐ Ammonium
- ☐ Baryum (Ba)
- ☐ Cadmium (Cd)
- ☐ Chrome (Cr)
- ☐ Cuivre (Cu)
- ☐ H.A.P.
- ☐ Mercure (Hg)
- ☐ Nickel (Ni)
- ☐ Pesticides
- ☐ Sélénium (Se)
- ☐ Solvants non halogénés
- ☐ Sulfates
- ☐ Zinc (Zn)
- ☐ Arsenic (As)
- ☐ BTEX
- ☐ Chlorures
- ☐ Cobalt (Co)
- ☐ Cyanures
- ☐ Hydrocarbures
- ☐ Molybdène (Mo)
- ☐ PCB-PCT
- ☐ Plomb (Pb)
- ☐ Solvants halogénés
- ☐ Substances radioactives
- ☐ TCE

Autre(s) polluant(s) présent(s) dans les sols :
Aucun

<u>Polluants</u> présents dans les nappes :

- ☐ Aluminium (Al)
- ☐ Arsenic (As)
- ☐ BTEX
- ☐ Chlorures
- ☐ Cobalt (Co)
- ☐ Cyanures
- ☐ H.A.P.
- ☐ Mercure (Hg)
- ☐ Nickel (Ni)
- ☐ Pesticides
- ☐ Sélénium (Se)
- ☐ Solvants non halogénés
- ☐ Sulfates
- ☐ Zinc (Zn)
- ☐ Ammonium
- ☐ Baryum (Ba)
- ☐ Cadmium (Cd)
- ☐ Chrome (Cr)
- ☐ Cuivre (Cu)
- ☐ Fer (Fe)
- ☐ Hydrocarbures
- ☐ Molybdène (Mo)
- ☐ PCB-PCT
- ☐ Plomb (Pb)
- ☐ Solvants halogénés
- ☐ Substances radioactives
- ☐ TCE

Autre(s) polluant(s) présent(s) dans les nappes :
Investigations complémentaires à mener notamment sur la nappe

<u>Polluants</u> présents dans les sols ou les nappes :

- ☐ Ammonium
- ☐ Arsenic (As)

- ☐ Baryum (Ba)
- ☐ Cadmium (Cd)
- ☐ Chrome (Cr)
- ☐ Cuivre (Cu)
- ☐ H.A.P.
- ☐ Mercure (Hg)
- ☐ Nickel (Ni)
- ☐ Pesticides
- ☐ Sélénium (Se)
- ☐ Solvants non halogénés
- ☐ TCE (Trichloroéthylène)
- ☐ BTEX (Benzène, Toluène, Ethyl-benzène et Xylènes)
- ☐ Chlorures
- ☐ Cobalt (Co)
- ☐ Cyanures
- ☐ Hydrocarbures
- ☐ Molybdène (Mo)
- ☐ PCB-PCT
- ☐ Plomb (Pb)
- ☐ Solvants halogénés
- ☐ Sulfates
- ☐ Zinc (Zn)

Autres :

Risques immédiats :

- ☐ Produits inflammables
- ☐ Produits explosifs
- ☐ Produits toxiques
- ☐ Produits incompatibles
- ☐ Risque inondation
- ☐ Risque inondation
- ☐ Fuites et écoulements
- ☐ Accessibilité au site

Importance du dépôt ou de la zone polluée :
Tonnage (tonne) :
Volume (m3) :
Surface (ha) :

Informations complémentaires :
Aucune

Environnement du site

Zone d'implantation :

Hydrogéologie du site :

- ☐ Absence de nappe.
- ☐ Présence d'une nappe.

Utilisation actuelle du site :

- ☐ Site industriel en activité.
- ☑ Site industriel en friche.
- ☐ Site ancien réutilisé

Impacts constatés :

- ☐ Captage AEP arrêté (aduction d'eau potable)
- ☐ Teneurs anormales dans les eaux superficielles et/ou dans les sédiments
- ☐ Teneurs anormales dans les eaux souterraines
- ☐ Teneurs anormales dans les végétaux destinés à la consommation humaine ou animale
- ☐ Plaintes concernant les odeurs
- ☐ Teneurs anormales dans les animaux destinés à la consommation humaine
- ☑ Teneurs anormales dans les sols
- ☐ Santé
- ☐ Sans
- ☐ Inconnu
- ☐ Pas d'impact constaté après dépollution

Nécessité de mener des investigations complémentaires cf.description du site

Surveillance du site

Milieu surveillé :

- ☐ Eaux superficielles, fréquence (n/an) :
- ☐ Eaux souterraines, fréquence (n/an) :

Autre : Investigations à mener

Etat de la surveillance :

☑ Absence de surveillance justifiée
Raison : **Investigations à mener**

☐ Surveillance différée en raison de procédure en cours
Raison :

Début de la surveillance :
Arrêt effectif de la surveillance :
Résultat de la surveillance à la date du :
Résultat de la surveillance, autre :

Restrictions d'usage et mesures d'urbanisme

Restriction d'usage sur :

☐ L'utilisation du sol (urbanisme)
☐ L'utilisation du sous-sol (fouille)
☐ L'utilisation de la nappe
☐ L'utilisation des eaux superficielles
☐ La culture de produits agricoles

Mesures d'urbanisme réalisées :

☐ Servitude d'utilité publique (SUP)
Date de l'arrêté préfectoral :

☐ Porter à connaissance risques, article L121-2 du code de l'urbanisme
Date du document actant le porter à connaissance risques L121-2 code de l'urbanisme :

☐ Restriction d'usage entre deux parties (RUP)
Date du document actant la RUP :

☐ Restriction d'usage conventionnelle au profit de l'Etat (RUCPE)
Date du document actant la RUCPE :

☐ Projet d'intérêt général (PIG)
Date de l'arrêté préfectoral :

☐ Inscription au plan local d'urbanisme (PLU)

☐ Acquisition amiable par l'exploitant

☐ Arrêté municipal limitant la consommation de l'eau des puits proche du site

Informations complémentaires :

Traitement effectué

☑ **Mise en sécurité du site**
☑ Interdiction d'accès
☐ Gardiennage
☐ Evacuation de produits ou de déchets
☐ Pompage de rabattement ou de récupération
☐ Reconditionnement des produits ou des déchets
Autre : **Nécessité d'évacuer les déchets, de mettre en sécurité les cuves....**

☐ **Traitement des déchets ou des produits hors site ou sur le site**
☐ Stockage déchets dangereux
☐ Stockage déchets non dangereux
☐ Confinement sur site
☐ Physico-chimique
☐ Traitement thermique
Autre :

☐ **Traitement des terres polluées**
☐ Stockage déchets dangereux
☐ Stockage déchets non dangereux
☐ Traitement biologique
☐ Traitement thermique
☐ Excavation des terres
☐ Lessivage des terres

☐ Confinement
☐ Stabilisation
☐ Ventilation forcée
☐ Dégradation naturelle
Autre :

☐ **Traitement des eaux**
☐ Rabattement de nappe
☐ Drainage
Traitement :
☐ Air stripping
☐ Vapour stripping
☐ Filtration
☐ Physico-chimique
☐ Biologique
☐ Oxydation (ozonation...)
Autre :

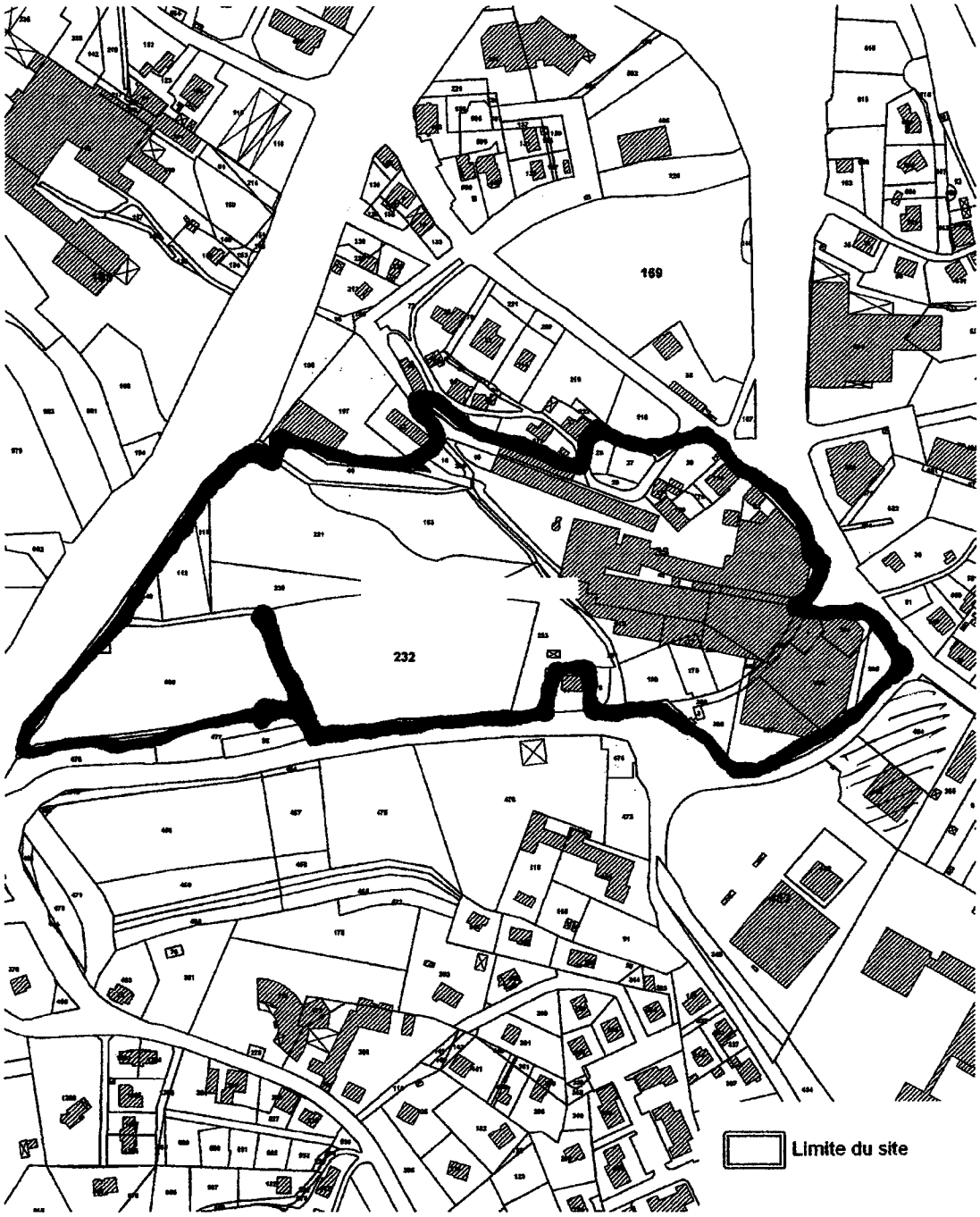
Imprimer la fiche

Pour tout commentaire **Contactez-nous**

PAPETERIE GREGOIRE

Site BASOL n°088.00081

Commune de Saint-Nabord



Plan non contractuel
DREAL Lorraine
Fond de carte: ©IGN BD PARCELLAIRE® (2010)
Sources: DREAL Lorraine, BASOL
Créé le 18/02/2014

DÉPARTEMENT
des VOSGES

COMMUNE
de SAINT-MABORD

DIRECTION GÉNÉRALE DES IMPOTS

SERVICE DES AFFAIRES FONCIÈRES ET DOMANIALES

CADASTRE

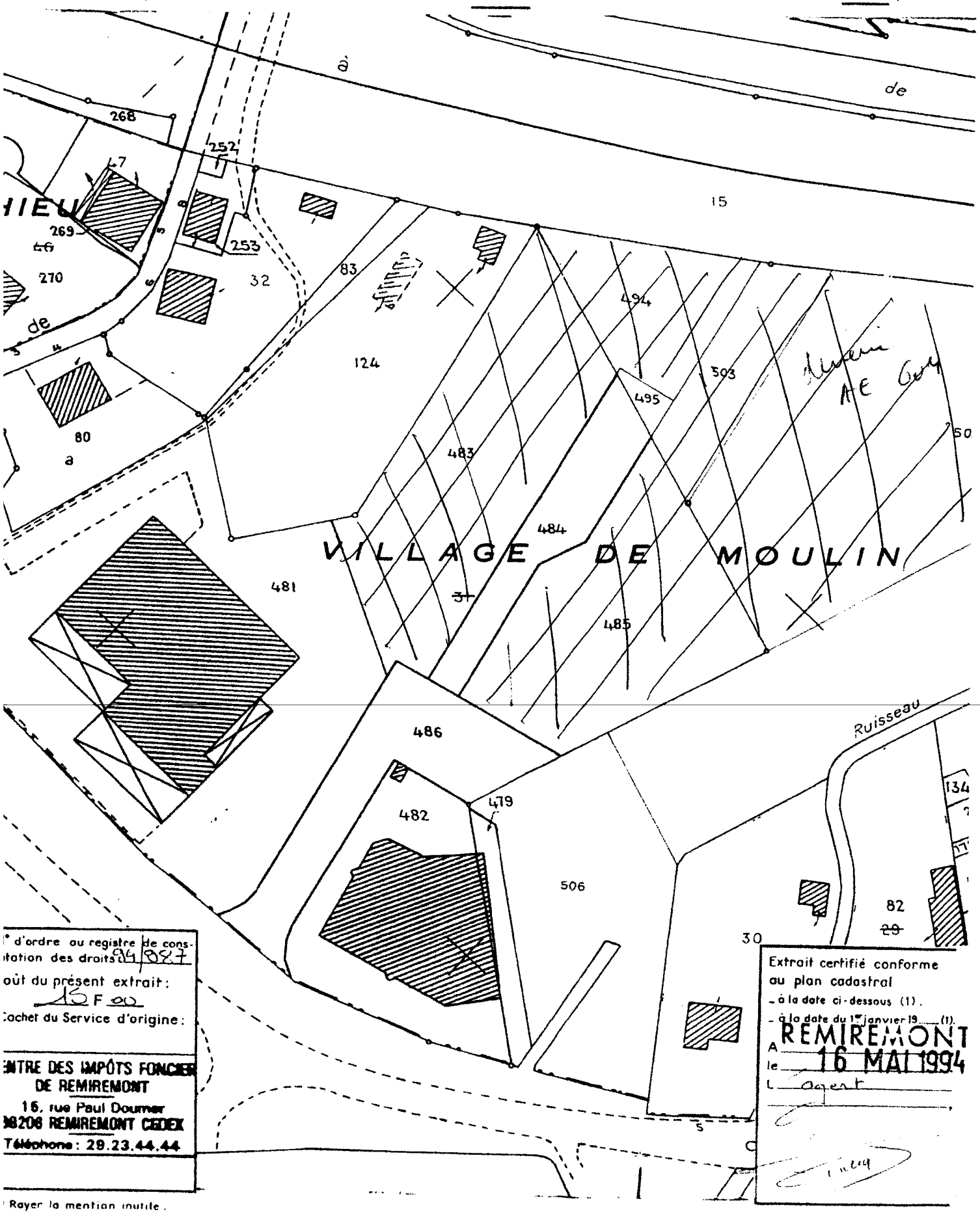
EXTRAIT DU PLAN CADASTRAL

6816 T
(Sept. 1970)

Section AE

e Feuille

Echelle : 1/1000



N° d'ordre au registre de constitution des droits : 94/887

Coût du présent extrait : 15 F 00

Cachet du Service d'origine :

CENTRE DES IMPÔTS FONCIERS
DE REMIREMONT
15, rue Paul Doumer
88206 REMIREMONT CEDEX
Téléphone : 29.23.44.44

Extrait certifié conforme au plan cadastral
- à la date ci-dessous (1).
- à la date du 1er janvier 19__ (1).

A REMIREMONT
le 16 MAI 1994
L'agent

(1) Rayer la mention inutile.

Annexe 5

SCI LE VILLAGE
50 RTE DE DIJON

88100 SAINT-DIE DES VOSGES

Exercice du 01/01/2018 au 31/12/2018

Sommaire

Exercice du 01/01/2018 au 31/12/2018

Attestation	1
——— ETATS FISCAUX ———	2
BIC-RS 2033 A - Bilan	3
BIC-RS 2033 B - Compte de résultat	4
BIC-RS 2033 C - Immobilisations Amortissements	5
BIC-RS 2033 D - Provisions Déficits	6
BIC-RS 2033 E - Valeur ajoutée	7
BIC-RS 2033 F - Composition du capital social /1	8
BIC - Déclaration 2065 - Impot sur les Sociétés	9
BIC - Déclaration 2065 Bis- Impot sur les Sociétés	10
BIC - Déclaration 2065 Ter-BisSuite - Impôt sur les Sociétés	11
Taux réduit IS page 1	12
——— DOSSIER DE GESTION ———	13
Soldes Intermédiaires de Gestion	14
Détail des Soldes Intermédiaires	15
Bilan Actif	17
Bilan Passif	18
Compte de résultat	19
Détail de l'Actif	20
Détail du Passif	21
Détail du Compte de Résultat	22

Attestation de présentation des comptes

Etat exprimé en **euros**

Dans le cadre de la mission de **Présentation des Comptes Annuels** de l'entreprise **SCI LE VILLAGE**, pour l'exercice du **01/01/2018** au **31/12/2018**, et conformément aux termes de ma lettre de mission et à nos accords, j'ai effectué les diligences prévues par les normes définies par l'Ordre des Experts-Comptables.

A la date de mes travaux, qui ne constituent pas un audit, et à l'issue de ceux-ci, je n'ai pas relevé d'éléments remettant en cause la cohérence et la vraisemblance des Comptes Annuels.

Les Comptes Annuels ci-joints se caractérisent par les données suivantes :

Total du bilan :	**293 749** euros
Chiffre d'affaires :	**57 247** euros
Résultat net comptable :	**21 662** euros

Fait à Saint Dié
Le 19 Mars 2019

Signature

Etats financiers au 31/12/2018

ETATS FISCAUX

Formulaire obligatoire (article 302 septies A bis du Code général des impôts)

① BILAN SIMPLIFIE

DGFiP N° 2033-A-SD2018

Désignation de l'entreprise : SCI LE VILLAGE — 50 RTE DE DIJON — Néant ☐ *

Adresse de l'entreprise : 88100 SAINT-DIE DES VOSGES

Numéro SIRET * : 3 8 3 2 5 9 8 9 2 0 0 0 1 6

Durée de l'exercice en nombre de mois * : 12 — Durée de l'exercice précédent * : 12

ACTIF		Brut 1	Amortissements-Provisions 2	Exercice N clos le 31122018 Net 3	Exercice N-1 clos le 31122017 Net 4
ACTIF IMMOBILISE — Immobilisations incorporelles — Fonds commercial*	010		012		
Autres*	014		016		
Immobilisations corporelles*	028	381 168	030 153 253	227 915	241 466
Immobilisations financières* (1)	040		042		
Total I (5)	044	**381 168**	048 **153 253**	**227 915**	**241 466**
ACTIF CIRCULANT — STOCKS — Matières premières, approvisionnements, en cours de production *	050		052		
Marchandises *	060		062		
Avances et acomptes versés sur commandes	064		066		
Créances (2) — Clients et comptes rattachés *	068		070		2 194
Autres * (3)	072	219	074	219	607
Valeurs mobilières de placement	080		082		
Disponibilités	084	63 147	086	63 147	42 257
Charges constatées d'avance *	092	2 466	094	2 466	2 913
Total II	096	**65 833**	098	**65 833**	**47 970**
Total général (I + II)	110	**447 001**	112 **153 253**	**293 749**	**289 436**

PASSIF		Exercice N NET 1	Exercice N-1 NET 2
CAPITAUX PROPRES — Capital social ou individuel *	120	762	762
Ecarts de réévaluation	124		
Réserve légale	126		
Réserves réglementées*	130		
Autres réserves (dont réserve relative à l'achat d'oeuvres originales d'artistes vivants* 131)	132		
Report à nouveau	134	268 567	248 952
Résultat de l'exercice	136	**21 662**	**19 615**
Provisions réglementées	140		
Total I	142	**290 991**	**269 329**
Provisions pour risques et charges **Total II**	154		
DETTES (4) — Emprunts et dettes assimilées	156	46	16 144
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	164	20	
Fournisseurs et comptes rattachés *	166	1 296	2 467
Autres dettes (dont comptes courants d'associés de l'exercice N : ..... 169)	172	1 395	1 496
Produits constatés d'avance	174		
Total III	176	**2 757**	**20 107**
Total général (I + II + III)	180	**293 749**	**289 436**

RENVOIS							
(1)	Dont immobilisations financières à moins d'un an	193		(4)	Dont dettes à plus d'un an	195	
(2)	Dont créances à plus d'un an	197		(5)	Coût de revient des immobilisations acquises ou créées au cours de l'exercice *	182	12 255
(3)	Dont comptes courants d'associés débiteurs	199			Prix de vente hors TVA des immobilisations cédées au cours de l'exercice *	184	6 778

* Des explications concernant cette rubrique figurent dans la notice n° 2033-NOT.

② COMPTE DE RESULTAT SIMPLIFIE DE L'EXERCICE (en liste)

DGFiP N° 2033-B-SD2018

Formulaire obligatoire (article 302 septies A-bis du Code général des impôts)

Désignation de l'entreprise: SCI LE VILLAGE

Néant ☐ *

A - RESULTAT COMPTABLE

			Exercice N clos le 31122018 (1)	Exercice N-1 clos le 31122017 (2)
PRODUITS D'EXPLOITATION	Ventes de marchandises *	209	210	
	Production vendue biens	215	214	
	Production vendue services * (dont export et livraisons intracommunautaires)	217	218	57 247 / 57 625
	Production stockée * (Variation du stock en produits intermédiaires, produits finis et en cours de production)		222	
	Production immobilisée *		224	
	Subventions d'exploitation reçues		226	
	Autres produits		230	2
	Total des produits d'exploitation hors T.V.A. (I)		232	57 249 / 57 625
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats de marchandises * (y compris droits de douane)		234	
	Variation de stock (marchandises) *		236	
	Achats de matières premières et autres approvisionnements* (y compris droits de douane)		238	
	Variation de stock (matières premières et approvisionnement)*		240	
	Autres charges externes* : (dont crédit bail : - mobilier : ..... - immobilier : .....)		242	6 339 / 8 604
	Impôts, taxes et versements assimilés (dont taxe professionnelle CFE et CVAE * 243)		244	6 308 / 6 310
	Rémunérations du personnel *		250	
	Charges sociales (cf. renvoi 380 du 2033-D)		252	
	Dotations aux amortissements *		254	19 028 / 18 876
	Dotations aux provisions		256	
	Autres charges (dont provisions fiscales pour implantations commerciales à l'étranger * 259 ; dont cotisations versées aux organisations syndicales et professionnelles 260)		262	2
	Total des charges d'exploitation (II)		264	31 675 / 33 792
	1 - RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)		270	25 574 / 23 833
PRODUITS ET CHARGES DIVERS	Produits financiers (III)		280	
	Produits exceptionnels (IV)		290	6 778
	Charges financières (V)		294	89 / 756
	Charges exceptionnelles (VI) — Dont amortissement des souscriptions dans des PME innovantes (art 217 octies) 347 ; Dont amortissement exceptionnel de 25% des constructions nouvelles (art 39 quinquies D) 348		300	6 778
	Impôts sur les bénéfices * (VII)		306	3 823 / 3 462
	2 - BENEFICE OU PERTE : Produits (I + III + IV) - Charges (II + V + VI + VII)		310	21 662 / 19 615

B - RESULTAT FISCAL

Reporter le bénéfice comptable col. 1, le déficit comptable col. 2 — 312: 21 662 | 314:

Réintégrations	Rémunérations et avantages personnels non déductibles*	316	
	Amortissements excédentaires (art. 39-4 C.G.I.) et autres amortissements non déductibles	318	
	Provisions non déductibles*	322	
	Impôts et taxes non déductibles * (cf page 7 de la notice 2033-NOT-SD)	324	3 823
	Divers*, dont intérêts excédentaires des cptes-cts d'associés 247 ; écarts de valeurs liquidatives sur OPCVM* 248	330	
	Fraction des loyers verser dans le cadre d'un crédit bail immobilier et de levée d'option (Part de loyers dispensés de réintégration 249)	251	
	Charges afférentes à l'activité relevant du régime optionnel de taxation au tonnage des entreprises de transport maritime	998	
	Résultat fiscal afférent à l'activité relevant du régime optionnel de taxation au tonnage des entreprises de transport maritime	999	
Déductions	Produits afférents à l'activité relevant du régime optionnel de taxation au tonnage des entreprises de transport maritime	997	
	Entreprises nouvelles (44. sexies) 986 ; Zone franche urbaine (44. octies et 44 octies A) 987 ; Zones restructuration de la défense (44 terdecies) 127	342	
	Reprise d'entreprises en difficulté (44. septies) 981 ; Jeune entreprise innovante (44. sexies A) 989 ; Zone de revitalisation rurales (44. quindecies) 138		
	Pôles de compétitivité hors CICE (art 44 undecies) 990 ; Bassins d'emploi à redynamiser (art. 44 duodecies) 991		
	Divers* dont ZFA (44 quater -decies) 345 ; Investissements outre-mer 344 ; Créance due au report en arrière du déficit 346 ; Déduction exceptionnelle (art 39 decies) 655	350	
	RESULTAT FISCAL AVANT IMPUTATION DES DEFICITS ANTERIEURS — Bénéfice col. 1 / Déficit col. 2	352: 25 485	354:
Déficits	Déficit de l'exercice reporté en arrière * (Entreprises I.S. seulement)	356	
	Déficits antérieurs reportables :* ..... dont imputés sur le résultat :		360:
	RESULTAT FISCAL APRES IMPUTATION DES DEFICITS — Bénéfice col. 1 / Déficit col. 2	370: 25 485	372:

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice 2033-NOT.

③ **IMMOBILISATIONS - AMORTISSEMENTS - PLUS-VALUES - MOINS-VALUES**

DGFiP N° 2033-C2018

Formulaire obligatoire (article 302 Septies A bis du Code général des impôts)

Désignation de l'entreprise : **SCI LE VILLAGE**

Néant ☐*

I IMMOBILISATIONS

ACTIF IMMOBILISE

			Valeur brute des immobilisations au début de l'exercice		Augmentations		Diminutions		Valeur brute des immobilisations à la fin de l'exercice		Réévaluation légale * Valeur d'origine des immobilisations en fin d'exercice
Immobilisations incorporelles	Fonds commercial	400		402		404		406			
	Autres	410		412		414		416			
Immobilisations corporelles	Terrains	420	1 800	422	12 255	424	6 778	426	7 277		
	Constructions	430	370 260	432		434		436	370 260		
	Installations techniques matériel et outillage industriels	440		442		444		446			
	Installations générales agencements divers	450	3 632	452		454		456	3 632		
	Matériel de transport	460		462		464		466			
	Autres immobilisations corporelles	470		472		474		476			
Immobilisations financières		480		482		484		486			
TOTAL		490	**375 692**	492	**12 255**	494	**6 778**	496	**381 168**		

II AMORTISSEMENTS

IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES

		Montant des amortissements au début de l'exercice		Augmentations : dotations de l'exercice		Diminutions : amortissements afférents aux éléments sortis de l'actif et reprises		Montant des amortissements à la fin de l'exercice	
Immoblisations incorporelles		500		502		504		506	
Immobilisations corporelles	Terrains	510		512	360	514		516	360
	Constructions	520	130 748	522	18 513	524		526	149 261
	Installations techniques matériel et outillage industriels	530		532		534		536	
	Installations générales, agencements, aménagements divers	540	3 478	542	154	544		546	3 632
	Matériel de transport	550		552		554		556	
	Autres immobilisations corporelles	560		562		564		566	
TOTAL		570	**134 225**	572	**19 028**	574		576	**153 253**

III PLUS-VALUES, MOINS-VALUES

(19 %, 15 % et 0% pour les entreprises à l'IS, 16 % pour les entreprises à l'IR)
(Si ce cadre est insuffisant, joindre un état du même modèle)

Nature des immobilisations cédées virées de poste à poste, mises hors service ou réintégrées dans le patrimoine privé y compris les produits de la propriété industrielle.

1	2	3	4	5
Réfection parking	Signalisation			

6	7	8	9	10

Immobilisation	Valeur d'actif * ①	Amortissements * ②	Valeur résiduelle ③	Prix de cession * ④	Plus ou moins-values: Court terme * ⑤	Long terme: 19 % ⑥	Long terme: 15 % ou 12,80 % ⑦	Long terme: 0 % ⑧
1	6 275		6 275	6 275				
2	503		503	503				
3								
4								
5								
6								
7								
8								
9								
10								
TOTAL	578 **6 778**	580	582 **6 778**	584 **6 778**	586	581	587	589
Plus-values taxables à 19 % (1)		579	Régularisations		590	583	594	595
Résultat net de la concession et de la sous-concession de licences d'exploitation de droits de la propriété industrielle bénéficiant du régime des plus-values à long terme (CGI art 39 terdecies).							591	
TOTAL					596	585	597	599

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice 2033-NOT.

(1) Ces plus-values sont imposables aux taux de 19 % en application des articles 238 bis JA, 210F et 208C du CGI. Joindre un état établi selon le même modèle, indiquant les modalités de calcul de ces plus values.

④ RELEVE DES PROVISIONS - AMORTISSEMENTS DEROGATOIRES - DEFICITS REPORTABLES - DIVERS

Formulaire obligatoire (article 302 Septies A bis du Code général des impôts)

Désignation de l'entreprise : SCI LE VILLAGE

Néant ☐ *

I RELEVE DES PROVISIONS - AMORTISSEMENTS DEROGATOIRES

A NATURE DES PROVISIONS		Montant au début de l'exercice		Augmentations: dotations de l'exercice		Diminutions: reprises de l'exercice		Montant à la fin de l'exercice	
Provisions réglementées	Amortissements dérogatoires	600		602		604		606	
	Dont majorations exceptionnelles de 30 %	601		603		605		607	
	Autres provisions réglementées	610		612		614		616	
Provisions pour risques et charges		620		622		624		626	
Provisions pour dépréciation	Sur immobilisations	630		632		634		636	
	Sur stocks et en cours	640		642		644		646	
	Sur clients et comptes rattachés	650		652		654		656	
	Autres provisions pour dépréciation	660		662		664		666	
TOTAL		680		682		684		686	

B MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORTISSEMENTS DEROGATOIRES

	Dotations		Reprises	
Immob. incorporelles	700		705	
Terrains	710		715	
Constructions	720		725	
Inst. techniques mat. et outillage	730		735	
Inst. générales, agencements amén. div.	740		745	
Matériel de transport	750		755	
Autres immobilisations corporelles	760		765	
TOTAL	770		775	

C VENTILATION DES DOTATIONS AUX PROVISIONS ET CHARGES A PAYER NON DEDUCTIBLES POUR L'ASSIETTE DE L'IMPOT

(Si le cadre C est insuffisant, joindre un état du même modèle)

1	Indemnités pour congés à payer, charges sociales et fiscales correspondantes	
2		
3		
4		
5		
6		
7		
	Total à reporter ligne 322 du tableau n° 2033-B — 780	

II DEFICITS REPORTABLES

Déficits restant à reporter au titre de l'exercice précédent (1)	982	
Déficits imputés	983	
Déficits reportables	984	
Déficits de l'exercice	860	
Total des déficits restant à reporter	870	

III DEFICITS PROVENANT DE L'APPLICATION DU 209C

Résultat déficitaire relevant de l'article 209C du CGI	995	
Déficits étrangers des PME antérieurement déduits (article 209C du CGI)	996	

IV DISTRIBUTIONS SOUMISES A L'ARTICLE 235 TER ZCA

Montant total des sommes distribuées devant donner lieu au paiement de la contribution prévue à l'article 235 ter ZCA au titre de l'exercice	129	

V ENTREPRISES DE TRANSPORT INSCRITES AU REGISTRE DES TRANSPORTS (art.L3113-1 et L3211-1 du Code des Transports)

800 ☐

VI DIVERS

Primes et cotisations complémentaires facultatives	381	
Cotisations personnelles obligatoire de l'exploitant	380	
N° du centre de gestion agréé	388	
Montant de la TVA collectée	374	12 805
Montant de la TVA déductible sur biens et services (sauf immobilisations)	378	885
Montant des prélèvements personnels de l'exploitant	399	
Aides perçues ayant donné droit à la réduction d'impôt prévue au 4 de l'article 238 bis du CGI pour l'entreprise donatrice	398	
Montant de l'investissement qui a donné lieu à amortissement exceptionnel chez l'entreprise investisseur dans le cadre de l'article 217 octies du CGI	397	

(1) Cette case correspond au montant porté sur la ligne 870 du tableau 2033D déposé au titre de l'exercice précédent.

* Des explications concernant cette rubrique figurent dans la notice n° 2033-NOT.

Formulaire obligatoire (article 53 A du code général des impôts)

(5)

CONTRIBUTION ECONOMIQUE TERRITORIALE
VALEUR AJOUTEE ET EFFECTIFS

DGFiP N° 2033-E 2018

Désignation de l'entreprise : SCI LE VILLAGE — Néant ☐ *

Exercice ouvert le : 01012018 et clos le : 31122018 — Durée en nombre de mois : 12

I - Chiffre d'affaire de référence CVAE

Ventes de produits fabriqués, prestations de services et marchandises	108	57 247
Redevances pour concessions, brevets, licences et assimilés	118	
Plus-values de cession d'éléments d'immobilisations corporelles et incorporelles, si rattachées à une activité normale et courante	119	
Refacturations de frais inscrits au compte de transfert de charges	105	
TOTAL 1	106	**57 247**

II - Autres produits à retenir pour le calcul de la valeur ajoutée

Autres produits de gestion courante hors quote-parts de résultat sur opérations faites en commun	115	2
Production immobilisée à hauteur des seules charges déductibles ayant concouru à sa formation	143	
Subventions d'exploitation reçues	113	
Variation positive des stocks	111	
Transferts de charges déductibles de la valeur ajoutée	116	
Rentrées sur créances amorties lorsqu'elles se rapportent au résultat d'exploitation	153	
TOTAL 2	144	**2**

III - Charges à retenir pour le calcul de la valeur ajoutée

Achats	121	
Variation négative des stocks	145	
Services extérieurs, à l'exception des loyers et redevances	125	6 339
Loyers et redevances, à l'exception de ceux afférents à des immobilisations corporelles mises à disposition dans le cadre d'une convention de location-gérance ou de crédit-bail ou encore d'une convention de location de plus de 6 mois	146	
Taxes déductibles de la valeur ajoutée	133	
Autres charges de gestion courante hors quote-parts de résultat sur opérations faites en commun	148	
Charges déductibles de la valeur ajoutée afférente à la production immobilisée déclarée	128	
Fraction déductible de la valeur ajoutée des dotations aux amortissements afférentes à des immobilisations corporelles mises à disposition dans le cadre d'une convention de location-gérance ou de crédit-bail ou encore d'une convention de location de plus de 6 mois	135	
Moins-values de cession d'éléments d'immobilisations corporelles et incorporelles, si attachées à une activité normale et courante	150	
TOTAL 3	152	**6 340**

IV - Valeur ajoutée produite

Calcul de la valeur ajoutée **TOTAL 1 + TOTAL 2 - TOTAL 3**	137	**50 909**

V - Cotisation sur la Valeur ajoutée des Entreprises

Valeur ajoutée assujettie à la CVAE (reporter sur les 1330-CVAE pour les multi-établissements et sur les 1329-AC et 1329-DEF)	117	

Cadre réservé au mono établissement au sens de la CVAE

Si vous êtes assujettis à la CVAE et êtes un mono établissement au sens de la CVAE (cf notice de la déclaration n°1330-CVAE-SD), alors compléter le cadre ci-dessous et la donnée de la ligne 117 (ci-dessus). Vous serez alors dispensé du dépôt de la déclaration 1330-CVAE-SD.

MONO ETABLISSEMENT au sens de la CVAE	020				
Chiffre d'affaires de référence CVAE				022	
Effectifs au sens de la CVAE				023	
Période de référence	024	01/01/2018	160	31/12/2018	
Date de cessation (de l'activité soumise à la CVAE)			186		

VI - Cotisation Foncière des Entreprises : qualification des effectifs

Effectifs moyens du personnel *	376	
dont apprentis	657	
dont handicapés	651	
Effectifs affectés à l'activité artisanale	861	

(1) Attention, il ne doit pas être tenu compte dans les lignes 121 à 146, 148 et 133 des charges déductibles de la valeur ajoutée, afférente à la production immobilisée déclarée ligne 128.

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2033-NOT-SD

Formulaire obligatoire
(art. 38 de l'annexe III au C.G.I.)

⑥ COMPOSITION DU CAPITAL SOCIAL

DGFiP N° 2033-F 2018

(liste des personnes ou groupements de personnes de droit ou de fait détenant directement au moins 10% du capital de la société)

N° de dépôt

1/1 (1) Néant ☐ *

EXERCICE CLOS LE 31/12/2018

N° SIRET 38325989200016

DENOMINATION DE L'ENTREPRISE SCI LE VILLAGE

ADRESSE (voie) 50 RTE DE DIJON

CODE POSTAL 88100 VILLE SAINT-DIE DES VOSGES

NOMBRE TOTAL D'ASSOCIES OU ACTIONNAIRES PERSONNES MORALES DE L'ENTREPRISE	901	1	NOMBRE TOTAL DE PARTS OU D'ACTIONS CORRESPONDANTES	902	5
NOMBRE TOTAL D'ASSOCIES OU ACTIONNAIRES PERSONNES PHYSIQUES DE L'ENTREPRISE	903	1	NOMBRE TOTAL DE PARTS OU D'ACTIONS CORRESPONDANTES	904	45

I. CAPITAL DETENU PAR LES PERSONNES MORALES :

Forme juridique SARL Dénomination STOCKS DIFFUSION

N° SIREN (si société établie en France) 330119694 % de détention 10,00 Nb de parts ou actions 5

Adresse : N° 103 Voie Rue d'alsace

Code postal 88100 Commune SAINT DIE Pays FRANCE

Forme juridique Dénomination

N° SIREN (si société établie en France) % de détention Nb de parts ou actions

Adresse : N° Voie

Code postal Commune Pays

Forme juridique Dénomination

N° SIREN (si société établie en France) % de détention Nb de parts ou actions

Adresse : N° Voie

Code postal Commune Pays

Forme juridique Dénomination

N° SIREN (si société établie en France) % de détention Nb de parts ou actions

Adresse : N° Voie

Code postal Commune Pays

II. CAPITAL DETENU PAR LES PERSONNES PHYSIQUES :

Titre (2) M. Nom patronymique GOUGENHEIM Prénom(s) GUY

Nom marital % de détention 90,00 Nb de parts ou actions 45

Naissance : Date 08051947 N° département 87 Commune LIMOGES Pays FRANCE

Adresse : N° 50 Voie Route de Nayemont

Code postal 88100 Commune SAINT DIE Pays FRANCE

Titre (2) Nom patronymique Prénom(s)

Nom marital % de détention Nb de parts ou actions

Naissance : Date N° département Commune Pays

Adresse : N° Voie

Code postal Commune Pays

(1) Lorsque le nombre d'associés excède le nombre de lignes de l'imprimé, utiliser un ou plusieurs tableaux supplémentaires. Dans ce cas, il convient de numéroter chaque tableau en haut et à gauche de la case prévue à cet effet et de porter le nombre total de tableaux souscrits en bas à droite de cette même case.

(2) Indiquer : M pour Monsieur, MME pour Madame ou MLE pour Mademoiselle.

* Des explications concernant cette rubrique figurent dans la notice n° 2033-NOT.

Formulaire obligatoire (art. 223 du Code général des impôts)

Liberté-Égalité-Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

N° 2065-SD
(2018)

Direction Générale des Finances Publiques

IMPOT SUR LES SOCIETES

Timbre à date du service

Exercice ouvert le 01012018 et clos le 31122018 — Régime simplifié d'imposition [X] — Régime réel normal [ ]

Déclaration souscrite pour le résultat d'ensemble de groupe [ ] — SI PME innovante [ ] — Si option pour le régime optionnel de taxation au tonnage art. 209-0 B (entreprises de transport maritime) [ ]

Si vous êtes l'entreprise soumise à l'obligation de dépôt de la déclaration pays par pays n°2258-SD (article 223-I-1 quinquies C du CGI) [ ]

Si vous êtes une entreprise établie en France et appartenant à un groupe étranger désignée pour le dépôt de la déclaration pays par pays n° 2258-SD [ ]

Si une autre année située en France ou dans un pays ou territoire soumis au dépôt de la déclaration, désignée pour le dépôt de la déclaration pays par pays n°2258, indiquer le nom et la localisation

Adresse du service où doit être déposée cette déclaration

SIE SAINT-DIE DES VOSGES
PLACE JULES FERRY- BP263

88107 SAINT-DIE DES VOSGES CEDEX

Adresse du déclarant (quand celle-ci est différente de l'adresse du destinataire) et/ou adresse du siège social si elle est différente du principal établissement

A IDENTIFICATION

Identification du destinataire

SCI LE VILLAGE
50 RTE DE DIJON

88100 SAINT-DIE DES VOSGES

651	300571	38325989200016
Insp. IFU	N° dossier	N° Siret

Préciser éventuellement l'immeuble, adresse et lieu d'enregistrement

B ACTIVITE

Activités exercées (souligner l'activité principale):
Location de logements
Si vous avez changé d'activité, cochez la case [ ]

REGIME FISCAL DES GROUPES

Les entreprises placées sous le régime des groupes de sociétés doivent déposer cette déclaration en deux exemplaires (Article 223 A-1 alinéa 1 du CGI)

Date d'entrée dans le groupe de la société déclarante

Pour les sociétés filiales, désignation, adresse du lieu d'imposition et n° d'identification de la société mère

n° SIRET

C RECAPITULATION DES ELEMENTS D'IMPOSITION (cf.notice)

1 Résultat fiscal de l'exercice ou de la période

Réserve spéciale de participation des salariés aux bénéfices

Résultat de l'exercice imposable au taux de 33 1/3 %

25 485

2 Plus-values

Plus-values à long terme imposables au taux de 19 %

Plus-values à long terme imposables au taux de 10 %

Plus-values à long terme imposables au taux de 15 %

Résultat net de la cession de la souscription de parts de fonds communs de placement à risque

Plus-values à long terme imposables au taux de 34,43 %

3 Abattements et majorations notamment : Plus-value des entreprises nouvelles ou implantées en zone de restructuration de la défense ou en zone franche

Entreprises nouvelles au taux de

Entreprises nouvelles au taux de

Entreprises implantées en zone de restructuration de la défense

Zones franches urbaines

Zones franches urbaines

Zones franches urbaines

4 Option pour le report d'imposition prévu au 3 bis du 1 de l'article 44 quaterdecies

D IMPUTATIONS (cf. la notice de la déclaration 2065)

Crédits d'impôt imputés sur l'impôt dû

Au titre de l'exercice

Au titre des exercices antérieurs

E CONTRIBUTION ANNUELLE SUR LES REVENUS LOCATIFS (cf. notice)

Revenus locatifs soumis à la contribution à 3 %

Vous devez obligatoirement déposer votre déclaration n°2065 par voie dématérialisée . Le non respect de cette obligation est sanctionné par l'application de la majoration de 0,2% prévue par l'article 1738 du code général des impôt. Vous trouverez toutes les informations utiles pour télédéclarer sur le site www.impots.gouv.fr.

OGA [ ] Viseur contrôleur [ ]

Nom, adresse, téléphone du télédéclarant

SOFILOR — 19 avenue de la Fontenelle 88100 SAINT DIE — 03 29 56 11 36

Profession libérale : n° d'inscription à l'ordre

Cadre réservé à l'OGA

N° d'agrément du logiciel

A SAINT DIE, le 11032019

Signature et qualité du déclarant

Guy GOUGENHEIM GERANT

MINISTÈRE DE L'ACTION ET DES COMPTES PUBLICS

IMPOT SUR LES SOCIETES

ANNEXE A LA DECLARATION N° 2065

N° 2065 Bis-SD

(A ne remplir qu'en [illegible] exemplaires, en continu)

Désignation de l'entreprise et date de clôture de l'exercice: SCI LE VILLAGE 31122018

F REPARTITION DES PRODUITS DES ACTIONS ET PARTS SOCIALES, AINSI QUE DES REVENUS ASSIMILES DISTRIBUES

1. Montant global brut des distributions correspondant aux intérêts, dividendes, revenus et autres produits des actions et parts sociales payables aux associés, actionnaires et porteurs de parts	Payés par la société [illegible] (a)	
	Payés par un établissement chargé du service des titres (b)	
2. Montant des distributions [illegible] (c)		
3. Montant [illegible] (d)		
4. Autres revenus distribués [illegible] ci-dessus (A préciser par nature sur les lignes e à h)	(e)	
	(f)	
	(g)	
	(h)	
5. Montant des revenus distribués éligibles à l'abattement de 40 % [illegible] (i)		
6. Montant des revenus distribués non éligibles à l'abattement de 40 % prévu au 2° du 3 de l'article 158 du CGI (j)		
7. Montant des revenus répartis	total (a à h)	

G REMUNERATIONS NETTES VERSEES AUX MEMBRES DE CERTAINES SOCIETES

Nom, prénoms, domicile et qualité [illegible] - SARL [illegible] - SCA [illegible] - SNC ou [illegible] - SEP et [illegible] copropriétaires de navires [illegible]	Nombre de parts [illegible]	Année au cours de laquelle [illegible]	Montant [illegible]: À titre de traitements, émoluments et indemnités proprement dits	À titre de frais de représentation, de mission et de déplacement: Indemnités forfaitaires	À titre de frais de représentation, de mission et de déplacement: Remboursements	[illegible]: Indemnités forfaitaires	[illegible]: Remboursements

Formulaire obligatoire (art. 223 du Code général des impôts)

IMPOT SUR LES SOCIETES
ANNEXE A LA DECLARATION N° 2065

N° 2065 Bis-SD (SUITE) (2018)

(A ne remplir que sur les exemplaires "en double")

Désignation de l'entreprise : SCI LE VILLAGE

et Date de clôture de l'exercice : 31122018

H DIVERS

NOM ET ADRESSE DU PROPRIETAIRE DU FONDS (en Cas de gérance libre)

ADRESSES DES AUTRES ETABLISSEMENTS (Si ce cadre est insuffisant, joindre un état du même modèle)

I CADRE NE CONCERNANT QUE LES ENTREPRISES PLACEES SOUS LE REGIME SIMPLIFIE D'IMPOSITION

REMUNERATIONS	Commissions, courtages, ristournes et toutes autres remises consenties directement ou indirectement à des clients ou à des intermédiaires (sauf celles déjà déduites pour la DAS2 ou inclues dans le montant des achats)	
	Rétrocessions d'honoraires, de commissions et de courtages	

CE CADRE NE CONCERNE QUE LES ENTREPRISES PLACEES SOUS LE REGIME SIMPLIFIE D'IMPOSITION

MOINS-VALUES A LONG TERME (MVLT) (voir les explications figurant sur la notice)

	Taux de 15 % (art. 219 I a *ter* et a *quater* du CGI)
MVLT restant à reporter à l'ouverture de l'exercice	
MVLT imputées sur les PVLT de l'exercice	
MVLT réalisées au cours de l'exercice	
MVLT restant à reporter	

Taux réduit d'IS

Détermination des bénéfices soumis au taux réduit

(Article 219-I-b du CGI, ann III, art. 46 quater-OZZ bis A)

Identification de la société		
Désignation de la société et adresse de son établissement principal	N° de SIRET de son établissement principal	Code NAF
SCI LE VILLAGE	**38325989200016**	**6820A**
	Adresse du siège social (si elle est différente de l'adresse ci-contre)	
50 RTE DE DIJON **88100 SAINT-DIE DES VOSGES**		

I. Résultats de l'exercice		
A. Résultats imposables dans les conditions de droit commun		
a	Bénéfice net de l'exercice avant imputation des déficits antérieurs *(tableau 2058-A, ligne XI ou tableau 2033-B, ligne 352)*	25 485
b	Dont plus-value nette à court terme *(tableau 2059-A, total colonne 9 ou tableau 2033-C, ligne 596)*	
c	Déficits antérieurs imputés au titre de l'exercice *(tableau 2058-A, ligne XL ou tableau 2033-B, ligne 360)*	
B. Résultats relevants du régime des plus-values à long terme		
d	Plus-value nette à long terme de l'exercice *(pour les entreprises sousmises au régime réel normal, tableau 2058-A, ligne WV)*	
e	Dont résultat net de la concession de licences d'exploitation d'éléments mentionnés au 1 de l'article 39 terdecies du CGI *(tableau 2059-A, ligne 17 ou tableau 2033-C, ligne 593)*	
f	Dont moins-values à long terme ou deficits imputés au titre de l'exercice *(pour les entreprises sousmises au régime réel normal, tableau 2058-A, ligne WW et XB)*	

II. Bénéfices soumis au taux réduit		
g	Montant maximum éligible au taux réduit : 38 120 € x (Durée de l'exercice en mois / 12)	38 120
h	Dont plus-value nette à court terme imposable	
i	Dont résultat net imposable dans les conditions de droit commun autre que la plus-value nette à court terme de l'exercice	25 485
j	Dont résultat net imposable de la concession de licences d'exploitation d'éléments mentionnés au 1 de l'article 39 terdecies du CGI	
k	Dont plus-value nette à long terme autre que le résultat net imposable de la concession de licences d'exploitation d'éléments mentionnés au 1 de l'article 39 terdecies du CGI	
	Total des lignes h à k à reporter cadre C-1 de l'imprimé n°2065	25 485

III. Bénéfices soumis au taux normal	
l Total des lignes (a-c-h-i) à reporter cadre C-1 de l'imprimé n°2065	

IV. Plus-value nette à long terme soumise au taux de 15%	
m Total des lignes (d-j-k) à reporter cadre C-2 de l'imprimé n°2065	

Etats financiers au 31/12/2018

DOSSIER DE GESTION

Soldes Intermédiaires de Gestion

Etat exprimé en euros	01/01/2018 31/12/2018	12 mois	01/01/2017 31/12/2017	12 mois	01/01/2016 31/12/2016	12 mois
CHIFFRE D'AFFAIRES	**57 247**	*100,00*	**57 625**	*100,00*	**55 665**	*100,00*
Ventes de marchandises						
- Achats de marchandises						
- Variation stocks de marchandises						
MARGE COMMERCIALE (a)						
Production vendue	57 247	*100,00*	57 625	*100,00*	55 665	*100,00*
+ Variation production stockée						
+ Production immobilisée						
PRODUCTION DE L'EXERCICE	**57 247**	*100,00*	**57 625**	*100,00*	**55 665**	*100,00*
- Achats stockés approvisionnement						
- Variation des stocks et approvisionnement						
- Achats de sous-traitance directe						
MARGE BRUTE PRODUCTION (b)	**57 247**	*100,00*	**57 625**	*100,00*	**55 665**	*100,00*
MARGES (Commerciale + Production)	**57 247**	*100,00*	**57 625**	*100,00*	**55 665**	*100,00*
- Achats non stockés (c)						
- Autres charges externes (c)	6 339	*11,07*	8 604	*14,93*	5 484	*9,85*
VALEUR AJOUTEE PRODUITE (a+b-c)	**50 908**	*88,93*	**49 021**	*85,07*	**50 181**	*90,15*
+ Subventions d'exploitation						
- Impôts, taxes sur rémunérations						
- Autres impôts et taxes	6 308	*11,02*	6 310	*10,95*	6 216	*11,17*
- Salaires et traitements						
- Charges sociales						
EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION	**44 600**	*77,91*	**42 711**	*74,12*	**43 965**	*78,98*
+ Reprises sur amortissements et provisions						
+ Autres produits d'exploitation	2					
+ Transfert de charges d'exploitation						
- Dotations aux amort.,dépréciations et provisions	19 028	*33,24*	18 876	*32,76*	18 876	*33,91*
- Autres charges de gestion courante			2			
RESULTAT EXPLOITATION	**25 574**	*44,67*	**23 833**	*41,36*	**25 089**	*45,07*
Bénéfice-perte sur opérations en commun						
+ Produits financiers						
- Charges financières	89	*0,15*	756	*1,31*	1 814	*3,26*
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS	**25 485**	*44,52*	**23 077**	*40,05*	**23 275**	*41,81*
Produits exceptionnels	6 778	*11,84*				
- Charges exceptionnelles	6 778	*11,84*				
RESULTAT EXCEPTIONNEL						
- Participation des salariés						
- Impôts sur les bénéfices	3 823	*6,68*	3 462	*6,01*	3 491	*6,27*
RESULTAT DE L'EXERCICE	**21 662**	*37,84*	**19 615**	*34,04*	**19 784**	*35,54*

Détail des Soldes Intermédiaires

Etat exprimé en **euros**		01/01/2018 31/12/2018 — 12 mois		01/01/2017 31/12/2017 — 12 mois		Variations	%
Montant net du chiffre d'affaires		**57 246,89**	*100,00*	**57 625,24**	*100,00*	**(378,35)**	*-0,66*
Marge commerciale							
Production vendue Services		**57 246,89**	*100,00*	**57 625,24**	*100,00*	**(378,35)**	*-0,66*
70610000	LOCATION STOCKS DIFFUSION.	48 000,00	*83,85*	48 000,00	*83,30*		
70620000	LOCATION ST NABORD DIFFUSION	1 498,89	*2,62*	1 875,24	*3,25*	(376,35)	*-20,07*
70810000	REFACTURATION CHARGES	1 440,00	*2,52*	1 440,00	*2,50*		
70830100	LOCATION PARKING	6 308,00	*11,02*	6 310,00	*10,95*	(2,00)	*-0,03*
70880000	REFACT. TAXE FONCIERES						
Production de l'exercice		**57 246,89**	*100,00*	**57 625,24**	*100,00*	**(378,35)**	*-0,66*
Marge brute de production		**57 246,89**	*100,00*	**57 625,24**	*100,00*	**(378,35)**	*-0,66*
Production de l'exercice + Marge commerciale		**57 246,89**	*100,00*	**57 625,24**	*100,00*	**(378,35)**	*-0,66*
Autres charges externes		**6 339,28**	*11,07*	**8 604,01**	*14,93*	**(2 264,73)**	*-26,32*
61100000	TRAVAUX ADMINISTRATIF	1 786,00	*3,12*	1 735,83	*3,01*	50,17	*2,89*
61554000	ENTRETIEN A.A.I.	1 553,89	*2,71*	2 050,03	*3,56*	(496,14)	*-24,20*
61650000	ASSURANCES DIVERSES.	1 679,98	*2,93*	1 639,15	*2,84*	40,83	*2,49*
62260000	HONORAIRES.	1 093,37	*1,91*	3 085,00	*5,35*	(1 991,63)	*-64,56*
62780000	AUT.FRAIS ET COMMISSIO.S/PS	226,04	*0,39*	94,00	*0,16*	132,04	*140,47*
Valeur ajoutée produite		**50 907,61**	*88,93*	**49 021,23**	*85,07*	**1 886,38**	*3,85*
Impôts, taxes & versements assimilés autres		**6 308,00**	*11,02*	**6 310,00**	*10,95*	**(2,00)**	*-0,03*
63512000	TAXES FONCIERES.	6 308,00	*11,02*	6 310,00	*10,95*	(2,00)	*-0,03*
Excédent brut d'exploitation		**44 599,61**	*77,91*	**42 711,23**	*74,12*	**1 888,38**	*4,42*
Autres produits d'exploitation		**1,86**		**0,01**		**1,85**	*N/S*
75800000	DIFFERENCE DE REGLEMENT	1,86		0,01		1,85	*N/S*
Dotations aux amortissements et provisions		**19 027,59**	*33,24*	**18 876,17**	*32,76*	**151,42**	*0,80*
68112000	DOT.AMORT.S/IMMO.CORPORELL.	19 027,59	*33,24*	18 876,17	*32,76*	151,42	*0,80*
Autres charges de gestion courante		**0,25**		**2,01**		**(1,76)**	*-87,56*
65800000	CHARG.DIVERS.GESTION COURAN	0,25		2,01		(1,76)	*-87,56*
Résultat d'exploitation		**25 573,63**	*44,67*	**23 833,06**	*41,36*	**1 740,57**	*7,30*
Charges financières		**88,53**	*0,15*	**756,48**	*1,31*	**(667,95)**	*-88,30*
66116000	INTERET SUR EMPRUNT	9,57	*0,02*	620,85	*1,08*	(611,28)	*-98,46*
66160000	FRAIS INTERETS BANQUE	78,96	*0,14*	135,63	*0,24*	(56,67)	*-41,78*
Résultat courant avant impôts		**25 485,10**	*44,52*	**23 076,58**	*40,05*	**2 408,52**	*10,44*
Produits exceptionnels		**6 778,25**	*11,84*			**6 778,25**	
77520000	PRODUITS DE CESSION	6 778,25	*11,84*			6 778,25	
Charges exceptionnelles		**6 778,25**	*11,84*			**6 778,25**	
67520000	V N C ELEMENTS ACTIFS CEDES	6 778,25	*11,84*			6 778,25	

Détail des Soldes Intermédiaires

Etat exprimé en **euros**	01/01/2018 31/12/2018 12 mois		01/01/2017 31/12/2017 12 mois		Variations	%
Résultat exceptionnel						
Impôts sur les bénéfices	**3 823,00**	*6,68*	**3 462,00**	*6,01*	**361,00**	*10,43*
69500000 IMPOT SOCIETE	3 823,00	*6,68*	3 462,00	*6,01*	361,00	*10,43*
Résultat de l'exercice	**21 662,10**	*37,84*	**19 614,58**	*34,04*	**2 047,52**	*10,44*

Bilan Actif

Etat exprimé en **euros**

		31/12/2018			31/12/2017
		Brut	Amort. et Dépréc.	Net	Net
	Capital souscrit non appelé (I)				
ACTIF IMMOBILISE	**IMMOBILISATIONS INCORPORELLES**				
	Frais d'établissement				
	Frais de développement				
	Concessions brevets droits similaires				
	Fonds commercial (1)				
	Autres immobilisations incorporelles				
	Avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
	Terrains	7 277	360	6 916	1 800
	Constructions	370 260	149 261	220 999	239 512
	Installations techniques,mat. et outillage indus.				
	Autres immobilisations corporelles	3 632	3 632		154
	Immobilisations en cours				
	Avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)				
	Participations évaluées selon mise en équival.				
	Autres participations				
	Créances rattachées à des participations				
	Autres titres immobilisés				
	Prêts				
	Autres immobilisations financières				
	TOTAL (II)	**381 168**	**153 253**	**227 915**	**241 466**
ACTIF CIRCULANT	**STOCKS ET EN-COURS**				
	Matières premières, approvisionnements				
	En-cours de production de biens				
	En-cours de production de services				
	Produits intermédiaires et finis				
	Marchandises				
	Avances et Acomptes versés sur commandes				
	CREANCES D'EXPLOITATION (3)				
	Créances clients et comptes rattachés				2 194
	Autres créances	219		219	458
	Créances diverses				149
	Capital souscrit appelé, non versé				
	VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT				
	DISPONIBILITES	63 147		63 147	42 257
COMPTES DE REGULARISATION	Charges constatées d'avance	2 466		2 466	2 913
	TOTAL (III)	**65 833**		**65 833**	**47 970**
	Frais d'émission d'emprunt à étaler (IV)				
	Primes de remboursement des obligations (V)				
	Ecarts de conversion actif (VI)				
	TOTAL ACTIF (I à VI)	**447 001**	**153 253**	**293 749**	**289 436**

(1) dont droit au bail
(2) dont immobilisations financières à moins d'un an
(3) dont créances à plus d'un an

Bilan Passif

Etat exprimé en **euros**

		31/12/2018	31/12/2017
Capitaux Propres	Capital social ou individuel	762	762
	Primes d' émission, de fusion, d' apport ...		
	Ecarts de réévaluation		
	RESERVES		
	Réserve légale		
	Réserves statutaires ou contractuelles		
	Réserves réglementées		
	Autres réserves		
	Report à nouveau	268 567	248 952
	Résultat de l'exercice	**21 662**	**19 615**
	Subventions d'investissement		
	Provisions réglementées		
	Total des capitaux propres	**290 991**	**269 329**
Autres fonds propres	Produits des émissions de titres participatifs		
	Avances conditionnées		
	Total des autres fonds propres		
Provisions	Provisions pour risques		
	Provisions pour charges		
	Total des provisions		
DETTES (1)	**DETTES FINANCIERES**		
	Emprunts obligataires convertibles		
	Autres emprunts obligataires		
	Emprunts dettes auprès des établissements de crédit (2)	46	6 144
	Emprunts et dettes financières divers		10 000
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	20	
	DETTES D'EXPLOITATION		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 296	2 467
	Dettes fiscales et sociales	1 032	1 496
	Autres		
	DETTES DIVERSES		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
	Dettes fiscales (Impôts sur les bénéfices)	363	
	Autres		
	Produits constatés d'avance		
	Total des dettes	**2 757**	**20 107**
	Ecarts de conversion passif		
	TOTAL PASSIF	**293 749**	**289 436**

	Résultat de l'exercice exprimé en centimes	21 662,10	19 614,58
(1)	Dont dettes à moins d'un an	2 737	20 107
(2)	Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP	46	65

Compte de Résultat

		31/12/2018		31/12/2017	
		12 mois	%C.A.	12 mois	%C.A.
PRODUITS D'EXPLOITATION	Ventes de marchandises				
	Production vendue (Biens)				
	Production vendue (Services et Travaux)	57 247	100,00	57 625	100,00
	Montant net du chiffre d'affaires	**57 247**	**100,00**	**57 625**	**100,00**
	Production stockée				
	Production immobilisée				
	Subventions d'exploitation				
	Reprises sur provisions et amortissements, transfert de charges				
	Autres produits	2			
	Total des produits d'exploitation	**57 249**	**100,00**	**57 625**	**100,00**
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats de marchandises				
	Variation de stock				
	Achats de matières et autres approvisionnements				
	Variation de stock				
	Autres achats et charges externes	6 339	11,07	8 604	14,93
	Impôts, taxes et versements assimilés	6 308	11,02	6 310	10,95
	Salaires et traitements				
	Charges sociales du personnel				
	Cotisations personnelles de l'exploitant				
	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	19 028	33,24	18 876	32,76
	Autres charges			2	
	Total des charges d'exploitation	**31 675**	**55,33**	**33 792**	**58,64**
	RESULTAT D'EXPLOITATION	**25 574**	**44,67**	**23 833**	**41,36**
PRODUITS FINANCIERS Opéra. comm.	Bénéfice attribué ou perte transférée				
	Perte supportée ou bénéfice transféré				
	De participations (3)				
	D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé (3)				
	Autres intérêts et produits assimilés (3)				
	Reprises sur provisions et dépréciations et transfert de charges				
	Différences positives de change				
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
	Total des produits financiers				
CHARGES FINANCIERES	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions				
	Intérêts et charges assimilées (4)	89	0,15	756	1,31
	Différences négatives de change				
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
	Total des charges financières	**89**	**0,15**	**756**	**1,31**
	RESULTAT FINANCIER	**(89)**	**-0,15**	**(756)**	**-1,31**
	RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS	**25 485**	**44,52**	**23 077**	**40,05**
	Total des produits exceptionnels	**6 778**	**11,84**		
	Total des charges exceptionnelles	**6 778**	**11,84**		
	RESULTAT EXCEPTIONNEL				
	PARTICIPATION DES SALARIES				
	IMPOTS SUR LES BENEFICES	3 823	6,68	3 462	6,01
	TOTAL DES PRODUITS	**64 027**	**111,84**	**57 625**	**100,00**
	TOTAL DES CHARGES	**42 365**	**74,00**	**38 011**	**65,96**
	RESULTAT DE L'EXERCICE	**21 662**	**37,84**	**19 615**	**34,04**

Détail de l'Actif

Etat exprimé en **euros**		01/01/2018 31/12/2018 12 mois		01/01/2017 31/12/2017 12 mois		Variations	%
Capital souscrit non appelé							
TOTAL II - Actif Immobilisé NET		**227 915,40**	*77,59*	**241 466,24**	*83,43*	**(13 550,84)**	*-5,61*
Terrains		**6 916,49**	*2,35*	**1 800,00**	*0,62*	**5 116,49**	*284,25*
21160000	TERRAIN SAINT NABORD	1 800,00	*0,61*	1 800,00	*0,62*		
21200000	AGENCEMENTS TERRAINS	5 476,75	*1,86*			5 476,75	
28120000	AMORTIS. AGENCEMENTS TERRAIN	(360,26)	*-0,12*			(360,26)	
Constructions		**220 998,91**	*75,23*	**239 511,88**	*82,75*	**(18 512,97)**	*-7,73*
21300000	CONSTRUCTIONS SAINT NABORD	125 904,04	*42,86*	125 904,04	*43,50*		
21310000	IMMEUBLE SECTION AE N 601	0,13		0,13			
21350000	A.A.I. CONSTRUCTIONS SN	244 355,43	*83,19*	244 355,43	*84,42*		
28130000	AMORTIS. DES CONSTRUCTIONS	(79 739,20)	*-27,15*	(73 444,00)	*-25,37*	(6 295,20)	*-8,57*
28131000	AMORTIS. DES CONSTRUCTIONS	(0,13)		(0,13)			
28135000	AMORTIS. AAI CONSTRUCTIONS SN	(69 521,36)	*-23,67*	(57 303,59)	*-19,80*	(12 217,77)	*-21,32*
Autres immobilisations corporelles				**154,36**	*0,05*	**(154,36)**	*-100,00*
21810000	A.A.AI DIVERS.	3 632,00	*1,24*	3 632,00	*1,25*		
28181000	AMORTIS. AA I DIVERS	(3 632,00)	*-1,24*	(3 477,64)	*-1,20*	(154,36)	*-4,44*
TOTAL III - Actif Circulant NET		**65 833,10**	*22,41*	**47 969,94**	*16,57*	**17 863,16**	*37,24*
Créances clients et comptes rattachés				**2 193,53**	*0,76*	**(2 193,53)**	*-100,00*
041D	COLLECTIF CLIENTS DEBITEURS			2 193,53	*0,76*	(2 193,53)	*-100,00*
Autres créances		**219,40**	*0,07*	**606,69**	*0,21*	**(387,29)**	*-63,84*
44400000	IMPOTS SUR LES BENEFICES.			30,00	*0,01*	(30,00)	*-100,00*
44566000	TVA S/AUT.BIEN.SERV.DEDUCTI			197,17	*0,07*	(197,17)	*-100,00*
44571000	TVA COLLECTEE.	3,40				3,40	
44583500	TVA A REGULARISER - ACTIF			47,00	*0,02*	(47,00)	*-100,00*
44586000	TCA S/FACTURES NON PARVENUES	216,00	*0,07*	214,00	*0,07*	2,00	*0,93*
46730000	SCI MARLINE			118,52	*0,04*	(118,52)	*-100,00*
Disponibilités		**63 147,35**	*21,50*	**42 257,15**	*14,60*	**20 890,20**	*49,44*
51212000	CIC BANQUE PRIVEE	63 147,35	*21,50*	42 257,15	*14,60*	20 890,20	*49,44*
Charges constatées d'avance		**2 466,35**	*0,84*	**2 912,57**	*1,01*	**(446,22)**	*-15,32*
48600000	CHARGES CONSTATEES D'AVANCE	2 466,35	*0,84*	2 912,57	*1,01*	(446,22)	*-15,32*
TOTAL DU BILAN ACTIF		**293 748,50**	*100,00*	**289 436,18**	*100,00*	**4 312,32**	*1,49*

Détail du Passif

Etat exprimé en **euros**	01/01/2018 31/12/2018 12 mois		01/01/2017 31/12/2017 12 mois		Variations	%
TOTAL I - Capitaux propres	**290 991,14**	*99,06*	**269 329,04**	*93,05*	**21 662,10**	*8,04*
Capital Social ou individuel	**762,25**	*0,26*	**762,25**	*0,26*		
10130000 CAPITAL SOUSCRIT-APPELE,VER	762,25	*0,26*	762,25	*0,26*		
Report à nouveau	**268 566,79**	*91,43*	**248 952,21**	*86,01*	**19 614,58**	*7,88*
11000000 REPORT A NOUVEAU CREDITEUR.	268 566,79	*91,43*	248 952,21	*86,01*	19 614,58	*7,88*
Résultat de l'exercice	**21 662,10**	*7,37*	**19 614,58**	*6,78*	**2 047,52**	*10,44*
TOTAL II - Autres fonds propres						
TOTAL III - Total des Provisions						
TOTAL IV - Total des dettes	**2 757,36**	*0,94*	**20 107,14**	*6,95*	**(17 349,78)**	*-86,29*
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	**45,92**	*0,02*	**6 144,14**	*2,12*	**(6 098,22)**	*-99,25*
16410000 EMPRUNT 33681 20012502			6 066,68	*2,10*	(6 066,68)	*-100,00*
16884000 INT COURUS S/ EMPRUNTS			12,13		(12,13)	*-100,00*
51860000 INTERETS COURUS A PAYER	45,92	*0,02*	65,33	*0,02*	(19,41)	*-29,71*
Emprunts et dettes financières divers			**10 000,00**	*3,45*	**(10 000,00)**	*-100,00*
16520000 DEPOT GARANTIE STOCK DIFFUS			10 000,00	*3,45*	(10 000,00)	*-100,00*
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	**20,44**	*0,01*			**20,44**	
41910000 CLTS-AVCES ACPTES RECUS/CDES	20,44	*0,01*			20,44	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	**1 296,00**	*0,44*	**2 467,00**	*0,85*	**(1 171,00)**	*-47,47*
040C COLLECTIF FOURNISSEURS CREDITEUR			1 183,00	*0,41*	(1 183,00)	*-100,00*
40810000 FRS. FACT NON PARVENUES.	1 296,00	*0,44*	1 284,00	*0,44*	12,00	*0,93*
Dettes fiscales et sociales	**1 395,00**	*0,47*	**1 496,00**	*0,52*	**(101,00)**	*-6,75*
44400000 IMPOTS SUR LES BENEFICES.	363,00	*0,12*			363,00	
44551000 TVA A DECAISSER.	1 032,00	*0,35*	1 496,00	*0,52*	(464,00)	*-31,02*
TOTAL DU BILAN PASSIF	**293 748,50**	*100,00*	**289 436,18**	*100,00*	**4 312,32**	*1,49*

Détail du Compte de Résultat

Etat exprimé en **euros**	01/01/2018 31/12/2018 12 mois		01/01/2017 31/12/2017 12 mois		Variations	%
Total des produits d'exploitation	**57 248,75**	*100,00*	**57 625,25**	*100,00*	**(376,50)**	*-0,65*
Ventes de marchandises						
Production vendue Biens						
Production vendue Services + Travaux	**57 246,89**	*100,00*	**57 625,24**	*100,00*	**(378,35)**	*-0,66*
Production vendue Services FRANCE	**57 246,89**	*100,00*	**57 625,24**	*100,00*	**(378,35)**	*-0,66*
70620000 LOCATION ST NABORD DIFFUSION	48 000,00	*83,85*	48 000,00	*83,30*		
70810000 REFACTURATION CHARGES	1 498,89	*2,62*	1 875,24	*3,25*	(376,35)	*-20,07*
70830100 LOCATION PARKING	1 440,00	*2,52*	1 440,00	*2,50*		
70880000 REFACT. TAXE FONCIERES	6 308,00	*11,02*	6 310,00	*10,95*	(2,00)	*-0,03*
Montant net du chiffre d'affaires	**57 246,89**	*100,00*	**57 625,24**	*100,00*	**(378,35)**	*-0,66*
Autres produits d'exploitation	**1,86**		**0,01**		**1,85**	*N/S*
75800000 DIFFERENCE DE REGLEMENT	1,86		0,01		1,85	*N/S*
Total des charges d'exploitation	**31 675,12**	*55,33*	**33 792,19**	*58,64*	**(2 117,07)**	*-6,26*
Autres achats et charges externes	**6 339,28**	*11,07*	**8 604,01**	*14,93*	**(2 264,73)**	*-26,32*
61100000 TRAVAUX ADMINISTRATIF	1 786,00	*3,12*	1 735,83	*3,01*	50,17	*2,89*
61554000 ENTRETIEN A.A.I.	1 553,89	*2,71*	2 050,03	*3,56*	(496,14)	*-24,20*
61650000 ASSURANCES DIVERSES.	1 679,98	*2,93*	1 639,15	*2,84*	40,83	*2,49*
62260000 HONORAIRES.	1 093,37	*1,91*	3 085,00	*5,35*	(1 991,63)	*-64,56*
62780000 AUT.FRAIS ET COMMISSIO.S/PS	226,04	*0,39*	94,00	*0,16*	132,04	*140,47*
Impôts, taxes & versements assimilés	**6 308,00**	*11,02*	**6 310,00**	*10,95*	**(2,00)**	*-0,03*
63512000 TAXES FONCIERES.	6 308,00	*11,02*	6 310,00	*10,95*	(2,00)	*-0,03*
Dotation aux amortissements sur immobilisations	**19 027,59**	*33,24*	**18 876,17**	*32,76*	**151,42**	*0,80*
68112000 DOT.AMORT.S/IMMO.CORPORELL.	19 027,59	*33,24*	18 876,17	*32,76*	151,42	*0,80*
Autres charges de gestion courante	**0,25**		**2,01**		**(1,76)**	*-87,56*
65800000 CHARG.DIVERS.GESTION COURAN	0,25		2,01		(1,76)	*-87,56*
Résultat d'exploitation	**25 573,63**	*44,67*	**23 833,06**	*41,36*	**1 740,57**	*7,30*
Total des produits financiers						
Total des charges financières	**88,53**	*0,15*	**756,48**	*1,31*	**(667,95)**	*-88,30*
Intérêts et charges assimilées	**88,53**	*0,15*	**756,48**	*1,31*	**(667,95)**	*-88,30*
66116000 INTERET SUR EMPRUNT	9,57	*0,02*	620,85	*1,08*	(611,28)	*-98,46*
66160000 FRAIS INTERETS BANQUE	78,96	*0,14*	135,63	*0,24*	(56,67)	*-41,78*
Résultat financier	**(88,53)**	*-0,15*	**(756,48)**	*-1,31*	**667,95**	*88,30*
Résultat courant avant impôts	**25 485,10**	*44,52*	**23 076,58**	*40,05*	**2 408,52**	*10,44*
Total des produits exceptionnels	**6 778,25**	*11,84*			**6 778,25**	
Produits exceptionnels sur opérations en capital	**6 778,25**	*11,84*			**6 778,25**	
77520000 PRODUITS DE CESSION	6 778,25	*11,84*			6 778,25	

Détail du Compte de Résultat

Etat exprimé en **euros**	01/01/2018 31/12/2018 12 mois		01/01/2017 31/12/2017 12 mois		Variations	%
Total des charges exceptionnelles	**6 778,25**	*11,84*			**6 778,25**	
Charges exceptionnelles sur opération en capital	**6 778,25**	*11,84*			**6 778,25**	
67520000 V N C ELEMENTS ACTIFS CEDES	6 778,25	*11,84*			6 778,25	
Résultat exceptionnel						
Impôts sur les bénéfices	**3 823,00**	*6,68*	**3 462,00**	*6,01*	**361,00**	*10,43*
69500000 IMPOT SOCIETE	3 823,00	*6,68*	3 462,00	*6,01*	361,00	*10,43*
Résultat de l'exercice	**21 662,10**	*37,84*	**19 614,58**	*34,04*	**2 047,52**	*10,44*

Annexe 6

DETERMINATION DE LA VALEUR DES ACTIONS

DE LA S.A. STOCKS DIFFUSION

SIEGE SOCIAL A Saint-Dié des Vosges (88100-Vosges)

RCS Epinal B 330 119 694

=-=-=-=-=-=-=

Dans le cadre des opérations envisagées d'apport des titres de la SCI LE VILLAGE à la S.A. STOCKS DIFFUSION et aux fins de déterminer la prime d'apport correspondante, il est nécessaire d'estimer la valeur susceptible d'être retenue pour servir de base à ces calculs.

La valorisation déterminée l'est selon des éléments objectifs choisis à partir d'éléments en notre possession. Cette valeur représente celle qu'une personne intéressée par un placement financier serait prête à payer pour acquérir la société

Il est bien évident que d'autres impératifs d'ordre personnel peuvent intervenir dans la valorisation d'une entreprise mais il s'agira alors d'éléments subjectifs qu'il ne nous est pas possible de chiffrer ici. Par exemple si l'acquisition s'insère pour l'acquéreur dans une stratégie globale (recherche de parts de marchés, élimination d'un concurrent ...) ; il en est de même en ce qui concerne les besoins financiers du vendeur qui pourrait par exemple préférer vendre à un prix minoré pour satisfaire à des besoins de trésorerie pressants ou pour effectuer un investissement particulièrement intéressant.

Enfin, nous retiendrons comme éléments de valorisation pour la valeur mathématique les éléments figurant au bilan du 30 juin 2019, dernier bilan de 12 mois déposé et vérifié par votre commissaire aux comptes.

DEFINITIONS

Les approches de valorisation généralement retenues aux fins de déterminer la valeur d'une société sont ci-dessous résumées.

La VALEUR MATHEMATIQUE représente la valeur nette comptable majorée des plus-values latentes et minorée des moins-values latentes. Cette valeur est retenue en fonction du dernier en date des bilans utilisés pour procéder aux présents calculs.

La VALEUR DE RENDEMENT telle que retenue ici représente la valeur reconstituée par capitalisation des bénéfices distribués au cours des derniers exercices par la société. Il est habituellement retenu un taux de capitalisation de 3 à 5 % des bénéfices moyens pondérés distribués au cours des deux derniers exercices.

Selon la méthode de la **VALEUR DE PRODUCTIVITE**, la valeur d'une entreprise peut être fixée par capitalisation du bénéfice moyen après impôt, les taux retenus étant habituellement compris entre 12 et 15% selon l'importance du risque économique encouru par l'entreprise (si le risque est élevé, le taux est lui aussi élevé).

Nous appliquerons ces approches pour déterminer la valeur de la société STOCKS DIFFUSION sous réserve toutefois des précisions apportées ci-après en raison de la situation particulière de la société.

I - VALEUR MATHEMATIQUE CORRIGEE

A) PASSIF REEL :

- les dettes sont à retenir pour leur montant figurant au bilan, ci.....85.000 €

- l'incidence de la perte d'amortissements liée à la revalorisation de l'immeuble de Chavelot sera forfaitisée à .....15.000 €

TOTAL DU PASSIF REEL RETENU :

100.000 €

B - ACTIF REEL REVALORISE :

- la valeur des éléments incorporels et du matériel peut être estimée au montant de la valeur nette comptable retenue, la société n'exploitant plus d'activité commerciale. Aucune valeur incorporelle ne sera donc retenue.

- Le bâtiment de Chavelot est retenu pour sa valeur d'entrée au bilan considérée comme représentant la valeur vénale après arrondi à : .....**160.000 €**

- Le bureau rue THIERS à SAINT-DIE est également retenu pour sa valeur d'entrée au bilan considérée comme représentant la valeur vénale après arrondi à : .....**25.000 €**

- Les autres immobilisations corporelles sont retenues pour leur montant inscrit en comptabilité arrondi à .....**12.000 €**

- les participations et annexes sont retenus pour leur valeur nette comptable figurant au bilan, n'étant pas susceptibles de receler de plus values latentes, à savoir .....**1.700 €**

- les créances rattachées à des participations ainsi que les prêts sont retenus pour leur valeur nette comptable arrondie à .....**59.000 €**

- l'actif circulant et les comptes de régularisation sont évalués pour leur valeur comptable, soit.....**2.433.000 €**

TOTAL DE L'ACTIF REEL RETENU

160.000 + 25.000 + 12.000 + 1.700 + 59.000 + 2.433.000 = 2.690.000 €

LA VALEUR MATHEMATIQUE REVALORISEE RESSORT DONC A :

2.690.000 - 100.000 = 2.590.000 €

II - VALEUR DE RENDEMENT

Compte tenu du caractère exceptionnel des résultats des derniers exercices essentiellement impactés par la vente des fonds de commerce de la société, nous ne retiendrons pas cette approche de valeur essentiellement liée à la seule décision de l'actionnaire majoritaire de la société.

III - VALEUR DE PRODUCTIVITE

Il peut aisément être constaté à la lecture du dernier bilan arrêté par la société et de la comparaison avec les comptes annuels précédents que son activité nouvelle n'est pas suffisamment stabilisée pour pouvoir raisonnablement baser une reconstitution de valeur de la société sur les résultats du seul dernier exercice. Nous estimons que dans un contexte aussi peu stable de l'activité de la société, une approche d'évaluation selon la méthode de la valeur de productivité ne serait pas suffisamment prudente et nous ne retiendrons en conséquence pas cette méthode.

IV - ESTIMATION DEFINITIVE

Au terme des développements, il nous semble que la seule modalité objective d'appréciation de la valeur vénale de la société est à ce jour d'en approcher la valeur selon l'approche patrimoniale de valeur mathématique corrigée.

Nous estimons, en conséquence que la valorisation la plus approchée de la valeur réelle de négociation des actions de la SAS STOCKS DIFFUSION peut être estimée de la manière suivante :

Valeur mathématique déterminée ci-avant : Soit 2.690.000 – 100.000 = 2.590.000 €

LA VALORISATION DEFINITIVE RETENUE EST DONC DE

2.590.000 €

Soit une valeur arrondie à 1.165 € pour chacune des 2.225 actions composant le capital de la société

=-=-=-=-=-=-=-=-=-=

Restant à votre disposition pour toute question qu'il vous plaira d'approfondir, veuillez agréer, Monsieur, l'assurance de nos sentiments dévoués.

A Saint-Dié des Vosges, le 31 mars 2020

Jacques REICHERT
AVOCAT
spécialiste en Droit fiscal et droit douanier

ANNEXE UNIQUE

BILAN et COMPTE DE RESULTAT AU 30 juin 2019 de la SAS STOCKS DIFFUSION

Annexe 7

SAS STOCKS DIFFUSION
27 Rue Thiers
88100 SAINT DIE DES VOSGES

Exercice du 01/07/2018 au 30/06/2019

SOFILOR	SAS STOCKS DIFFUSION	

Sommaire

Exercice du 01/07/2018 au 30/06/2019

Attestation	*1*
——— ETATS FISCAUX ———	*2*
BIC-RN 2050 - Bilan Actif	*3*
BIC-RN 2051 - Bilan Passif	*4*
BIC-RN 2052 - Compte de résultat	*5*
BIC-RN 2053 - Compte de résultat suite	*6*
BIC-RN 2054 - Immobilisations	*7*
BIC-RN 2055 - Amortissements	*8*
BIC-RN 2056 - Provisions	*9*
2056 - Détail des autres provisions pour dépréciation	*10*
BIC-RN 2057 - Créances et Dettes	*11*
BIC-RN 2058A - Résultat fiscal	*12*
2058A - Déductions diverses	*13*
BIC-RN 2058B - Suivi des déficits	*14*
BIC-RN 2058C - Renseignements divers	*15*
BIC-RN 2059A - Plus et Moins-values	*16*
BIC-RN 2059B - Affectation des plus-values	*17*
BIC-RN 2059C - Suivi des moins-values	*18*
BIC-RN 2059D - Affectation plus-values LT	*19*
BIC-RN 2059E - Valeur ajoutée	*20*
BIC-RN 2059F - Composition du capital social /1	*21*
BIC-RN 2059F - Composition du capital social /2	*22*
BIC - Déclaration 2065 - Impot sur les Sociétés	*23*
BIC - Déclaration 2065 Bis- Impot sur les Sociétés	*24*
BIC - Déclaration 2065 Ter-BisSuite - Impôt sur les Sociétés	*25*
——— ANNEXE ———	*29*
Règles et méthodes comptables 1	*30*
Capital social	*32*
Engagements financiers donnés et reçus	*33*
——— DOSSIER DE GESTION ———	*34*
Soldes Intermédiaires de Gestion	*35*
Détail des Soldes Intermédiaires	*36*
Bilans comparatifs et trésorerie	*39*
Analyse fonctionnelle du bilan	*40*
Du résultat à la trésorerie	*41*
7 ratios d'activité	*42*
Ratios graphiques page 2	*43*
Bilan Actif	*44*
Bilan Passif	*45*
Compte de résultat	*46*
Détail de l'Actif	*47*
Détail du Passif	*49*
Détail du Compte de Résultat	*50*

Attestation de présentation des comptes

Etat exprimé en **euros**

Dans le cadre de la mission de **Présentation des Comptes Annuels** de l'entreprise **SAS STOCKS DIFFUSION,** pour l'exercice du **01/07/2018 au 30/06/2019**, et conformément aux termes de ma lettre de mission et à nos accords, j'ai effectué les diligences prévues par les normes définies par l'Ordre des Experts-Comptables

A la date de mes travaux, qui ne constituent pas un audit, et à l'issue de ceux-ci, je n'ai pas relevé d'éléments remettant en cause la cohérence et la vraisemblance des Comptes Annuels.

Les Comptes Annuels ci-joints se caractérisent par les données suivantes :

Total du bilan :	**2 686 552** euros
Chiffre d'affaires :	**302 295** euros
Résultat net comptable :	**164 833** euros

Fait à SAINT DIE DES VOSGES

Le 12 Septembre 2019

Signature

Etats financiers au 30/06/2019

ETATS FISCAUX

Formulaire obligatoire (article 53 A du code général des impôts)

① BILAN - ACTIF

DGFiP N° 2050 2019

Désignation de l'entreprise : **SAS STOCKS DIFFUSION** — Durée de l'exercice exprimée en nombre de mois * : 12

Adresse de l'entreprise : 27 Rue Thiers 88100 SAINT DIE DES VOSGES — Durée de l'exercice précédent * : 12

Numéro SIRET * : 3 3 0 1 1 9 6 9 4 0 0 0 7 4 — Néant ☐ *

			Brut 1	Amortissements, provisions 2	Exercice N, clos le, 30062019 Net 3	N-1 30062018 Net 4
	Capital souscrit non appelé (I)	AA				
ACTIF IMMOBILISE * — IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	Frais d'établissement *	AB		AC		
	Frais de développement*	CX		CQ		
	Concessions, brevets et droits similaires	AF		AG		
	Fonds commercial (1)	AH		AI		
	Autres immobilisations incorporelles	AJ		AK		
	Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles	AL		AM		
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	Terrains	AN	18 000	AO	18 000	18 000
	Constructions	AP	215 023	AQ	161 622	129 366
	Installations techniques, matériel et outillage industriels	AR		AS		
	Autres immobilisations corporelles	AT	38 680	AU	12 034	17 084
	Immobilisations en cours	AV		AW		
	Avances et acomptes	AX		AY		
IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)	Participations évaluées selon la méthode de mise en équivalence	CS		CT		
	Autres participations	CU	76	CV	76	47 049
	Créances rattachées à des participations	BB	1 555	BC	1 555	1 555
	Autres titres immobilisés	BD	76	BE	76	76
	Prêts	BF	59 270	BG	59 270	82 746
	Autres immobilisations financières *	BH		BI		10 000
	TOTAL (II)	BJ	**332 681**	BK **80 046**	**252 635**	**305 876**
ACTIF CIRCULANT — STOCKS *	Matières premières, approvisionnements	BL		BM		
	En cours de production de biens	BN		BO		
	En cours de production de services	BP		BQ		
	Produits intermédiaires et finis	BR		BS		
	Marchandises	BT		BU		
	Avances et acomptes versés sur commandes	BV		BW		
CREANCES	Clients et comptes rattachés (3) *	BX	108 736	BY	108 736	68 287
	Autres créances (3)	BZ	10 904	CA	10 904	12 562
	Capital souscrit et appelé, non versé	CB		CC		
DIVERS	Valeurs mobilières de placement (dont actions propres : .....)	CD	1 354 557	CE	1 354 557	1 816 059
	Disponibilités	CF	958 799	CG	958 799	376 227
Comptes de régularisation	Charges constatées d'avance (3) *	CH	921	CI	921	952
	TOTAL (III)	CJ	**2 433 917**	CK	**2 433 917**	**2 274 087**
	Frais d'émission d'emprunt à étaler (IV)	CW				
	Primes de remboursement des obligations (V)	CM				
	Ecarts de conversion actif * (VI)	CN				
	TOTAL GENERAL (I à VI)	CO	**2 766 598**	1A **80 046**	**2 686 552**	**2 579 963**

Renvois : (1) Dont droit au bail: | (2) Part à moins d'un an des immobilisations financières nettes : CP 60 825 | (3) Part à plus d'un an : CR

Clause de réserve de propriété: * Immobilisations : | Stocks : | Créances :

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032

Formulaire obligatoire (article 53 A du Code général des impôts)

② BILAN - PASSIF avant répartition

DGFiP N° 2051 2019

Désignation de l'entreprise SAS STOCKS DIFFUSION — Néant ☐*

			Exercice N	Exercice N-1
CAPITAUX PROPRES	Capital social ou individuel (1) * (Dont versé : 1 112 500)	DA	1 112 500	1 112 500
	Primes d'émission, de fusion, d'apport, ...	DB	305 613	305 613
	Ecarts de réévaluation (2) * (dont écart d'équivalence EK)	DC		
	Réserve légale (3)	DD	150 000	150 000
	Réserves statutaires ou contractuelles	DE		
	Réserves réglementées (3)* (Dont réserve spéciale des provisions pour fluctuation des cours B1)	DF		
	Autres réserves (Dont réserve relative à l'achat d'oeuvres originales d'artistes vivants* EJ)	DG	872 682	971 585
	Report à nouveau	DH		
	RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	DI	**164 833**	**(98 903)**
	Subventions d'investissement	DJ		
	Provisions réglementées *	DK		
	TOTAL (I)	DL	**2 605 629**	**2 440 795**
Autres fonds propres	Produit des émissions de titres participatifs	DM		
	Avances conditionnées	DN		
	TOTAL (II)	DO		
Provisions pour risques et charges	Provisions pour risques	DP		
	Provisions pour charges	DQ		
	TOTAL (III)	DR		
DETTES (4)	Emprunts obligataires convertibles	DS		
	Autres emprunts obligataires	DT		
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (5)	DU	1 312	503
	Emprunts et dettes financières divers (Dont emprunts participatifs EI)	DV	1 442	56 401
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	DW		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	DX	12 744	10 188
	Dettes fiscales et sociales	DY	65 162	5 084
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	DZ		
	Autres dettes	EA	264	66 991
Compte régul.	Produits constatés d'avance (4)	EB		
	TOTAL (IV)	EC	**80 923**	**139 167**
	Ecarts de conversion passif * **(V)**	ED		
	TOTAL GENERAL (I à V)	EE	**2 686 552**	**2 579 963**

RENVOIS				
(1)	Ecart de réévaluation incorporé au capital	1B		
(2)	Dont — Réserve spéciale de réévaluation (1959)	1C		
	Dont — Ecart de réévaluation libre	1D		
	Dont — Réserve de réévaluation (1976)	1E		
(3)	Dont réserve spéciale des plus-values à long terme *	EF		
(4)	Dettes et produits constatés d'avance à moins d'un an	EG	80 923	139 167
(5)	Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP	EH	1 312	503

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032.

Formulaire obligatoire (article 53 A du Code général des impôts)

③ COMPTE DE RESULTAT DE L'EXERCICE (En liste)

DGFiP N° 2052 2019

Désignation de l'entreprise : **SAS STOCKS DIFFUSION** — Néant ☐ *

			Exercice N					Exercice (N-1)
			France		Exportations et livraisons intracommunautaires		Total	
PRODUITS D'EXPLOITATION	Ventes de marchandises *	FA		FB		FC		
	Production vendue biens*	FD		FE		FF		
	Production vendue services *	FG	302 295	FH		FI	302 295	66 788
	Chiffres d'affaires nets*	FJ	**302 295**	FK		FL	**302 295**	**66 788**
	Production stockée *					FM		
	Production immobilisée *					FN		
	Subventions d'exploitation					FO		
	Reprises sur amortissements et provisions, transfert de charges * (9)					FP		
	Autres produits (1) (11)					FQ	556	1 709
	Total des produits d'exploitation (2) (I)					FR	**302 851**	**68 496**
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats de marchandises (y compris droits de douane) *					FS		
	Variation de stock (marchandises)*					FT		
	Achats de matières premières et autres approvisionnements (y compris droits de douane) *					FU		
	Variation de stock (matières premières et approvisionnements)*					FV		
	Autres achats et charges externes (3) (6 bis) *					FW	31 795	31 963
	Impôts, taxes et versements assimilés *					FX	6 223	8 890
	Salaires et traitements *					FY	24 006	23 401
	Charges sociales (10)					FZ	8 843	8 920
	DOTATIONS D'EXPLOITATION — Sur immobilisations - dotations aux amortissements *					GA	14 593	14 089
	DOTATIONS D'EXPLOITATION — Sur immobilisations - dotations aux provisions					GB		
	DOTATIONS D'EXPLOITATION — Sur actif circulant : dotations aux provisions *					GC		
	DOTATIONS D'EXPLOITATION — Pour risques et charges : dotations aux provisions					GD		
	Autres charges (12)					GE	5	847
	Total des charges d'exploitation (4) (II)					GF	**85 464**	**88 109**
1 - RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)						GG	**217 387**	**(19 613)**
opérations en commun	Bénéfice attribué ou perte transférée * **(III)**					GH		
	Perte supportée ou bénéfice transféré * **(IV)**					GI		
PRODUITS FINANCIERS	Produits financiers de participations (5)					GJ		
	Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé (5)					GK	307	312
	Autres intérêts et produits assimilés (5)					GL	1 473	1 053
	Reprises sur provisions et transferts de charges					GM	132 006	
	Différences positives de change					GN		
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement					GO	1 401	608
	Total des produits financiers (V)					GP	**135 188**	**1 972**
CHARGES FINANCIERES	Dotations financières aux amortissements et provisions *					GQ		32 006
	Intérêts et charges assimilées (6)					GR	3	44
	Différences négatives de change					GS		
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement					GT	27 250	
	Total des charges financières (VI)					GU	**27 253**	**32 050**
2 - RESULTAT FINANCIER (V - VI)						GV	**107 934**	**(30 078)**
3 - RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS (I - II + III - IV + V - VI)						GW	**325 321**	**(49 691)**

(RENVOIS : voir tableau n° 2053) * Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032.

Formulaire obligatoire (article 53 A du Code général des impôts)

④ COMPTE DE RESULTAT DE L'EXERCICE (Suite)

DGFiP N° 2053 2019

Désignation de l'entreprise **SAS STOCKS DIFFUSION** — Néant ☐*

			Exercice N	Exercice N-1
PRODUITS EXCEPTIONNELS	Produits exceptionnels sur opérations de gestion	HA		5 068
	Produits exceptionnels sur opérations en capital *	HB	46 973	
	Reprises sur provisions et transferts de charges	HC		
	Total des produits exceptionnels (7) (VII)	HD	**46 973**	**5 068**
CHARGES EXCEPTIONNELLES	Charges exceptionnelles sur opérations de gestion (6 bis)	HE		54 280
	Charges exceptionnelles sur opérations en capital *	HF	165 230	
	Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions (6 ter)	HG		
	Total des charges exceptionnelles (7) (VIII)	HH	**165 230**	**54 280**
4 - RESULTAT EXCEPTIONNEL (VII - VIII)		HI	**(118 257)**	**(49 212)**
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise	(IX)	HJ		
Impôts sur les bénéfices *	(X)	HK	42 231	
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V + VII)		HL	**485 012**	**75 537**
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VIII + IX + X)		HM	**320 178**	**174 440**
5 - BENEFICE OU PERTE (Total des produits - Total des charges)		HN	**164 833**	**(98 903)**

RENVOIS

(1)	Dont produits nets partiels sur opérations à long terme	HO		
(2)	Dont produits de locations immobilières	HY		
	Dont produits d'exploitation afférents à des exercices antérieurs (à détailler au (8) ci-dessous)	1G		
(3)	Dont - Crédit-bail mobilier *	HP		
	Dont - Crédit-bail immobilier	HQ		
(4)	Dont charges d'exploitation afférentes à des exercices antérieurs (à détailler au (8) ci-dessous)	1H		
(5)	Dont produits concernant les entreprises liées	1J		
(6)	Dont intérêts concernant les entreprises liées	1K		
(6bis)	Dont dons faits aux organismes d'intérêt général (art. 238 bis du C.G.I.)	HX		
(6ter)	Dont amortissement des souscriptions dans des PME innovantes (art. 217 octies)	RC		
	Dont amortissement exceptionnel de 25% des constructions nouvelles (art. 39 quinquies D)	RD		
(9)	Dont transferts de charges	A1		
(10)	Dont cotisations personnelles de l'exploitant (13)	A2		
(11)	Dont redevances pour concessions de brevets, de licences (produits)	A3		
(12)	Dont redevances pour concessions de brevets, de licences (charges)	A4		
(13)	Dont primes et cotisations complémentaires personnelles : facultatives A6		obligatoires A9	

(7) Détail des produits et charges exceptionnels (Si le nombre de lignes est insuffisant, reproduire le cadre (7) et le joindre en annexe) :

	Exercice N	
	Charges exceptionnelles	Produits exceptionnels
Valeurs nettes comptables des éléments d'actifs cédés	165 230	
Produits cessions des éléments financiers		46 973

(8) Détail des produits et charges sur exercices antérieurs :

	Exercice N	
	Charges antérieures	Produits antérieurs

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032.

Formulaire obligatoire
(article 53 A du Code général des impôts)

⑤ IMMOBILISATIONS

DGFiP N° 2054 2019

(Ne pas reporter le montant des centimes)*

Désignation de l'entreprise **SAS STOCKS DIFFUSION** — Néant ☐ *

CADRE A — IMMOBILISATIONS				Valeur brute des immobilisations au début de l'exercice 1	Augmentations: Consécutives à une réévaluation pratiquée au cours de l'exercice ou résultant d'une mise en équivalence 2	Augmentations: Acquisitions, créations, apports et virements de poste à poste 3
INCORP.	Frais d'établissement et de développement **TOTAL I**		CZ		D8	D9
INCORP.	Autres postes d'immobilisations incorporelles **TOTAL II**		KD		KE	KF
CORPORELLES	Terrains		KG	18 000	KH	KI
CORPORELLES	Constructions — Sur sol propre	[Dont Composants L9]	KJ	162 000	KK	KL
CORPORELLES	Constructions — Sur sol d'autrui	[Dont Composants M1]	KM		KN	KO
CORPORELLES	Constructions — Installations générales, agencements * et aménagements des constructions	[Dont Composants M2]	KP	11 223	KQ	KR 41 800
CORPORELLES	Installations techniques, matériel et outillage industriels	[Dont Composants M3]	KS		KT	KU
CORPORELLES	Autres immobilisations corporelles — Installations générales, agencements, aménagements divers *		KV	24 114	KW	KX
CORPORELLES	Autres immobilisations corporelles — Matériel de transport *		KY		KZ	LA
CORPORELLES	Autres immobilisations corporelles — Matériel de bureau et mobilier informatique		LB	19 497	LC	LD
CORPORELLES	Autres immobilisations corporelles — Emballages récupérables et divers *		LE		LF	LG
CORPORELLES	Immobilisations corporelles en cours		LH		LI	LJ
CORPORELLES	Avances et acomptes		LK		LL	LM
CORPORELLES	**TOTAL III**		LN	**234 834**	LO	LP **41 800**
FINANCIERES	Participations évaluées par mise en équivalence		8G		8M	8T
FINANCIERES	Autres participations		8U	166 861	8V	8W
FINANCIERES	Autres titres immobilisés		1P	76	1R	1S
FINANCIERES	Prêts et autres immobilisations financières		1T	92 746	1U	1V
FINANCIERES	**TOTAL IV**		LQ	**259 683**	LR	LS
	TOTAL GENERAL (I + II + III + IV)		ØG	**494 517**	ØH	ØJ **41 800**

CADRE B — IMMOBILISATIONS			Diminutions: par virement de poste à poste 1	Diminutions: par cessions à des tiers ou mises hors service ou résultant d'une mise en équivalence 2	Valeur brute des immobilisations à la fin de l'exercice 3	Réévaluation légale * ou évaluation par mise en équivalence — Valeur d'origine des immobilisations en fin d'exercice 4
INCORP.	Frais d'établissement et de développement **TOTAL I**	IN	CØ		DØ	D7
INCORP.	Autres postes d'immobilisations incorporelles **TOTAL II**	IO	LV		LW	1X
CORPORELLES	Terrains	IP	LX		LY 18 000	LZ
CORPORELLES	Constructions — Sur sol propre	IQ	MA		MB 162 000	MC
CORPORELLES	Constructions — Sur sol d'autrui	IR	MD		ME	MF
CORPORELLES	Constructions — Inst. gales, agencts et am. des constructions	IS	MG		MH 53 023	MI
CORPORELLES	Installations techniques, matériel et outillage industriels	IT	MJ		MK	ML
CORPORELLES	Autres immobilisations corporelles — Inst. gales, agencts, aménagements divers	IU	MM		MN 24 114	MO
CORPORELLES	Autres immobilisations corporelles — Matériel de transport	IV	MP		MQ	MR
CORPORELLES	Autres immobilisations corporelles — Matériel de bureau et informatique, mobilier	IW	MS	4 931	MT 14 566	MU
CORPORELLES	Autres immobilisations corporelles — Emballages récupérables et divers *	IX	MV		MW	MX
CORPORELLES	Immobilisations corporelles en cours	MY	MZ		NA	NB
CORPORELLES	Avances et acomptes	NC	ND		NE	NF
CORPORELLES	**TOTAL III**	IY	NG	**4 931**	NH **271 703**	NI
FINANCIERES	Participations évaluées par mise en équivalence	IZ	ØU		M7	ØW
FINANCIERES	Autres participations	IØ	ØX	165 230	ØY 1 631	ØZ
FINANCIERES	Autres titres immobilisés	I1	2B		2C 76	2D
FINANCIERES	Prêts et autres immobilisations financières	I2	2E	33 476	2F 59 270	2G
FINANCIERES	**TOTAL IV**	I3	NJ	**198 705**	NK **60 978**	2H
	TOTAL GENERAL (I + II + III + IV)	I4	ØK	**203 636**	ØL **332 681**	ØM

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032.

DGFiP N° 2055 2019

(6)

AMORTISSEMENTS

Formulaire obligatoire (article 53 A du Code général des impôts)

Désignation de l'entreprise : **SAS STOCKS DIFFUSION** — Néant ☐ *

CADRE A — SITUATIONS ET MOUVEMENTS DE L'EXERCICE DES AMORTISSEMENTS TECHNIQUES (OU VENANT EN DIMINUTION DE L'ACTIF) *

IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES		Montant des amortissements au début de l'exercice		Augmentations : dotations de l'exercice		Diminutions : amortissements afférents aux éléments sortis de l'actif et reprises		Montant des amortissements à la fin de l'exercice	
Frais d'établissement et de développement — TOTAL I		CY		EL		EM		EN	
Autres immobilisations incorporelles — TOTAL II		PE		PF		PG		PH	
Terrains		PI		PJ		PK		PL	
Constructions	Sur sol propre	PM	33 480	PN	8 100	PO		PQ	41 580
	Sur sol d'autrui	PR		PS		PT		PU	
	Inst. générales, agencements et aménagements des constructions	PV	10 377	PW	1 443	PX		PY	11 821
Installations techniques, matériel et outillage industriels		PZ		QA		QB		QC	
Autres immobilisations corporelles	Inst. générales, agencements, aménagements divers	QD	8 230	QE	3 849	QF		QG	12 080
	Matériel de transport	QH		QI		QJ		QK	
	Matériel de bureau et informatique, mobilier	QL	18 297	QM	1 200	QN	4 931	QO	14 566
	Emballages récupérables et divers	QP		QR		QS		QT	
TOTAL III		QU	**70 385**	QV	**14 593**	QW	**4 931**	QX	**80 046**
TOTAL GENERAL (I + II + III)		ØN	**70 385**	ØP	**14 593**	ØQ	**4 931**	ØR	**80 046**

CADRE B — VENTILATION DES MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORTISSEMENTS DEROGATOIRES

Immobilisations amortissables		DOTATIONS Colonne 1 Différentiel de durée et autres		DOTATIONS Colonne 2 Mode dégressif		DOTATIONS Colonne 3 Amortissement fiscal exceptionnel		REPRISES Colonne 4 Différentiel de durée et autres		REPRISES Colonne 5 Mode dégressif		REPRISES Colonne 6 Amortissement fiscal exceptionnel		Mouvement net des amortissements à la fin de l'exercice	
Frais établissements — TOTAL I		M9		N1		N2		N3		N4		N5		N6	
Autres immob. incorporelles — TOTAL II		N7		N8		P6		P7		P8		P9		Q1	
Terrains		Q2		Q3		Q4		Q5		Q6		Q7		Q8	
Constructions	Sur sol propre	Q9		R1		R2		R3		R4		R5		R6	
	Sur sol d'autrui	R7		R8		R9		S1		S2		S3		S4	
	Inst. gales, agenc et am. des const.	S5		S6		S7		S8		S9		T1		T2	
Inst. techniques mat. et outillage		T3		T4		T5		T6		T7		T8		T9	
Autres immob. corporelles	Inst. gales, agenc am. divers	U1		U2		U3		U4		U5		U6		U7	
	Matériel de transport	U8		U9		V1		V2		V3		V4		V5	
	Mat. bureau et inform. mobilier	V6		V7		V8		V9		W1		W2		W3	
	Emballages récup. et divers	W4		W5		W6		W7		W8		W9		X1	
TOTAL III		X2		X3		X4		X5		X6		X7		X8	
Frais d'acquisition de titres de participations TOTAL IV		NL						NM						NO	
Total général (I + II + III + IV)		NP		NQ		NR		NS		NT		NU		NV	
Total général non ventilé (NP + NQ + NR)	NW		Total général non ventilé (NS + NT + NU)	NY				Total général non ventilé (NW - NY)	NZ						

CADRE C

MOUVEMENTS DE L'EXERCICE AFFECTANT LES CHARGES REPARTIES SUR PLUSIEURS EXERCICES *	Montant net au début de l'exercice	Augmentations	Dotations de l'exercice aux amortissements		Montant net à la fin de l'exercice	
Frais d'émission d'emprunt à étaler			Z9		Z8	
Primes de remboursement des obligations			SP		SR	

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032.

Formulaire obligatoire (article 53 A du Code général des impôts)

⑦ PROVISIONS INSCRITES AU BILAN

DGFiP N° 2056 2019

Désignation de l'entreprise : **SAS STOCKS DIFFUSION** — Néant ☐ *

	Nature des provisions		Montant au début de l'exercice 1		AUGMENTATIONS: Dotations de l'exercice 2		DIMINUTIONS: Reprises de l'exercice 3		Montant à la fin de l'exercice 4	
Provisions réglementées	Provisions pour reconstitution des gisements miniers et pétroliers *	3T		TA		TB		TC		
	Provisions pour investissement (art. 237 bis A-II) *	3U		TD		TE		TF		
	Provisions pour hausse des prix (1) *	3V		TG		TH		TI		
	Amortissements dérogatoires	3X		TM		TN		TO		
	Dont majorations exceptionnelles de 30%	D3		D4		D5		D6		
	Provisions pour prêts d'installation (art. 39 quinquies H du CGI)	IJ		IK		IL		IM		
	Autres provisions réglementées (1)	3Y		TP		TQ		TR		
	TOTAL I	3Z		TS		TT		TU		
Provisions pour risques et charges	Provisions pour litiges	4A		4B		4C		4D		
	Provisions pour garanties données aux clients	4E		4F		4G		4H		
	Provisions pour pertes sur marchés à terme	4J		4K		4L		4M		
	Provisions pour amendes et pénalités	4N		4P		4R		4S		
	Provisions pour pertes de change	4T		4U		4V		4W		
	Provisions pour pensions et obligations similaires	4X		4Y		4Z		5A		
	Provisions pour impôts (1)	5B		5C		5D		5E		
	Provisions pour renouvellement des immobilisations *	5F		5H		5J		5K		
	Provisions pour gros entretien et grandes révisions	EO		EP		EQ		ER		
	Provisions pour charges sociales et fiscales sur congés à payer *	5R		5S		5T		5U		
	Autres provisions pour risques et charges (1)	5V		5W		5X		5Y		
	TOTAL II	5Z		TV		TW		TX		
Provisions pour dépréciation	sur immobilisations - incorporelles	6A		6B		6C		6D		
	sur immobilisations - corporelles	6E		6F		6G		6H		
	sur immobilisations - titres mis en équivalence	Ø2		Ø3		Ø4		Ø5		
	sur immobilisations - titres de participation	9U	118 257	9V		9W	118 257	9X		
	sur immobilisations - autres immobilisations financières (1) *	Ø6		Ø7		Ø8		Ø9		
	Sur stocks et en cours	6N		6P		6R		6S		
	Sur comptes clients	6T		6U		6V		6W		
	Autres provisions pour dépréciation (1) *	6X	13 749	6Y		6Z	13 749	7A		
	TOTAL III	7B	**132 006**	TY		TZ	**132 006**	UA		
	TOTAL GENERAL (I + II + III)	7C	**132 006**	UB		UC	**132 006**	UD		
	Dont dotations et reprises - d'exploitation			UE		UF				
	Dont dotations et reprises - financières			UG		UH	132 006			
	Dont dotations et reprises - exceptionnelles			UJ		UK				

Titres mis en équivalence : montant de la dépréciation à la clôture de l'exercice calculé selon les règles prévues à l'article 39-1-5e du C.G.I. — 10

(1) à détailler sur feuillet séparé selon l'année de constitution de la provision ou selon l'objet de la provision.

NOTA : Les charges à payer ne doivent pas être mentionnées sur ce tableau mais être ventilées sur l'état détaillé des charges à payer dont la production est prévue par l'article 38 II de l'annexe III au CGI.

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032.

2056 - Détail des autres provisions pour dépréciation au 30/06/2019

Libellé	Montant début exercice	Augmentation	Diminution	Montant fin exercice
Dépréciation des VMP	13 749		13 749	
Totalisation	**13 749**		**13 749**	

Formulaire obligatoire (article 53 A du Code général des impôts)

(8) ETAT DES ECHEANCES DES CREANCES ET DES DETTES A LA CLOTURE DE L'EXERCICE*

DGFiP N° 2057 2019

Désignation de l'entreprise : **SAS STOCKS DIFFUSION** — Néant ☐ *

CADRE A — ETAT DES CREANCES

			Montant brut 1		A 1 an au plus 2		A plus d'un an 3
DE L'ACTIF IMMOBILISE	Créances rattachées à des participations	UL	1 555	UM	1 555	UN	
	Prêts (1) (2)	UP	59 270	UR	59 270	US	
	Autres immobilisations financières	UT		UV		UW	
DE L'ACTIF CIRCULANT	Clients douteux ou litigieux	VA					
	Autres créances clients	UX	108 736		108 736		
	Créance représentative de titres prêtés ou remis en garantie * (Provision pour dépréciation antérieurement constituée * UO)	Z1					
	Personnel et comptes rattachés	UY					
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	UZ					
	Etat et autres collectivités publiques — Impôts sur les bénéfices	VM					
	Etat et autres collectivités publiques — Taxe sur la valeur ajoutée	VB	10 904		10 904		
	Etat et autres collectivités publiques — Autres impôts, taxes et versements assimilés	VN					
	Etat et autres collectivités publiques — Divers	VP					
	Groupe et associés (2)	VC					
	Débiteurs divers (dont créances relatives à des opérations de pension de titres)	VR					
	Charges constatées d'avance	VS	921		921		
	TOTAUX	VT	**181 386**	VU	**181 386**	VV	
RENVOIS (1) Montant des	- Prêts accordés en cours d'exercice	VD					
	- Remboursements obtenus en cours d'exercice	VE	23 476				
(2)	Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques)	VF					

CADRE B — ETAT DES DETTES

			Montant brut 1	A 1 an au plus 2	A plus d'1 an et 5 ans au plus 3	A plus de 5 ans 4
Emprunts obligataires convertibles (1)		7Y				
Autres emprunts obligataires (1)		7Z				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (1)	à 1 an maximum à l'origine	VG	1 312	1 312		
	à plus d' 1 an à l'origine	VH				
Emprunts et dettes financières divers (1) (2)		8A				
Fournisseurs et comptes rattachés		8B	12 744	12 744		
Personnel et comptes rattachés		8C	259	259		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux		8D	1 349	1 349		
Etat et autres collectivités publiques	Impôts sur les bénéfices	8E	42 124	42 124		
	Taxe sur la valeur ajoutée	VW	18 123	18 123		
	Obligations cautionnées	VX				
	Autres impôts, taxes et assimilés	VQ	3 307	3 307		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		8J				
Groupe et associés (2)		VI	1 442	1 442		
Autres dettes (dont dettes relatives à des opérations de pension de titres)		8K	264	264		
Dette représentative de titres empruntés ou remis en garantie *		Z2				
Produits constatés d'avance		8L				
TOTAUX		VY	**80 923**	VZ **80 923**		
RENVOIS (1) Emprunts souscrits en cours d'exercice		VJ		(2) Montant des divers emprunts et dettes contractés auprès des associés personnes physiques	VL	1 442
Emprunts remboursés en cours d'exercice		VK				

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n°2032.

Formulaire obligatoire (article 53 A du Code général des impôts)

9 DETERMINATION DU RESULTAT FISCAL

DGFiP N° 2058-A 2019

Désignation de l'entreprise : **SAS STOCKS DIFFUSION** — Néant ☐ *

Exercice N, clos le : **30062019**

I. REINTEGRATIONS

	BENEFICE COMPTABLE DE L'EXERCICE						WA	164 833
Charges non admises en déduction du résultat fiscal	Rémunération du travail de l'exploitant ou des associés (entreprises à l'IR)						WB	
	Avantages personnels non déductibles* (sauf amortissements à porter ligne ci-dessous)	WD		Amortissements excédentaires (art. 39-4 du C.G.I.) et autres amortissements non déductibles	WE		XE	
	Autres charges et dépenses somptuaires (art. 39-4 du C.G.I.)	WF		Taxe sur les véhicules des sociétés (entreprises à l'IS)	WG			
	Fraction des loyers à reintégrer dans le cadre d'un crédit bail immobilier et de levée d'option	RA		Part des loyers dispensée de reintégration (art. 239 sexies D)	RB			
	Provisions et charges à payer non déductibles (cf tableau 2058-B, cadre III)	WI		Charges à payer liées à des états et territoires non coopératifs non déductibles (cf 2067-BIS)	XX		XW	
	Amendes et pénalités	WJ		Charges financières (art.212 bis) *	XZ			
	Réintégrations prévues à l'article 155 du CGI*						XY	
	Impôt sur les sociétés (cf. page 9 de la notice 2032)						I7	42 231
	Quote-part — Bénéfices réalisés par une société de personnes ou un GIE	WL		Résultats bénéficiaires visés à l'article 209 B du CGI	L7		K7	
Régimes d'imposition particuliers et impositions différées	Moins-values nettes a long terme — imposées au taux de 15 % ou de 19 % (12,8 % pour les entreprises à l'impôt sur le revenu)						I8	
	Moins-values nettes a long terme — imposées au taux de 0 %						ZN	
	Fraction imposable des plus-values réalisées au cours d'exercices antérieurs * — Plus-values nettes à court terme						WN	
	Fraction imposable des plus-values réalisées au cours d'exercices antérieurs * — Plus-values soumises au régime des fusions						WO	
	Ecarts de valeurs liquidatives sur OPCVM * (entreprises à l'IS)						XR	60 360
	Réintégrations diverses à détailler sur feuillet séparé DONT* — Intérêts excédentaires (art. 39-1-3e et 212 du C.G.I.)	SU		Zones d'entreprises * (activité exonérée)	SW		WQ	
	Réintégrations diverses à détailler sur feuillet séparé DONT* — Déficits étrangers antérieurement déduit par les PME (art.209C)	SX		Quote-part de 12 % des plus-values à taux zéro	M8			
	Réintégration des charges affectées aux activités éligibles au régime de taxation au tonnage						Y1	
	Résultat fiscal afférent à l'activité relevant du régime optionnel de taxation au tonnage						Y3	
	TOTAL I						WR	**267 424**

II. DEDUCTIONS

	PERTE COMPTABLE DE L'EXERCICE						WS	
	Quote-part dans les pertes subies par une société de personnes ou un G.I.E. *						WT	
	Provisions et charges à payer non déductibles, antérieurement taxées, et réintégrées dans les résultats comptables de l'exercice (cf tableau 2058-B , cadre III)						WU	
Régimes d'imposition particuliers et impositions différées	Plus-values nettes à long terme — imposées au taux de 15 % (12,8 % pour les entreprises soumises à l'impôt sur le revenu)						WV	
	Plus-values nettes à long terme — imposées au taux de 0 %						WH	
	Plus-values nettes à long terme — imposées au taux de 19 %						WP	
	Plus-values nettes à long terme — imputées sur les moins-values nettes à long terme antérieures						WW	
	Plus-values nettes à long terme — imputées sur les déficits antérieurs						XB	
	Autres plus-values imposées au taux de 19 %						I6	
	Fraction des plus values nettes à court terme de l'exercice dont l'imposition est différée *						WZ	
	Régime des sociétés mères et des filiales * Produit net des actions et parts d'intérêts : Quote-part de frais et charges restant imposable à déduire des produits nets de participation	2A					XA	
Mesures d'incitation	Déduction autorisée au titre des investissements réalisés dans les collectivités d'Outre-mer * .						ZY	
	Majoration d'amortissement *						XD	
	Abattement sur le bénéfice et exonérations * — Entreprises nouvelles - (Reprise d'entreprises en difficultés 44 septies)	K9		Entreprises nouvelles 44 sexies	L2		XF	
	Jeunes entreprises innovantes (art. 44 sexies A)	L5						
	Pôle de compétitivité hors CICE (art. 44 undecies)	L6		Société investissement immobilier cotées (art. 208C)	K3			
	Zone de restructuration de la défense (44 terdecies)	PA						
	Zone franche urbaine-TE (art. 44 octies et octies A)	ØV		Bassin d'emploi à redynamiser (art. 44 duodecies)	1F			
	Zone franche d'activité (art. 44 quaterdecies)	XC						
	Bassin urbain à dynamiser (art. 44 sexdecies)	PP		Zone de revitalisation rurale (art. 44 quindecies)				
	Zone de revitalisation rurale (art. 44 quindecies)	PC						
	Ecarts de valeurs liquidatives sur OPCVM * (entreprises à l'IS)						XS	50 030
	Déductions diverses à détailler sur feuillet séparé — Dont déduction exceptionnelle pour investissement	X9		Créance dégagée par le report en arrière de déficit	ZI		XG	44
	Déductions des produits affectés aux activités éligibles au régime de taxation au tonnage						Y2	
	TOTAL II						XH	**50 074**

III. RESULTAT FISCAL

Résultat fiscal avant imputation des déficits reportables :	bénéfice (I moins II)	XI	**217 350**	
	déficit (II moins I)			XJ
Déficit de l'exercice reporté en arrière (entreprises à l'IS)*		ZL		
Déficits antérieurs imputés sur les résultats de l'exercice (entreprises à l'IS)*				XL 48 828
RESULTAT FISCAL	**BENEFICE**(ligne XN) ou **DEFICIT**reportable en avant (ligne XO)	XN	**168 522**	XO **0**

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032.

2058A - Déductions diverses
au 30/06/2019

Libellé	Montant
CICE	44
Totalisation	**44**

Formulaire obligatoire (article 53 A du Code général des impôts)

(10) DEFICITS, INDEMNITES POUR CONGES A PAYER ET PROVISIONS NON DEDUCTIBLES

DGFiP N° 2058-B 2019

Désignation de l'entreprise **SAS STOCKS DIFFUSION** — Néant [X] *

I. SUIVI DES DEFICITS

Déficits restant à reporter au titre de l'exercice précédent (1)	K4	48 828
Déficits imputés (total lignes XB et XL du tableau 2058A)	K5	48 828
Déficits reportables (différence K4 - K5)	K6	
Déficit de l'exercice (tableau 2058-A, ligne XO)	YJ	
Total des déficits restant à reporter (somme K6 + YJ)	YK	

II. INDEMNITES POUR CONGES A PAYER, CHARGES SOCIALES ET FISCALES CORRESPONDANTES

Montant déductible correspondant aux droits acquis par les salariés pour les entreprises placées sous le régime de l'article 39-1. 1e bis Al. 1er du CGI, dotations de l'exercice	ZT	282

III. PROVISIONS ET CHARGES A PAYER, NON DEDUCTIBLES POUR L'ASSIETTE DE L'IMPOT

(à détailler sur feuillet séparé)	Dotations de l'exercice		Reprises sur l'exercice	
Indemnités pour congés à payer, charges sociales et fiscales correspondantes non déductibles pour les entreprises placées sous le régime de l'article 39-1. 1e bis Al. 2 du CGI *	ZV		ZW	
Provisions pour risques et charges *				
	8X		8Y	
	8Z		9A	
	9B		9C	
Provisions pour dépréciation *				
	9D		9E	
	9F		9G	
	9H		9J	
Charges à payer				
	9K		9L	
	9M		9N	
	9P		9R	
	9S		9T	
TOTAUX (YN = ZV à 9S) et (YO = ZW à 9T) à reporter au tableau 2058-A :	YN	ligne WI	YO	ligne WU

CONSEQUENCE DE LA METHODE PAR COMPOSANTS (art.237 septies du CGI)

Montant de la réintégration ou de la déduction	Montant au début de l'exercice		Imputations	Montant net à la fin de l'exercice
	L1			

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n°2032.

(1) Cette case correspond au montant porté sur la ligne YK du tableau 2058 B déposé au titre de l'exercice précédent.

Formulaire obligatoire (article 53 A du Code général des impôts)

(11) **TABLEAU D'AFFECTATION DU RESULTAT ET RENSEIGNEMENTS DIVERS**

DGFiP N° 2058-C 2019

Désignation de l'entreprise : **SAS STOCKS DIFFUSION** — Néant ☐ *

ORIGINES (1)

Report à nouveau figurant au bilan de l'exercice antérieur à celui pour lequel la déclaration est établie	ØC	
Résultat de l'exercice précédant celui pour lequel la déclaration est établie	ØD	(98 903)
Prélèvements sur les réserves	ØE	
TOTAL I	ØF	**(98 903)**

AFFECTATIONS (1)

Affectations aux réserves - Réserve légale	ZB	
Affectations aux réserves - Autres réserves	ZD	(98 903)
Dividendes	ZE	
Autres répartitions	ZF	
Report à nouveau (NB : le total I doit nécessairement être égal au total II)	ZG	
TOTAL II	ZH	**(98 903)**

RENSEIGNEMENTS DIVERS

			Exercice N :	Exercice N-1 :
ENGAGEMENTS	- Engagements de crédit-bail mobilier (précisez le prix de revient des biens pris en crédit-bail J7)	YQ		
	- Engagements de crédit-bail immobilier	YR		
	- Effets portés à l'escompte et non échus	YS		
DETAILS DES POSTES — AUTRES ACHATS ET CHARGES EXTERNES	- Sous-traitance	YT		680
	- Locations, charges locatives et de copropriété (dont montant des loyers des biens pris en location pour une durée > 6 mois J8 9 900)	XQ	9 900	
	- Personnel extérieur à l'entreprise	YU		
	- Rémunérations d'intermédiaires et honoraires (hors rétrocessions)	SS	6 448	14 360
	- Rétrocessions d'honoraires, commissions et courtages	YV		
	- Autres comptes (dont cotisations versées aux organisations syndicales et professionnelles ES)	ST	15 447	16 922
	Total du poste correspondant à la ligne FW du tableau n° 2052	ZJ	**31 795**	**31 963**
DETAILS DES POSTES — IMPOTS ET TAXES	- Taxe professionnelle *, CFE, CVAE	YW	369	240
	- Autres impôts, taxes et versements assimilés (dont taxe intérieure sur les produits pétroliers ZS)	9Z	5 854	8 650
	Total du compte correspondant à la ligne FX du tableau n° 2052	YX	**6 223**	**8 890**
T.V.A.	- Montant de la T.V.A. collectée	YY	42 884	12 810
	- Montant de la T.V.A. déductible comptabilisée au cours de l'exercice au titre des biens et services ne constituant pas des immobilisations	YZ	14 907	3 870
DIVERS	- Montant brut des salaires (cf. dernière déclaration annuelle souscrite au titre des salaires DADS 1, ou modèle 2460 de 2018) *	ØB		
	- Montant de la plus value constatée en franchise d'impôt lors de la première option pour le régime simplifié d'imposition *	ØS		
	- Taux d'intérêt le plus élevé servi aux associés à raison des sommes mises à la disposition de la société *	ZK	%	%

- Numéro de centre de gestion agréé * XP
- Filiales et participations (Liste au 2059-G prévu par art.38 II de l'ann.III au CGI) Si oui cocher 1 Sinon 0 — ZR : 1
- Aides perçues ayant donné droit à la réduction d'impôt prévue au 4 de l'article 238 bis du CGI pour l'entreprise donatrice — RG
- Montant de l'investissement reçu qui a donné lieu à amortissement exceptionnel chez l'entreprise investisseur dans le cadre de l'article 217 octies du CGI — RH

REGIME DE GROUPE *

Société : résultat comme si elle n'avait jamais été membre du groupe	JA		Plus-values à 15%	JK		Plus-values à 0%	JL	
			Plus-values à 19%	JM		Imputations	JC	
Groupe : résultat d'ensemble.	JD		Plus-values à 15%	JN		Plus-values à 0%	JO	
			Plus-values à 19%	JP		Imputations	JF	

Si vous relevez du régime de groupe : indiquer 1 si société mère, 2 si société filiale — JH

N° SIRET de la société mère du groupe — JJ

(1) Entreprises soumises à l'impôt sur les sociétés.
Ce cadre est destiné à faire apparaître l'origine et le montant des sommes distribuées ou mises en réserve au cours de l'exercice dont les résultats font l'objet de la déclaration.
Il ne concerne donc pas, en principe, les résultats de cet exercice mais ceux des exercices antérieurs, qu'ils aient ou non déjà fait l'objet d'une précédente affectation.

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032 (et dans la notice n° 2058-NOT pour le régime de groupe).

Formulaire obligatoire (article 53 A du code général des impôts)

(12) **DETERMINATION DES PLUS ET MOINS-VALUES**

DGFiP N° 2059-A 2019

Désignation de l'entreprise : **SAS STOCKS DIFFUSION** — Néant ☐ *

A - DETERMINATION DE LA VALEUR RESIDUELLE

		Nature et date d'acquisition des éléments cédés * ①	Valeur d'origine * ②	Valeur nette réévaluée * ③	Amortissements pratiqués en franchise d'impôt ④	Autres amortissements * ⑤	Valeur résiduelle ⑥
I - Immobilisations *	1	Ensemble mobilier 13102004	4 931		4 931		
	2	Titres Basik 21021997	165 230				165 230
	3						
	4						
	5						
	6						
	7						
	8						
	9						
	10						
	11						
	12						

B - PLUS-VALUES, MOINS-VALUES

		Prix de vente ⑦	Montant global de la plus-value ou de la moins-value ⑧	Qualification fiscale des plus et moins-values réalisées * : Court terme ⑨	Long terme ⑩ 19%	Long terme ⑩ 15% ou 12,80%	Long terme ⑩ 0%	Plus-value taxables à 19% (1) ⑪
I - Immobilisations *	1							
	2	46 973	(118 257)				(118 257)	
	3							
	4							
	5							
	6							
	7							
	8							
	9							
	10							
	11							
	12							
II - Autres éléments	13	Fraction résiduelle de la provision spéciale de réévaluation afférente aux éléments cédés		+				
	14	Amortissements irrégulièrement différés se rapportant aux éléments cédés		+				
	15	Amortissements afférents aux éléments cédés mais exclus des charges déductibles par une disposition légale		+				
	16	Amortissements non pratiqués en comptabilité et correspondant à la déduction fiscale pour investissement, définie par les lois de 1966, 1968 et 1975, effectivement utilisée		+				
	17	Résultats nets de concession ou de sous concession de licences d'exploitation de brevets faisant partie de l'actif immobilisé et n'ayant pas été acquis à titre onéreux depuis moins de deux ans						
	18	Provisions pour dépréciation des titres relevant du régime des plus ou moins-values à long terme devenues sans objet au cours de l'exercice					118 257	
	19	Dotations de l'exercice aux comptes de provisions pour dépréciation des titres relevant du régime des plus ou moins-values à long terme						
	20	Divers (détail à donner sur une note annexe)*						
		CADRE A : plus ou moins value nette à court terme (total algébrique des lignes 1 à 20 de la colonne (9))						
		CADRE B : plus ou moins value nette à long terme (total algébrique des lignes 1 à 20 de la colonne (10))		(A)		(B) (Ventilation par taux)		
		CADRE C : autres plus-values taxables à 19% (11)						(C)

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032

(1) Ces plus-values sont imposables au taux de 19% en application des articles 238 bis JA, 208 C et 210 E du CGI.

Formulaire obligatoire (article 53 A du Code général des impôts)

(13) **AFFECTATION DES PLUS-VALUES A COURT TERME ET DES PLUS-VALUES DE FUSION OU D'APPORT**

DGFiP N° 2059-B 2019

Désignation de l'entreprise : **SAS STOCKS DIFFUSION** — Néant ☒ *

A ELEMENTS ASSUJETTIS AU REGIME FISCAL DES PLUS-VALUES A COURT TERME

(à l'exclusion des plus-values de fusion dont l'imposition est prise en charge par les sociétés absorbantes) (cf. cadre B)

Origine		Montant net des plus-values réalisées *	Montant antérieurement réintégré	Montant compris dans le résultat de l'exercice	Montant restant à réintégrer
Plus-values réalisées au cours de l'exercice	Imposition répartie sur 3 ans (entreprises à l'IR)				
	sur 10 ans				
	sur une durée différente (art. 39 quaterdecies 1 ter et 1 quater CGI)				
	TOTAL 1				

	Imposition répartie		Montant net des plus-values réalisées à l'origine	Montant antérieurement réintégré	Montant rapporté au résultat de l'exercice	Montant restant à réintégrer
Plus-values réalisées au cours des exercices antérieurs	sur 3 ans au titre de	N - 1				
		N - 2				
	Sur 10 ans ou sur une durée différente (art. 39 quaterdecies 1ter et 1 quater du CGI) (à préciser) au titre de :	N - 1				
		N - 2				
		N - 3				
		N - 4				
		N - 5				
		N - 6				
		N - 7				
		N - 8				
		N - 9				
	TOTAL 2					

B PLUS-VALUES REINTEGREES DANS LES RESULTATS DES SOCIETES BENEFICIAIRES DES APPORTS

Cette rubrique ne comprend pas les plus-values afférentes aux biens non amortissables ou taxées lors des opérations de fusion ou d'apport.

☐ Plus-values de fusion,d'apport partiel ou de scission (personnes morales soumises à l'impôt sur les sociétés seulement)

☐ Plus-values d'apport à une société d'une activité professionnelle exercée à titre individuel (toutes sociétés)

Origine des plus-values et date des fusions ou des apports	Montant net des plus-values réalisées à l'origine	Montant antérieurement réintégré	Montant rapporté au résultat de l'exercice	Montant restant à réintégrer
TOTAL				

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032

(14) **SUIVI DES MOINS-VALUES A LONG TERME**

DGFiP N° 2059-C 2019

Formulaire obligatoire (article 53 A du Code général des impôts)

Désignation de l'entreprise : **SAS STOCKS DIFFUSION** Néant [X] *

(1) Entreprises soumises à l'impôt sur les sociétés.
(2) Entreprises soumises à l'impôt sur le revenu.

Rappel de la plus ou moins-value de l'exercice relevant du taux de 15 % (1) ou 12,80 % (2) .	
Gains nets retirés de la cession de titre de sociétés à prépondérance immobilières non cotées exclus du régime du long terme (art.219 I a sexies-0 bis du CGI) (1) *.	
Gains nets retirés de la cession de certains titres dont le prix de revient est supérieur à 22,8 M€ (art. 219 I a sexies-0 du CGI) (1) *.	

I - SUIVI DES MOINS-VALUES DES ENTREPRISES SOUMISES A L'IMPOT SUR LE REVENU

Origine ①		Moins-values à 12,80 % ②	Imputations sur les plus-values à long terme de l'exercice imposables à 12,80 % ③	Solde des moins-values à 12,80 % ④
Moins-values nettes	N			
Moins-values nettes à long terme subies au cours des dix exercices antérieurs (montants restant à déduire à la clôture du dernier exercice)	N - 1			
	N - 2			
	N - 3			
	N - 4			
	N - 5			
	N - 6			
	N - 7			
	N - 8			
	N - 9			
	N - 10			

II - SUIVI DES MOINS-VALUES A LONG TERME DES ENTREPRISES SOUMISES A L'IMPOT SUR LES SOCIETES *

Origine ①		Moins-values			Imputations sur les plus-values à long terme	Imputations sur le résultat de l'exercice	Solde des moins-values à reporter col.⑦ = ② + ③ + ④ - ⑤ - ⑥
		A 19 %, 16,5% (1) ou à 15 % ②	A 19 % ou 15 % imputables sur le résultat de l'exercice (article 219 I a sexies-0 du CGI) ③	A 19 % ou 15 % imputables sur le résultat de l'exercice (article 219 I a sexies-0 bis du CGI) ④	A 15 % Ou A 16,5 %(1) ⑤	⑥	⑦
Moins-values nettes	N						
Moins-values nettes à long terme subies au cours des dix exercices antérieurs (montants restant à déduire à la clôture du dernier exercice)	N - 1						
	N - 2						
	N - 3						
	N - 4						
	N - 5						
	N - 6						
	N - 7						
	N - 8						
	N - 9						
	N - 10						

(1) Les plus-values et les moins-values à long terme afférentes aux titres de SPI cotées imposables à l'impôt sur les sociétés relèvent du taux de 16,5% (article 219I a du CGI), pour les exercices ouverts à compter du 31 décembre 2007.

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032

formulaire obligatoire
(article 53 A du Code
général des Impôts)

(15) **RESERVE SPECIALE DES PLUS-VALUES A LONG TERME**
RESERVE SPECIALE DES PROVISIONS POUR FLUCTUATION DES COURS

DGFiP N° 2059-D 2019

(personnes morales soumises à l'impôt sur les sociétés seulement)*

Désignation de l'entreprise : **SAS STOCKS DIFFUSION** — Néant ☒ *

I SITUATION DU COMPTE AFFECTE A L'ENREGISTREMENT DE LA RESERVE SPECIALE POUR L'EXERCICE N

		Sous-comptes de la réserve spéciale des plus-values à long terme				
		taxées à 10 %	taxées à 15 %	taxées à 18 %	taxées à 19 %	taxées à 25 %
Montant de la réserve spéciale à la clôture de l'exercice précédent (N-1)	1					
Réserves figurant au bilan des sociétés absorbées au cours de l'exercice	2					
TOTAL (ligne 1 et 2)	3					
Prélèvements opérés - donnant lieu à complément d'impôt sur les sociétés	4					
Prélèvements opérés - ne donnant pas lieu à complément d'impôt sur les sociétés	5					
TOTAL (ligne 4 et 5)	6					
Montant de la réserve spéciale à la clôture de l'exercice (ligne 3 - ligne 6)	7					

II RESERVE SPECIALE DES PROVISIONS POUR FLUCTUATION DES COURS* (5°, 6°, 7° alinéas de l'art. 39.1-5° du CGI)

montant de la réserve à l'ouverture de l'exercice ①	réserve figurant au bilan des sociétés absorbées au cours de l'année ②	montants prélevés sur la réserve		montant de la réserve à la clôture de l'exercice ⑤
		donnant lieu à complément d'impôt ③	ne donnant pas lieu à complément d'impôt ④	

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032.

(16)

Formulaire obligatoire (article 53 A du code général des impôts)

DETERMINATION DES EFFECTIFS ET DE LA VALEUR AJOUTEE

DGFiP N° 2059-E 2019

Désignation de l'entreprise : **SAS STOCKS DIFFUSION** — Néant ☐ *

Exercice ouvert le : **01072018** et clos le : **30062019** — Durée en nombre de mois **12**

DECLARATION DES EFFECTIFS

Effectifs moyens du personnel	YP	1
dont apprentis	YF	
dont handicapés	YG	
Effectifs affectés à l'activité artisanale	RL	

I - Chiffre d'affaire de référence CVAE

Ventes de produits fabriqués, prestations de services et marchandises	OA	302 295
Redevances pour concessions, brevets, licences et assimilés	OK	
Plus-values de cession d'éléments d'immobilisations corporelles et incorporelles, si rattachées à une activité normale et courante	OL	
Refacturations de frais inscrits au compte de transfert de charges	OT	
TOTAL 1	OX	**302 295**

II - Autres produits à retenir pour le calcul de la valeur ajoutée

Autres produits de gestion courante hors quote-parts de résultat sur opérations faites en commun	OH	556
Production immobilisée à hauteur des seules charges déductibles ayant concouru à sa formation	OE	
Subventions d'exploitation reçues	OF	
Variation positive des stocks	OD	
Transferts de charges déductibles de la valeur ajoutée	OI	
Rentrées sur créances amorties lorsqu'elles se rapportent au résultat d'exploitation	XT	
TOTAL 2	OM	**556**

III - Charges à retenir pour le calcul de la valeur ajoutée

Achats	ON	1 792
Variation négative des stocks	OQ	
Services extérieurs, à l'exception des loyers et redevances	OR	20 103
Loyers et redevances, à l'exception de ceux afférents à des immobilisations corporelles mises à disposition dans le cadre d'une convention de location-gérance ou de crédit-bail ou encore d'une convention de location de plus de 6 mois	OS	
Taxes déductibles de la valeur ajoutée	OZ	
Autres charges de gestion courante hors quote-parts de résultat sur opérations faites en commun	OW	5
Charges déductibles de la valeur ajoutée afférente à la production immobilisée déclarée	OU	
Fraction déductible de la valeur ajoutée des dotations aux amortissements afférentes à des immobilisations corporelles mises à disposition dans le cadre d'une convention de location-gérance ou de crédit-bail ou encore d'une convention de location de plus de 6 mois	O9	
Moins-values de cession d'éléments d'immobilisations corporelles et incorporelles, si attachées à une activité normale et courante	OY	
TOTAL 3	OJ	**21 900**

IV - Valeur ajoutée produite

Calcul de la Valeur Ajoutée **TOTAL 1 + TOTAL 2 - TOTAL 3**	OG	**280 952**

V - Cotisation sur la Valeur ajoutée des Entreprises

Valeur ajoutée assujettie à la CVAE (reporter sur les 1330-CVAE pour les multi-établissements et sur les 1329-AC et 1329-DEF)	SA	280 952

Cadre réservé au mono établissement au sens de la CVAE

Si vous êtes assujettis à la CVAE et êtes un monoétablissement au sens de la CVAE, compléter le cadre ci-dessous et la donnée de la ligne SA (ci-dessus), vous serez alors dispensé du dépôt de la déclaration n° 1330 CVAE.

MONO ETABLISSEMENT au sens de la CVAE	EV	X	
Chiffre d'affaires de référence CVAE	GX		302 295
Effectifs au sens de la CVAE	EY		1
Chiffre d'affaires du groupe économique (art. 223 A du CGI)	HX		
Période de référence	GY	01/07/2018	GZ 30/06/2019
Date de cessation (de l'activité soumise à la CVAE)	HR		

DGFiP N° 2059-F 2019

(17) COMPOSITION DU CAPITAL SOCIAL

Formulaire obligatoire
(art. 38 de l'ann. III au C.G.I.)

N° de dépôt

(liste des personnes ou groupements de personnes de droit ou de fait détenant directement au moins 10% du capital de la société)

1/2 (1) Néant ☐ *

EXERCICE CLOS LE 30/06/2019 N° SIRET 33011969400074

DENOMINATION DE L'ENTREPRISE **SAS STOCKS DIFFUSION**

ADRESSE (voie) **27 Rue Thiers**

CODE POSTAL **88100** VILLE **SAINT DIE DES VOSGES**

Nombre total d'associés ou actionnaires personnes morales de l'entreprise	P1		Nombre total de parts ou d'actions correspondantes	P3	
Nombre total d'associés ou actionnaires personnes physiques de l'entreprise	P2	4	Nombre total de parts ou d'actions correspondantes	P4	2 225

I. CAPITAL DETENU PAR LES PERSONNES MORALES :

Forme juridique | Dénomination | N° SIREN (si société établie en France) | % de détention | Nb de parts ou actions | Adresse : N° | Voie | Code postal | Commune | Pays

Forme juridique | Dénomination | N° SIREN (si société établie en France) | % de détention | Nb de parts ou actions | Adresse : N° | Voie | Code postal | Commune | Pays

Forme juridique | Dénomination | N° SIREN (si société établie en France) | % de détention | Nb de parts ou actions | Adresse : N° | Voie | Code postal | Commune | Pays

Forme juridique | Dénomination | N° SIREN (si société établie en France) | % de détention | Nb de parts ou actions | Adresse : N° | Voie | Code postal | Commune | Pays

II. CAPITAL DETENU PAR LES PERSONNES PHYSIQUES :

Titre (2) **M** Nom patronymique **GOUGENHEIM** Prénom(s) **GUY**
Nom marital | % de détention **99,87** Nb de parts ou actions **2 222**
Naissance : Date **08051947** N° département **87** Commune **LIMOGES** Pays **FRANCE**
Adresse : N° Voie **ROUTE DE NAYEMONT LES FOSSES**
Code postal **88100** Commune **SAINT DIE DES VOSGES** Pays **FRANCE**

Titre (2) **M** Nom patronymique **GOUGENHEIM** Prénom(s) **HERVE**
Nom marital | % de détention **0,04** Nb de parts ou actions **1**
Naissance : Date **30121971** N° département **88** Commune **SAINT-DIE-DES-VOSGES** Pays **FRANCE**
Adresse : N° Voie **LE MOULIN DES PRES**
Code postal **52200** Commune **PERRANCEY LES VIEUX MOUL** Pays **FRANCE**

(1) Lorsque le nombre d'associés excède le nombre de lignes de l'imprimé, utiliser un ou plusieurs tableaux supplémentaires. Dans ce cas, il convient de numéroter chaque tableau en haut et à gauche de la case prévue à cet effet et de porter le nombre total de tableaux souscrits en bas à droite de cette même case.
(2) Indiquer : M pour Monsieur, MME pour Madame ou MLE pour Mademoiselle.
* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032

DGFiP N° 2059-F 2019

(17) COMPOSITION DU CAPITAL SOCIAL

Formulaire obligatoire
(art. 38 de l'ann. III au C.G.I.)

N° de dépôt

(liste des personnes ou groupements de personnes de droit ou de fait détenant directement au moins 10% du capital de la société)

2/2 (1)

Néant ☐ *

EXERCICE CLOS LE 30/06/2019

N° SIRET 33011969400074

DENOMINATION DE L'ENTREPRISE **SAS STOCKS DIFFUSION**

ADRESSE (voie) **27 Rue Thiers**

CODE POSTAL **88100** VILLE **SAINT DIE DES VOSGES**

Nombre total d'associés ou actionnaires personnes morales de l'entreprise	P1		Nombre total de parts ou d'actions correspondantes	P3	
Nombre total d'associés ou actionnaires personnes physiques de l'entreprise	P2	4	Nombre total de parts ou d'actions correspondantes	P4	2 225

I. CAPITAL DETENU PAR LES PERSONNES MORALES :

Forme juridique | Dénomination | N° SIREN (si société établie en France) | % de détention | Nb de parts ou actions

Adresse : N° | Voie | Code postal | Commune | Pays

Forme juridique | Dénomination | N° SIREN (si société établie en France) | % de détention | Nb de parts ou actions

Adresse : N° | Voie | Code postal | Commune | Pays

Forme juridique | Dénomination | N° SIREN (si société établie en France) | % de détention | Nb de parts ou actions

Adresse : N° | Voie | Code postal | Commune | Pays

Forme juridique | Dénomination | N° SIREN (si société établie en France) | % de détention | Nb de parts ou actions

Adresse : N° | Voie | Code postal | Commune | Pays

II. CAPITAL DETENU PAR LES PERSONNES PHYSIQUES :

Titre (2) **MME** Nom patronymique **FRESSE** Prénom(s) **MARTINE**

Nom marital **GOUGENHEIM** % de détention **0,04** Nb de parts ou actions **1**

Naissance : Date **20061947** N° département **88** Commune **SAINT-DIE-DES-VOSGES** Pays **FRANCE**

Adresse : N° **50** Voie **ROUTE DE NAYEMEONT LES FOSSES**

Code postal **88100** Commune **ST DIE DES VOSGES** Pays **FRANCE**

Titre (2) **MME** Nom patronymique **GOUGENHEIM** Prénom(s) **ISABELLE**

Nom marital **STARKMANN** % de détention **0,04** Nb de parts ou actions **1**

Naissance : Date **15011970** N° département **57** Commune **SARREGUEMINES** Pays **FRANCE**

Adresse : N° **1 942** Voie **NORTH FRANCISCO APP 1S**

Code postal **60647** Commune **CHICAGO** Pays **ETATS-UNIS**

(1) Lorsque le nombre d'associés excède le nombre de lignes de l'imprimé, utiliser un ou plusieurs tableaux supplémentaires. Dans ce cas, il convient de numéroter chaque tableau en haut et à gauche de la case prévue à cet effet et de porter le nombre total de tableaux souscrits en bas à droite de cette même case.

(2) Indiquer : M pour Monsieur, MME pour Madame ou MLE pour Mademoiselle.

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032

Formulaire obligatoire (art. 223 du Code général des impôts)

Liberté · Égalité · Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

N° 2065-SD
(2019)

Direction Générale des Finances Publiques

IMPOT SUR LES SOCIETES

Timbre à date du service

Exercice ouvert le **01072018** et clos le **30062019** — Régime simplifié d'imposition ☐ — Régime réel normal ☒

Déclaration souscrite pour le résultat d'ensemble de groupe ☐ — Si PME innovante ☐ — Si option pour le régime optionnel de taxation au tonnage art. 209-0 B (entreprises de transport maritime) ☐

Adresse du service où doit être déposée cette déclaration :
SIE SAINT-DIE DES VOSGES
PLACE JULES FERRY- BP263
88107 SAINT-DIE DES VOSGES CEDEX

Adresse du déclarant (quand celle-ci est différente de l'adresse du destinataire) et/ou adresse du siège social si elle est différente du principal établissement :

A IDENTIFICATION

Identification du destinataire :
SAS STOCKS DIFFUSION
27 Rue Thiers

88100 SAINT DIE DES VOSGES

651	477875	33011969400074
Insp. IFU	N° dossier	N° Siret

Préciser éventuellement : l'ancienne adresse en cas de changement :

B ACTIVITE

Activités exercées (souligner l'activité principale) :
Autres commerces de détail en
Si vous avez changé d'activité, cochez la case ☐

REGIME FISCAL DES GROUPES

Les entreprises placées sous le régime des groupes de sociétés, doivent déposer cette déclaration en deux exemplaires. (Article 223 A à U du CGI)

- Date d'entrée dans le groupe de la société déclarante :
- Pour les sociétés filiales, désignation, adresse du lieu d'imposition et n° d' identification de la société mère.

n° SIRET

C RECAPITULATION DES ELEMENTS D'IMPOSITION (cf.notice)

1 Résultat fiscal — Bénéfice imposable au taux de 33 1/3 % ou au taux de 31 % | Bénéfice imposable au taux de 28% : 130 402 | Bénéfice imposable au taux de 15% : 38 120 | Déficit (report de la ligne XO du 2058A ou 372 du 2033B)

2 Plus-values — Plus-values à long terme imposables au taux de 15% | Résultat net de la concession et de la sous-concession de licences d'exploitation de brevets au taux de 15% (ligne 17 du tableau n° 2059-A ou 391 du 2033-C) (sous déduction du montant imposé à 15% du cadre I)

Plus-values à long terme imposables au taux de 19% | Autres plus-values imposables au taux de 19% | Plus-values à long terme imposables aux taux de 0% | Plus-values exonérées art.238 quindecies

3 Abattements et exonérations notamment en faveur des entreprises nouvelles ou implantées en zones d'entreprises ou zones franches
(cocher la case selon le cas). Ces montants ne doivent pas être retranchés des résultats mentionnés en C-1 et C-2

Entreprises nouvelles art. 44 sexies ☐ — Jeunes entreprises innovantes ☐ — Zones franches urbaines Territoire entrepreneur art 44 octies A ☐ — Pôle de compétitivité ☐

Entreprises nouvelles art.44 septies ☐ — Zones franches d'activité art.44 quaterdecies ☐ — Autres dispositifs ☐ — Zone de restructuration de la défense art 44 terdecies ☐

Bassins urbains à dynamiser (BUD) art.44 sexdecies ☐ — Bénéfice ou déficit exonéré (indiquez + ou - selon le cas) — Plus-values exonérées relevant du taux à 15%

Sociétés d'investissements immobiliers cotées ☐

4 Option pour le crédit d'impôt outre-mer dans le secteur productif art. 244 quater W ☐ — dans le secteur du logement social art. 244 quater X ☐

D IMPUTATIONS (cf. la notice de la déclaration 2065)

Les crédits d'impôt indiqués aux 1 et 2 ci-dessous ne sont imputables que pour partie s'ils n'ont pas été comptabilisés par l'entreprise (66,66 %).

1 Au titre des revenus mobiliers de source française ou étrangère, ayant donné lieu à la délivrance d'un certificat de crédit d'impôt
Impôt déjà versé au Trésor (Crédit d'impôt) indiqué sur les certificats joints au relevé de solde d'impôt sur les sociétés ou afférent aux primes de remboursement

2 Au titre des revenus auxquels est attaché, en vertu d'une convention fiscale conclue avec un Etat étranger, un territoire ou une collectivité territoriale d'Outre-Mer, un crédit d'impôt représentatif de l'impôt de cet Etat, territoire ou collectivité. — Total figurant en cartouche au cadre VII de l'imprimé n° 2066

E CONTRIBUTION ANNUELLE SUR LES REVENUS LOCATIFS (cf. notice)

Recettes nettes soumises à la contribution 2,50 %

F ENTREPRISES SOUMISES OU DÉSIGNEES AU DÉPOT DE LA DÉCLARATION PAYS PAR PAYS

1- Si vous êtes l'entreprise tête de groupe soumise à l'obligation de dépôt de la déclaration pays par pays n°2258-SD (article 223 quinquies C-1-1 du CGI) ☐

2- Si vous êtes la société tête de groupe et que vous avez désigné une autre entité du groupe pour souscrire la déclaration n° 2258-SD, indiquer le nom, adresse et numéro d'identification fiscale de l'entité désignée :

3- Si vous êtes l'entreprise désignée au dépôt de la déclaration n° 2258-SD par la société tête de groupe (art. 223 quinquies C-1-2) ☐
Dans ce cas, veuillez indiquer le nom, adresse et numéro d'identification fiscale de la société tête de groupe :

G COMPTABILITÉ INFORMATISÉE

L'entreprise dispose-t-elle d'une comptabilité informatisée ? **OUI** — Si oui, indication du logiciel utilisé : **ComptabiliteExpert**

OGA/OMGA ☐ — Viseur conventionné ☐

Nom, adresse, téléphone :

- Professionnel de l'expertise comptable : S	SOFILOR	19 avenue de la Fontenelle 88100 SAINT DIE	03 29 56 11 36
- Conseil : S	JEANNEL	7 quai Jeanne d'Arc 88100 SAINT-DIE DES VOSGES	03.29.55.55.50

- CGA/OMGA ou viseur conventionné : N° d'agrément

A SAINT-DIE, le 12092019

Signature et qualité du déclarant
Mr GOUGENHEIM PRESIDENT

MINISTÈRE DE L'ACTION ET DES COMPTES PUBLICS

Formulaire obligatoire (art. 223 du Code général des impôts)

IMPOT SUR LES SOCIETES
ANNEXE A LA DECLARATION N° 2065

N° 2065 Bis-SD (2019)

(A ne remplir que sur les exemplaires "en continu")

Désignation de l'entreprise et date de clôture de l'exercice: SAS STOCKS DIFFUSION 30062019

H REPARTITION DES PRODUITS DES ACTIONS ET PARTS SOCIALES, AINSI QUE DES REVENUS ASSIMILES DISTRIBUES

1. Montant global brut des distributions correspondant aux intérêts, dividendes, revenus et autres produits des actions et parts sociales payables aux associés, actionnaires et porteurs de parts	Payées par la société elle-même	(a)	
	Payées par un établissement chargé du service des titres	(b)	
2. Montant des distributions correspondant à des rémunérations ou avantages dont la société ne désigne pas le(les) bénéficiaire(s)		(c)	
3. Montant des prêts, avances ou acomptes consentis aux associés, actionnaires et porteurs de parts, soit directement, soit par personnes interposées		(d)	
4. Montant des distributions autres que celles visées en (a),(b),(c) et (d) ci-dessus (A préciser par nature sur les lignes e à h)		(e)	
		(f)	
		(g)	
		(h)	
5. Montant des revenus distribués éligibles à l'abattement de 40% prévu au 2° du 3 de l'article 158 du CGI		(i)	
6. Montant des revenus distribués non éligibles à l'abattement de 40% prévu au 2° du 3 de l'article 158 du CGI		(j)	
7. Montant des revenus répartis		total (a à h)	

I REMUNERATIONS NETTES VERSEES AUX MEMBRES DE CERTAINES SOCIETES

Nom prénoms, domicile et qualité (art. 48-1 à 6 ann. III au CGI) : - SARL - tous les associés ; - SCA - associés gérants ; - SNC ou SCS - associés en nom ou commandités ; - SEP et sté de copropriétaires de navires - associés, gérants ou coparticipants	Pour les SARL Nombre de parts sociales appartenant à chaque associé en toute propriété ou en usufruit	Sommes versées, au cours de la période retenue pour l'assiette de l'impôt sur les sociétés, à chaque associé, gérant ou non, désigné col. 1, à titre de traitements, émoluments, indemnités, remboursements forfaitaires de frais ou autres rémunérations de ses fonctions dans la société. Année au cours de laquelle le versement a été effectué	Montant des sommes versées : à titre de traitements émoluments et indemnités proprement dits	à titre de frais de représentation, de mission et de déplacement : Indemnités forfaitaires	à titre de frais de représentation, de mission et de déplacement : Remboursements	à titre de frais professionnels autres que ceux visés dans les colonnes 5 et 6 : Indemnités forfaitaires	à titre de frais professionnels autres que ceux visés dans les colonnes 5 et 6 : Remboursements
1	2	3	4	5	6	7	8

Formulaire obligatoire
(art. 223 du Code général des impôts)

IMPOT SUR LES SOCIETES
ANNEXE A LA DECLARATION N° 2065

N° 2065 Bis-SD (SUITE)
(2019)

(A ne remplir que sur les exemplaires "en continu")

Désignation de l'entreprise : SAS STOCKS DIFFUSION
et Date de clôture de l'exercice : 30062019

J DIVERS

NOM ET ADRESSE DU PROPRIETAIRE DU FONDS (en cas de gérance libre)

ADRESSES DES AUTRES ETABLISSEMENTS (Si ce cadre est insuffisant, joindre un état du même modèle)

CADRE NE CONCERNANT QUE LES ENTREPRISES PLACEES SOUS LE REGIME SIMPLIFIE D'IMPOSITION

REMUNERATIONS	Montant brut des salaires (à l'exclusion des sommes comprises dans les DSN et versées aux apprentis sous contrat et aux handicapés, figurant sur les DSN de 2018, montant total des bases brutes fiscales. Ils doivent être majorés, le cas échéant, des indemnités exonérées de la taxe sur les salaires, telles notamment les sommes portées au titre de la contribution de l'employeur à l'acquisition des chèques-vacances par les salariés.	
	Rétrocessions d'honoraires, de commissions et de courtages	

CE CADRE NE CONCERNE QUE LES ENTREPRISES PLACEES SOUS LE REGIME SIMPLIFIE D'IMPOSITION

MOINS-VALUES A LONG TERME (MVLT) (voir les explications figurant sur la notice)

	Taux de 15 % (art. 219 I a *ter* et a *quater* du CGI)
MVLT restant à reporter à l'ouverture de l'exercice	
MVLT imputée sur les PVLT de l'exercice	
MVLT réalisée au cours de l'exercice	
MVLT restant à reporter	

Liberté·Egalité·Fraternité
REPUBLIQUE FRANÇAISE

N° 2069-RCI-SD
(2019)

Formulaire obligatoire

DIRECTION GENERALE DES FINANCES PUBLIQUES
REDUCTION ET CREDIT D'IMPOT DE L'EXERCICE

Exercice clos le 30/06/2019 — **Au titre de l'année civile** 2018 — Néant ☐

Dénomination de l'entreprise	SAS STOCKS DIFFUSION	N° Siren :330119694
Adresse	27 Rue Thiers 88100 SAINT DIE DES VOSGES	

Société bénéficiant du régime fiscal des groupes de sociétés ☐ — PME au sens communautaire ☐

Dénomination de la société mère		N° Siren :
Adresse		

Crédit d'impôt	Montant
I - REDUCTIONS ET CREDITS D'IMPOT DISPENSES DE DECLARATION SPECIALE	
CIC - Crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi	107
Réduction d'impôt en faveur du mécenat - montant des dons et versements consentis à des organismes dont le siége est situé au sein de l'UE ou de l'EEE	

Crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (complément)	**hors DOM**	**situé dans les DOM**
dont crédit d'impôt relatif aux rému. versées à des salariés affectés à des exploitations situées dans les DOM		
Dont préfinancement		
Montant total des rémunérations versées n'excédant pas 2,5 SMIC et ouvrant droit à crédit d'impôt	1 785	
Montant des rémunérations éligibles à la majoration pour les salariés des professions pour lesquelles le paiement des congés et des charges sur les indemnités de congés est mutualisé entre les employeurs affiliés obligatoirement aux caisses de compensation prévue à l'article L. 3141-30 du code du travail (secteurs du BTP, des transports, des spectacles et des dockers).		
Quote-part de crédit d'impôt résultant de la participation de l'entreprise dans des sociétés de personnes ou groupements assimilés		

II - CREDITS D'IMPOT AVEC DEPOT OBLIGATOIRE D'UNE DECLARATION SPECIALE	
Crédit d'impôt en faveur de la recherche - dont montant du crédit d'impôt pour les dépenses situées dans les DOM	
PRECISIONS SUR L'UTILISATION DES CREDITS D'IMPOTS (Utilisation de la valeur AUT « Autres crédits d'impôts)	
III - CAS PARTICULIERS	
Crédit d'impôt déposé en cas de cessation au titre de l'année N	
Crédit d'impôt déposé au titre de l'année civile N-2, N-1 en cas d'exercice de plus de 12 mois	

Liberté·Egalité·Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

N°2079-CICE-FC-SD

DIRECTION GENERALE DES FINANCES PUBLIQUES

CREDIT D'IMPOT POUR LA COMPETITIVITE ET L'EMPLOI

(article 244 quater C du Code Général des Impôts)
Dépenses engagées au titre de l'année civile 2 018
FICHE D'AIDE AU CALCUL

Ce formulaire ne constitue pas une déclaration. Il n'a pas à être transmis spontanément à l'administration. La déclaration des réductions et crédits d'impôt n° 2069-RCI-SD constitue le support déclaratif du crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi.

Exercice ouvert le **01072018** Clos le **30062019**

Nom et prénoms ou dénomination et adresse de l'entreprise	N° SIREN de l'entreprise
	330119694
SAS STOCKS DIFFUSION **27 Rue Thiers** **88100 SAINT DIE DES VOSGES**	Ancienne adresse (en cas de changement) :

Sociétés bénéficiant du régime fiscal des groupes de sociétés (article 223 A du CGI)		**Désignation et adresse de la société mère :**	N° SIREN de la société mère

I - CALCUL DU CREDIT D'IMPOT		**ANNEE CIVILE 2 018**
Montant total des rémunérations versées n'excédant pas 2,5 SMIC et ouvrant droit à crédit d'impôt (reporter le montant cumulé figurant sur le bordereau récapitulatif de cotisation (BRC) ou la déclaration unifiée de cotisations sociales (DUCS) ou la déclaration trimestrielle de salaires (DTS) relatif au dernier mois ou au dernier trimestre de l'année) [1]	1	1 785
Montant du crédit d'impôt (ligne 1 x 6,00 %) [2]	2	107
Montant des rémunérations éligibles à la majoration pour les salariés des professions pour lesquelles le paiement des congés et des charges sur les indemnités de congés est mutualisé entre les employeurs affiliés obligatoirement aux caisses de compensation prévue à l'article L. 3141-30 du code du travail [3] (secteurs du BTP, des transports, des spectacles et des dockers).	3a	
Montant de la majoration prévue à l'article L. 3141-30 du code du travail ((ligne 3a x 6,00 %) x 10/90)	3b	
Montant du crédit d'impôt majoré (ligne 2 + ligne 3b)	4	107
Quote-part de crédit d'impôt résultant de la participation de l'entreprise dans des sociétés de personnes ou groupements assimilés (reporter le montant indiqué ligne 7)	5	
Montant total du crédit d'impôt (ligne 2 ou ligne 4 + ligne 5)	6	107

II - CADRE A SERVIR PAR LES ENTREPRISES DECLARANTES QUI DETIENNENT DES PARTICIPATIONS DANS DES SOCIETES DE PERSONNES OU GROUPEMENTS ASSIMILES NON SOUMIS A L'IMPOT SUR LES SOCIETES

Nom et adresse des sociétés de personnes ou groupements assimilés et n° SIREN	Montant total du crédit d'impôt 1	Montant de la créance "en germe" cédée (préfinancement) 2	% de droits détenus dans la société 3	Quote part du crédit d'impôt (1-2) x 3
			TOTAL 7	

[1] Les entreprises éligibles au CICE sont tenues de s'acquitter de leurs obligations déclaratives à la fois auprès des organismes collecteurs des cotisations sociales et auprès de l'administration fiscale.

[2] Pour les rémunérations versées en 2018 à des salariés affectés à des exploitations situées dans les départements d'outre-mer, le taux est fixé à 9 %

[3] Cf § 55 du BOI-BIC-RICI-10-150-20.

III – CADRE A SERVIR POUR LA REPARTITION DU CREDIT D'IMPOT ENTRE LES ASSOCIES MEMBRES DE SOCIETE DE PERSONNES OU GROUPEMENTS ASSIMILES NON SOUMIS A L'IMPOT SUR LES SOCIETES

Nom et adresse des associés membres de sociétés de personnes ou groupements assimilés et n° SIREN (pour les entreprises)	Montant total du crédit d'impôt 1	Montant de la créance "en germe" cédée (préfinancement) 2	% de droits détenus dans la société 3	Quote part du crédit d'impôt (1-2) x 3
			TOTAL	

IV - UTILISATION DE LA CREANCE

IV-1. Détermination du montant du crédit d'impôt disponible pour l'entreprise (sociétés soumises à l'impôt sur les sociétés et les entreprises individuelles relevant de l'impôt sur le revenu) :

Cas général		
Montant du crédit d'impôt (hors quote-part résultant de la participation de l'entreprise dans des sociétés de personnes ou groupements assimilés) (report de la ligne 2 ou de la ligne 4)	8	107
Montant cédé à un établissement de crédit au titre du préfinancement [3]	9	
Montant du crédit d'impôt disponible *Reporter en ligne 10 :* *- le résultat du calcul (ligne 8 - ligne 9) s'il est positif ;* *- zéro si le résultat du calcul (ligne 8 - ligne 9) est négatif ou égal à zéro.*	10	107
Montant total du crédit d'impôt disponible (incluant la quote-part résultant de la participation de l'entreprise dans des sociétés de personnes ou groupements assimilés) (ligne 7 du cadre II + ligne 10)	11	107

Cas particulier des sociétés relevant du régime de groupe (à compléter exclusivement par la société mère)		
Montant total du crédit d'impôt du groupe (totalisation de l'ensemble des montants de CICE des sociétés du groupe)	12	
Montant cédé à un établissement de crédit au titre du préfinancement [3]	13	
Montant du crédit d'impôt disponible *Reporter en ligne 14 :* *- le résultat du calcul (ligne 12 - ligne 13) s'il est positif* *- zéro si le résultat du calcul (ligne 12 - ligne 13) est négatif ou égal à zéro.*	14	
Montant total du crédit d'impôt disponible (incluant la quote-part résultant de la participation des entreprises dans des sociétés de personnes ou groupements assimilés) [(totalisation de la ligne 7 de l'ensemble des déclarations du groupe) + ligne 14]	15	

IV-2. Entreprises à l'impôt sur les sociétés :

Montant imputé sur l'impôt sur les sociétés (dans la limite du montant de l'impôt dû et du crédit d'impôt déterminé ligne 11 ou ligne 15)	16	107
Montant restant à imputer sur l'impôt éventuellement dû des 3 années suivantes (cas général) ou dont la restitution (cas particuliers des entreprises nouvelles, jeunes entreprises innovantes et PME au sens communautaire et entreprises en procédure collective) est à demander sur le formulaire n°2573-SD	17	

- Pour les sociétés hors régime de groupe :
Les montants déterminés lignes 1, 3a, 5 et 6 doivent être reportés sur la déclaration n°2069-RCI-SD et ceux déterminés lignes 6 et 9 sur le relevé de solde n° 2572-SD.

- Pour la société mère d'un groupe de sociétés :
Les montants déterminés lignes 1, 3a, 5 et 6 doivent être reportés sur la déclaration n°2069-RCI-SD et ceux déterminés lignes 12 et 13 sur le relevé de solde n° 2572-SD.

- Pour les sociétés filiales d'un groupe de sociétés :
Les montants déterminés lignes 1, 3a, 5 et 6 doivent être reportés sur la déclaration n°2069-RCI-SD

[3] Il convient de porter le montant total de la créance cédée, et non le montant de l'avance reçue.

Etats financiers au 30/06/2019

ANNEXE

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en **euros**

Les comptes annuels de l'exercice ont été élaborés et présentés conformément aux règles générales applicables en la matière et dans le respect du principe de prudence.

Le bilan de l'exercice présente un total de **2 686 552** euros.

Le compte de résultat, présenté sous forme de liste, affiche un total **produits** de **485 012** euros et un total **charges** de **320 178** euros,dégageant ainsi un **résultat** de **164 833** euros.

L'exercice considéré débute le **01/07/2018** et finit le **30/06/2019.**
Il a une durée de **12** mois.

Les conventions générales comptables ont été appliquées conformément aux hypothèses de base :

- Fin de l'exploitation des magasins. Nouvelle activité de gestion immobilière et participations
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre.
- indépendance des exercices.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les principales méthodes utilisées sont :

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée de vie prévue :

- Agencemts et amenagts des constructions 4 à 20 ans
- Mobilier de bureau 5 à 10 ans

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en **euros**

Participation, autres titres immobilisés, valeurs mobilières de placement

La société Basik diffusion a été liquidée en date du 20 septembre 2018

Créances et dettes

Les créances et les dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.
Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.
Les créances clients présentées dans le tableau de financement, ont été retenues pour leur valeur brute, conformément aux principes comptables.

CICE

Le montant de l'exercice clos le 30/06/2019 s'élève à 44 € et est utilisé principalement pour les investissements.

ANNEXE - Elément 6.14

Capital social

Etat exprimé en **euros**	30/06/2019	Nombre	Val. Nominale	Montant
ACTIONS / PARTS SOCIALES				
	Du capital social début exercice	2 225,00	500,0000	1 112 500,00
	Emises pendant l'exercice		0,0000	
	Remboursées pendant l'exercice		0,0000	
	Du capital social fin d'exercice	**2 225,00**	**500,0000**	**1 112 500,00**

ANNEXE - Elément 8

Engagements financiers

Etat exprimé en **euros**	30/06/2019	Engagements financiers donnés	Engagements financiers reçus
Effets escomptés non échus			
Avals, cautions et garanties			
Engagements de crédit-bail			
Engagements en pensions, retraite et assimilés			
Valeur actuelle probable des indemnités à verser (IDR)		89	
		89	
Autres engagements			
Total des engagements financiers (1)		**89**	
(1) Dont concernant :			
Les dirigeants			
Les filiales			
Les participations			
Les autres entreprises liées			

Etats financiers au 30/06/2019

DOSSIER DE GESTION

Soldes Intermédiaires de Gestion

Etat exprimé en **euros**

	01/07/2018 30/06/2019	12 mois	01/07/2017 30/06/2018	12 mois	01/07/2016 30/06/2017	12 mois
CHIFFRE D'AFFAIRES	**302 295**	*100,00*	**66 788**	*100,00*	**59 404**	*100,00*
Ventes de marchandises						
- Achats de marchandises						
- Variation stocks de marchandises						
MARGE COMMERCIALE (a)						
Production vendue	302 295	*100,00*	66 788	*100,00*	59 404	*100,00*
+ Variation production stockée						
+ Production immobilisée						
PRODUCTION DE L'EXERCICE	**302 295**	*100,00*	**66 788**	*100,00*	**59 404**	*100,00*
- Achats stockés approvisionnement						
- Variation des stocks et approvisionnement						
- Achats de sous-traitance directe						
MARGE BRUTE PRODUCTION (b)	**302 295**	*100,00*	**66 788**	*100,00*	**59 404**	*100,00*
MARGES (Commerciale + Production)	**302 295**	*100,00*	**66 788**	*100,00*	**59 404**	*100,00*
- Achats non stockés (c)	1 792	*0,59*	1 947	*2,92*	2 459	*4,14*
- Autres charges externes (c)	30 003	*9,92*	30 015	*44,94*	32 257	*54,30*
VALEUR AJOUTEE PRODUITE (a+b-c)	**270 500**	*89,48*	**34 825**	*52,14*	**24 688**	*41,56*
+ Subventions d'exploitation						
- Impôts, taxes sur rémunérations	376	*0,12*	365	*0,55*	718	*1,21*
- Autres impôts et taxes	5 847	*1,93*	8 525	*12,76*	227	*0,38*
- Salaires et traitements	24 006	*7,94*	23 401	*35,04*	23 228	*39,10*
- Charges sociales	8 843	*2,93*	8 920	*13,36*	8 791	*14,80*
EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION	**231 429**	*76,56*	**(6 386)**	*-9,56*	**(8 276)**	*-13,93*
+ Reprises sur amortissements et provisions						
+ Autres produits d'exploitation	556	*0,18*	1 709	*2,56*	442	*0,74*
+ Transfert de charges d'exploitation					428	*0,72*
- Dotations aux amort.,dépréciations et provisions	14 593	*4,83*	14 089	*21,10*	13 972	*23,52*
- Autres charges de gestion courante	5		847	*1,27*	39	*0,07*
RESULTAT EXPLOITATION	**217 387**	*71,91*	**(19 613)**	*-29,37*	**(21 416)**	*-36,05*
Bénéfice-perte sur opérations en commun						
+ Produits financiers	135 188	*44,72*	1 972	*2,95*	6 033	*10,16*
- Charges financières	27 253	*9,02*	32 050	*47,99*	102 630	*172,77*
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS	**325 321**	*107,62*	**(49 691)**	*-74,40*	**(118 013)**	*-198,6*
Produits exceptionnels	46 973	*15,54*	5 068	*7,59*	12 781	*21,51*
- Charges exceptionnelles	165 230	*54,66*	54 280	*81,27*	9 924	*16,71*
RESULTAT EXCEPTIONNEL	**(118 257)**	*-39,12*	**(49 212)**	*-73,68*	**2 856**	*4,81*
- Participation des salariés						
- Impôts sur les bénéfices	42 231	*13,97*			551	*0,93*
RESULTAT DE L'EXERCICE	**164 833**	*54,53*	**(98 903)**	*-148,0*	**(115 708)**	*-194,7*

Détail des Soldes Intermédiaires

Etat exprimé en **euros**		01/07/2018 30/06/2019 — 12 mois		01/07/2017 30/06/2018 — 12 mois		Variations	%
Montant net du chiffre d'affaires		**302 295,46**	*100,00*	**66 787,67**	*100,00*	**235 507,79**	*352,62*
Marge commerciale							
Production vendue Services		**302 295,46**	*100,00*	**66 787,67**	*100,00*	**235 507,79**	*352,62*
70820000	COMMISSIONS ET COURTAGES	254 540,00	*84,20*			254 540,00	
70831000	CONSEIL ET ASSISTANCE TECHNIQU						
70832000	LOCATION EPINAL DIFFUSION	14 763,34	*4,88*	14 413,93	*21,58*	349,41	*2,42*
70833000	EPINAL DIFFUSION REFACT CHARGE	5 668,00	*1,87*	8 785,00	*13,15*	(3 117,00)	*-35,48*
70836000	PRESTATIONS DE SERVICES	27 324,12	*9,04*	43 588,74	*65,26*	(16 264,62)	*-37,31*
Production de l'exercice		**302 295,46**	*100,00*	**66 787,67**	*100,00*	**235 507,79**	*352,62*
Marge brute de production		**302 295,46**	*100,00*	**66 787,67**	*100,00*	**235 507,79**	*352,62*
Production de l'exercice + Marge commerciale		**302 295,46**	*100,00*	**66 787,67**	*100,00*	**235 507,79**	*352,62*
Achats non stockés matières et fournitures		**1 792,18**	*0,59*	**1 947,40**	*2,92*	**(155,22)**	*-7,97*
60615200	EAU SN						
60619100	EDF GDF SD	627,24	*0,21*	599,46	*0,90*	27,78	*4,63*
60619200	EAU SD						
60639000	ACH.FOURN.PETIT OUT.SD	45,66	*0,02*	431,97	*0,65*	(386,31)	*-89,43*
60649000	ACH.FOURN.BUREAU SD	1 119,28	*0,37*	915,97	*1,37*	203,31	*22,20*
Autres charges externes		**30 002,81**	*9,92*	**30 015,14**	*44,94*	**(12,33)**	*-0,04*
61100100	NETTOYAGE SD			680,00	*1,02*	(680,00)	*-100,00*
61320700	LOC RUE THIERS SAINT DIE	9 900,00	*3,27*			9 900,00	
61553100	ENT.MAT.BUREAU SD	278,50	*0,09*	46,50	*0,07*	232,00	*498,92*
61554000	ENT.A.A.I.CH			556,00	*0,83*	(556,00)	*-100,00*
61554100	ENT.A.A.I.SD	150,00	*0,05*			150,00	
61559016	ENT.DIVERS EP						
61610100	ASS.MULTIRISQUE SD	1 466,13	*0,48*	1 334,18	*2,00*	131,95	*9,89*
61810000	DOCUMENTATION GENERALE			22,20	*0,03*	(22,20)	*-100,00*
62110600	GARDIENNAGE EP						
62260000	HONORAIRES.D'ENSEMBLE	6 405,00	*2,12*	14 107,09	*21,12*	(7 702,09)	*-54,60*
62270000	FRAIS ACTES ET CONTENTIEUX.	43,10	*0,01*	253,27	*0,38*	(210,17)	*-82,98*
62310100	PUBLICITE SD			1 076,39	*1,61*	(1 076,39)	*-100,00*
62340000	CADEAUX	83,33	*0,03*			83,33	
62380100	DONS,POURBOIRES	220,00	*0,07*			220,00	
62510000	VOYAGES ET DEPLACEMENTS	2 215,90	*0,73*	1 931,85	*2,89*	284,05	*14,70*
62511000	FRAIS DEPLACEMENT GG	4 308,71	*1,43*	4 020,61	*6,02*	288,10	*7,17*
62570000	RECEPTIONS	596,10	*0,20*	316,46	*0,47*	279,64	*88,37*
62610100	TIMBRES SD	479,72	*0,16*	745,90	*1,12*	(266,18)	*-35,69*
62620100	TELEPHONE SD	1 749,05	*0,58*	1 556,70	*2,33*	192,35	*12,36*
62780000	FRAIS BANCAIRES	700,55	*0,23*	1 235,84	*1,85*	(535,29)	*-43,31*
62782000	DROIT DE GARDE	16,66	*0,01*	20,00	*0,03*	(3,34)	*-16,70*
62783000	REMUNERATION DE CONSEIL TITRE	525,06	*0,17*			525,06	
62784000	COMMISSIONS CAPITAL DE CAPITAL						
62785000	COMMISSION CONVENTION BANQUE P	658,33	*0,22*	1 836,03	*2,75*	(1 177,70)	*-64,14*
62810000	CONCOURS DIVERS (COTISATI.).	206,67	*0,07*	276,12	*0,41*	(69,45)	*-25,15*
Valeur ajoutée produite		**270 500,47**	*89,48*	**34 825,13**	*52,14*	**235 675,34**	*676,74*
Impôts, taxes & versements assimilés sur rémunératio		**375,96**	*0,12*	**364,86**	*0,55*	**11,10**	*3,04*
63330100	FORMATION CONTINUE SD	296,95	*0,10*	204,54	*0,31*	92,41	*45,18*
63350100	TAXE APPRENTISSAGE SD	80,64	*0,03*	159,23	*0,24*	(78,59)	*-49,36*
63390300	PROV CH FISCP CASTANHEIRA	(1,63)		1,09		(2,72)	*-249,54*
Impôts, taxes & versements assimilés autres		**5 847,00**	*1,93*	**8 525,00**	*12,76*	**(2 678,00)**	*-31,41*

Détail des Soldes Intermédiaires

Etat exprimé en **euros**		01/07/2018 30/06/2019	12 mois	01/07/2017 30/06/2018	12 mois	Variations	%
63511100	C.E.T. SD	369,00	0,12	240,00	0,36	129,00	53,75
63512000	TAXES FONCIERES CHAVELOT	5 478,00	1,81	8 285,00	12,40	(2 807,00)	-33,88
63580000	TAXE S/PUBLICITES						
Salaires et traitements		**24 005,58**	*7,94*	**23 400,79**	*35,04*	**604,79**	*2,58*
64111600	REMUNERATION GERANT	21 600,00	7,15	21 600,00	32,34		
64113000	SALAIRES RUE THIERS	2 267,37	0,75	1 699,37	2,54	568,00	33,42
64120300	PROV CP CASTANHEIRA	11,08		51,42	0,08	(40,34)	-78,45
64121000	PRIMES	127,13	0,04	50,00	0,07	77,13	154,26
Charges sociales		**8 843,42**	*2,93*	**8 920,13**	*13,36*	**(76,71)**	*-0,86*
64519100	URSSAF RUE THIERS	6 774,00	2,24	6 649,22	9,96	124,78	1,88
64539400	PREVOYANCE RUE THIERS	352,01	0,12	344,46	0,52	7,55	2,19
64539500	RETRAITE CADRE RUE THIERS	1 601,06	0,53	1 851,60	2,77	(250,54)	-13,53
64539600	RETRAITE NON CADRE	71,01	0,02	102,33	0,15	(31,32)	-30,61
64549100	POLE EMPLOI RUE THIERS	100,55	0,03	73,37	0,11	27,18	37,05
64550300	CH SOC S/CP CASTANHEIRA	(11,21)		15,15	0,02	(26,36)	-173,99
64900000	CICE	(44,00)	-0,01	(116,00)	-0,17	72,00	62,07
Excédent brut d'exploitation		**231 428,51**	*76,56*	**(6 385,65)**	*-9,56*	**237 814,16**	*N/S*
Autres produits d'exploitation		**555,66**	*0,18*	**1 708,64**	*2,56*	**(1 152,98)**	*-67,48*
75800000	PROD.DIVERS GESTION COURANT.	555,66	0,18	1 708,64	2,56	(1 152,98)	-67,48
Transfert de charges							
79110000	TRANSFERT DE CHARGES - 61						
79174000	TRANSFERT DE CHARGES PERSONNEL						
Dotations aux amortissements et provisions		**14 592,63**	*4,83*	**14 088,92**	*21,10*	**503,71**	*3,58*
68112000	DOT.AMORT.S/IMMO.CORPORELL.	14 592,63	4,83	14 088,92	21,10	503,71	3,58
Autres charges de gestion courante		**4,59**		**847,06**	*1,27*	**(842,47)**	*-99,46*
65800000	CHARG.DIVERS.GESTION COURAN.	4,59		847,06	1,27	(842,47)	-99,46
Résultat d'exploitation		**217 386,95**	*71,91*	**(19 612,99)**	*-29,37*	**236 999,94**	*N/S*
Produits financiers		**135 187,81**	*44,72*	**1 972,49**	*2,95*	**133 215,32**	*N/S*
76110000	REVENUS TITRES PARTICIP.						
76260000	REVENUS DES PRETS	307,21	0,10	311,79	0,47	(4,58)	-1,47
76800000	AUTRES PRODUITS FINANCIERS.						
76880000	INTERETS BANCAIRES CREDITEURS	1 473,19	0,49	1 053,05	1,58	420,14	39,90
78662000	REP S/ DOT ELEMENTS FINANCIERS	118 257,04	39,12			118 257,04	
78665000	VALEURS MOBILIERES DE PLACEMEN	13 749,41	4,55			13 749,41	
76700000	PDTS NETS CESS VAL. MOBILIERES	1 400,96	0,46	607,65	0,91	793,31	130,55
Charges financières		**27 253,42**	*9,02*	**32 050,19**	*47,99*	**(4 796,77)**	*-14,97*
68662000	DOT.PROV.DEP.IMMO.FINANC.			18 257,04	27,34	(18 257,04)	-100,00
68665000	DOTATION POUR DEPRECIATION VMP			13 749,41	20,59	(13 749,41)	-100,00
66116000	INT.EMPR.ET DETTES ASSIMI.						
66160000	INT.BANC.ET S/OPE.FINANCE.	3,00		43,74	0,07	(40,74)	-93,14
66700000	CHARGES NETTES	27 250,42	9,01			27 250,42	
Résultat courant avant impôts		**325 321,34**	*107,62*	**(49 690,69)**	*-74,40*	**375 012,03**	*754,69*
Produits exceptionnels		**46 972,62**	*15,54*	**5 068,09**	*7,59*	**41 904,53**	*826,83*
77180000	AUT.PROD.EXCEP.S/OPE.GESTION.			5 068,09	7,59	(5 068,09)	-100,00
77189100	ONYX EST VEOLIA						

Détail des Soldes Intermédiaires

Etat exprimé en **euros**		01/07/2018 30/06/2019 12 mois		01/07/2017 30/06/2018 12 mois		Variations	%
77190000	TAXE GS ST DIE						
77192000	PP AFONE						
77193000	CFE ST DIE						
77560000	PROD.CESSION IMMOBI.FINANC.	46 972,62	*15,54*			46 972,62	
Charges exceptionnelles		**165 229,66**	*54,66*	**54 280,35**	*81,27*	**110 949,31**	*204,40*
67120000	PENALITES NON DEDUCTIBLES						
67180000	AUT.CHARG.EXCEP.S/OPER.GEST.			113,68	*0,17*	(113,68)	*-100,00*
67192000	TAXE GS ST NABORD						
67193000	CFE EPINAL						
67195000	CLIENTS DIFFERES ST DIE						
67196000	CLIENT DIFFERENT EPINAL						
67197000	CLIENTS DIFFERE ST NABORD						
67198000	CP INTERNATIONAL						
67200000	CHARG.EXCEPT S/EXERC.ANTE			54 166,67	*81,10*	(54 166,67)	*-100,00*
67560000	VAL.COMPTA.IMMO.FINA.CEDEES.	165 229,66	*54,66*			165 229,66	
Résultat exceptionnel		**(118 257,04)**	*-39,12*	**(49 212,26)**	*-73,68*	**(69 044,78)**	*-140,30*
Impôts sur les bénéfices		**42 231,00**	*13,97*			**42 231,00**	
69510000	IMPOT SOCIETE	42 231,00	*13,97*			42 231,00	
Résultat de l'exercice		**164 833,30**	*54,53*	**(98 902,95)**	*-148,0*	**263 736,25**	*266,66*

Bilans Comparatifs

Etat exprimé en **euros** En valeurs nettes	30/06/2019		30/06/2018		30/06/2017	
Immobilisations nettes	252 635	*9,40*	305 876	*11,86*	355 314	*11,48*
Valeurs d'exploitation						
Réalisable	1 475 118	*54,91*	1 897 860	*73,56*	1 497 881	*48,40*
Disponible	958 799	*35,69*	376 227	*14,58*	1 241 885	*40,12*
TOTAL ACTIF	**2 686 552**	***100,00***	**2 579 963**	***100,00***	**3 095 080**	***100,00***
Capitaux propres	2 605 629	*96,99*	2 440 795	*94,61*	3 013 848	*97,38*
Provisions pour risques et charges						
Emprunts à long et moyen terme	1 442	*0,05*	17 963	*0,70*	27 035	*0,87*
Exigible à court terme	78 169	*2,91*	120 701	*4,68*	52 269	*1,69*
Concours bancaires courants	1 312	*0,05*	503	*0,02*	1 928	*0,06*
TOTAL PASSIF	**2 686 552**	***100,00***	**2 579 963**	***100,00***	**3 095 080**	***100,00***

En valeurs nettes	30/06/2019	30/06/2018	30/06/2017
Fonds de roulement net	2 354 436	2 191 320	2 685 569
Besoin en fonds de roulement	42 391	(463)	93 088
TRESORERIE NETTE	**2 312 044**	**2 191 783**	**2 592 482**

Analyse fonctionnelle du bilan

Etat exprimé en **euros**
Etat en valeurs brutes

	30/06/2019	30/06/2018	Variations	%
EMPLOIS STABLES				
Immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles	271 703	234 834	36 869	15,70
Immobilisations financières	60 978	259 683	(198 705)	-76,52
Charges à répartir				
Total emplois stables	**332 681**	**494 517**	**(161 836)**	**-32,73**
RESSOURCES STABLES				
Capital et réserves	2 440 795	2 539 698	(98 903)	-3,89
Rétention de résultat	80 046	202 391	(122 345)	-60,45
Résultat	164 833	(98 903)	263 736	-266,66
Subventions investissements				
Provisions réglementées				
Provisions risques et charges				
Comptes courants d'associés	1 442	56 401	(54 959)	-97,44
Emprunts et dettes assimilés				
Total ressources stables	**2 687 117**	**2 699 587**	**(12 470)**	**-0,46**
FONDS DE ROULEMENT NET GLOBAL	**2 354 436**	**2 205 070**	**149 366**	**6,77**
EMPLOIS CIRCULANTS				
Stocks de matières et marchandises				
Stocks en cours de produits				
Avances et acomptes				
Clients et comptes rattachés	108 736	68 287	40 449	59,23
Effets escomptés				
Autres créances d'exploitation	10 904	12 562	(1 658)	-13,20
Comptes de régularisation	921	952	(31)	-3,25
Total de l'actif circulant	**120 561**	**81 801**	**38 760**	**47,38**
RESSOURCES CIRCULANTES				
Avances reçues				
Fournisseurs et comptes rattachés	12 744	10 188	2 555	25,08
Dettes fiscales et sociales	65 162	5 084	60 078	N/S
Autres dettes	264	66 991	(66 727)	-99,61
Comptes de régularisation				
Total du passif circulant	**78 169**	**82 264**	**(4 094)**	**-4,98**
BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT	**42 391**	**(463)**	**42 854**	**N/S**
Disponibilités	958 799	376 227	582 572	154,85
Valeurs mobilières de placement	1 354 557	1 829 809	(475 251)	-25,97
Total trésorerie active	**2 313 357**	**2 206 036**	**107 321**	**4,86**
Concours bancaires	1 312	503	809	160,90
Effets escomptés				
Total trésorerie passive	**1 312**	**503**	**809**	**160,90**
TRESORERIE NETTE	**2 312 044**	**2 205 533**	**106 511**	**4,83**
FONDS DE ROULEMENT NET GLOBAL	**2 354 436**	**2 205 070**	**149 366**	**6,77**

Du résultat à la trésorerie

Etat exprimé en **euros** Etat en valeurs brutes	30/06/2019 Impact sur la trésorerie Recette	 Dépense
Votre résultat comptable est de	**164 833**	
Charges déduites du résultat mais ne donnant pas lieu à une sortie en trésorerie (amortissements, provisions, valeur nette comptable des éléments d'actif cédés)	179 822	
Produits intégrés dans le résultat mais ne donnant pas lieu à une entrée en trésorerie (reprises sur provisions, ...)		178 979
Capacité de l'entreprise à financer elle-même son exploitation	**165 677**	
Votre entreprise a en plus bénéficié de :		
Financement externe		
Produits des cessions et réductions des immobilisations financières	80 448	
Apports et comptes courants		
Nouveaux emprunts contractés sur l'exercice		
Subventions obtenues sur l'exercice		
Total des ressources externes	**80 448**	
Mais votre entreprise à des :		
Eléments à financer		
Dividendes		
Acquisitions d'éléments immobilisés		41 800
Prélèvements et comptes courants		54 959
Montant consacré au remboursement du capital des emprunts		
Charges à répartir sur plusieurs exercices		
Total des besoins de financement de l'exercice		**96 759**
Compte tenu de :		
La situation de trésorerie de l'exercice précédent	2 205 533	
La situation de trésorerie théorique à la fin de l'exercice devrait s'élever à	**2 354 898**	
Cependant votre entreprise doit financer son cycle d'exploitation courant, qui se traduit par les éléments suivants à la fin de l'exercice en cours :		
Variation des stocks		
Acomptes versés		
Variation des créances clients		40 449
Variation des autres créances	1 689	
Acomptes reçus		
Variation des dettes fournisseurs	2 555	
Variation des autres dettes		6 650
Besoins générés par le financement du cycle d'exploitation		**42 854**
La situation de trésorerie à la fin de l'exercice est donc de	**2 312 044**	

Ratios comparatifs

Ratios d'Activité.

Etat exprimé en **euros**

	30/06/2019 *12*	30/06/2018 *12*	30/06/2017 *12*
Chiffre d'affaires	302 295	66 788	59 404
Effectif moyen	1	2	2
C.A. / EFFECTIF	**302 295**	**33 394**	**29 702**
Valeur ajoutée	270 500	34 825	24 688
Effectif moyen	1	2	2
V.A. / EFFECTIF	**270 500**	**17 413**	**12 344**
Excédent brut d'exploitation	231 429	(6 386)	(8 276)
Effectif moyen	1	2	2
E.B.E. / EFFECTIF	**231 429**	**(3 193)**	**(4 138)**

Ces trois premiers ratios traduisent la productivité apparente du personnel. Ils ne tiennent pas compte de l'éventuelle main d'oeuvre intérimaire.

Stock moyen (S.I. + S.F. / 2) / Achats de marchandises X 30 X Nombre de mois de la période			
ROTATION DU STOCK MARCHANDISES (Jours)			

Une augmentation de ce ratio peut révéler des achats massifs en fin d'année, une dégradation de la gestion du stock, une baisse du niveau d'activité.

Stock moyen (S.I. + S.F. / 2) / Product vendue - Résultat d'exploitation X 30 X Nombre de mois	84 909	86 401	80 820
ROTATION STOCK DES PROD. FINIS ET INTER. (Jours)			

Ce ratio mesure le délai moyen d'écoulement des produits intermédiaires et finis.

Dettes fournisseurs	12 744	10 188	13 240
Achats + charges externes TTC X 30 X Nombre de mois de la période	46 702	35 833	40 612
DELAI MOYEN DU CREDIT FOURNISSEURS (Jours)	**98,23**	**102,36**	**117,37**

Une augmentation de délai moyen de règlement des fournisseurs peut traduire une utilisation accrue des facilités de crédit, ou des difficultés de trésorerie.

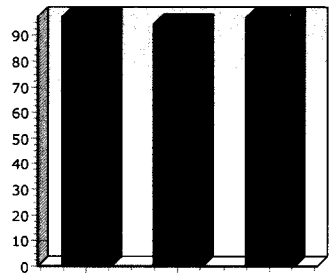
Créances clients brutes + effets escomptés	108 736	68 287	119 529
Chiffre d'affaires TTC X 30 X Nombre de mois	345 180	79 597	87 683
DELAI MOYEN DU CREDIT CLIENTS (Jours)	**113,40**	**308,84**	**490,75**

L'existence de créances douteuses importantes peut influer ce ratio.

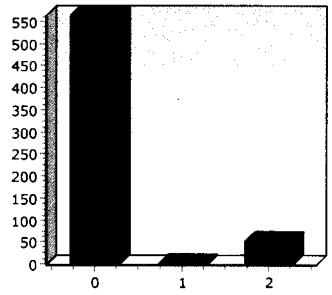
Ratios comparatifs

Etat exprimé en **euros**

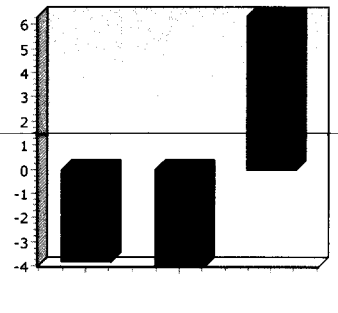
AUTONOMIE FINANCIERE (%)	**30/06/2017**		**97,38**
	30/06/2018		**94,61**
	30/06/2019		**96,99**



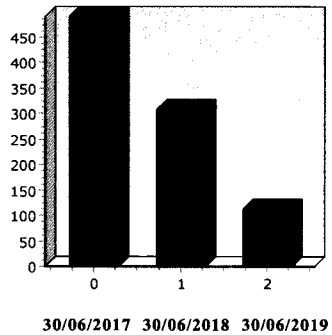
EVOLUTION DU B.F.R. (Jours)	**30/06/2017**	*12*	**564,13**
	30/06/2018	*12*	**-2,50**
	30/06/2019	*12*	**50,48**



RENTABILITE FINANCIERE (%)	**30/06/2017**	**-3,84**
	30/06/2018	**-4,05**
	30/06/2019	**6,33**



CREDIT CLIENTS (Jours)	**30/06/2017**	*12*	**490,75**
	30/06/2018	*12*	**308,84**
	30/06/2019	*12*	**113,40**



Bilan Actif

	Etat exprimé en **euros**	30/06/2019 Brut	30/06/2019 Amort. et Dépréc.	30/06/2019 Net	30/06/2018 Net
	Capital souscrit non appelé (I)				
ACTIF IMMOBILISE	**IMMOBILISATIONS INCORPORELLES**				
	Frais d'établissement				
	Frais de développement				
	Concessions brevets droits similaires				
	Fonds commercial (1)				
	Autres immobilisations incorporelles				
	Avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
	Terrains	18 000		18 000	18 000
	Constructions	215 023	53 401	161 622	129 366
	Installations techniques,mat. et outillage indus.				
	Autres immobilisations corporelles	38 680	26 646	12 034	17 084
	Immobilisations en cours				
	Avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)				
	Participations évaluées selon mise en équival.				
	Autres participations	76		76	47 049
	Créances rattachées à des participations	1 555		1 555	1 555
	Autres titres immobilisés	76		76	76
	Prêts	59 270		59 270	82 746
	Autres immobilisations financières				10 000
	TOTAL (II)	**332 681**	**80 046**	**252 635**	**305 876**
ACTIF CIRCULANT	**STOCKS ET EN-COURS**				
	Matières premières, approvisionnements				
	En-cours de production de biens				
	En-cours de production de services				
	Produits intermédiaires et finis				
	Marchandises				
	Avances et Acomptes versés sur commandes				
	CREANCES D'EXPLOITATION (3)				
	Créances clients et comptes rattachés	108 736		108 736	68 287
	Autres créances	10 904		10 904	12 443
	Créances diverses				119
	Capital souscrit appelé, non versé				
	VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT	1 354 557		1 354 557	1 816 059
	DISPONIBILITES	958 799		958 799	376 227
COMPTES DE REGULARISATION	Charges constatées d'avance	921		921	952
	TOTAL (III)	**2 433 917**		**2 433 917**	**2 274 087**
	Frais d'émission d'emprunt à étaler (IV)				
	Primes de remboursement des obligations (V)				
	Ecarts de conversion actif (VI)				
	TOTAL ACTIF (I à VI)	**2 766 598**	**80 046**	**2 686 552**	**2 579 963**
	(1) dont droit au bail				
	(2) dont immobilisations financières à moins d'un an			60 825	68 029
	(3) dont créances à plus d'un an				

Bilan Passif

Etat exprimé en **euros**

		30/06/2019	30/06/2018
Capitaux Propres	Capital social ou individuel	1 112 500	1 112 500
	Primes d' émission, de fusion, d' apport ...	305 613	305 613
	Ecarts de réévaluation		
	RESERVES		
	Réserve légale	150 000	150 000
	Réserves statutaires ou contractuelles		
	Réserves réglementées		
	Autres réserves	872 682	971 585
	Report à nouveau		
	Résultat de l'exercice	**164 833**	**(98 903)**
	Subventions d'investissement		
	Provisions réglementées		
	Total des capitaux propres	**2 605 629**	**2 440 795**
Autres fonds propres	Produits des émissions de titres participatifs		
	Avances conditionnées		
	Total des autres fonds propres		
Provisions	Provisions pour risques		
	Provisions pour charges		
	Total des provisions		
DETTES (1)	**DETTES FINANCIERES**		
	Emprunts obligataires convertibles		
	Autres emprunts obligataires		
	Emprunts dettes auprès des établissements de crédit (2)	1 312	503
	Emprunts et dettes financières divers	1 442	56 401
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
	DETTES D'EXPLOITATION		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	12 744	10 188
	Dettes fiscales et sociales	22 621	5 084
	Autres		65 000
	DETTES DIVERSES		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
	Dettes fiscales (Impôts sur les bénéfices)	42 124	
	Autres	681	1 991
	Produits constatés d'avance		
	Total des dettes	**80 923**	**139 167**
	Ecarts de conversion passif		
	TOTAL PASSIF	**2 686 552**	**2 579 963**

	Résultat de l'exercice exprimé en centimes	164 833,30	(98 902,95)
(1)	Dont dettes à moins d'un an	80 923	139 167
(2)	Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP	1 312	503

Compte de Résultat

		30/06/2019		30/06/2018	
		12 mois	%C.A.	12 mois	%C.A.
PRODUITS D'EXPLOITATION	Ventes de marchandises				
	Production vendue (Biens)				
	Production vendue (Services et Travaux)	302 295	100,00	66 788	100,00
	Montant net du chiffre d'affaires	**302 295**	**100,00**	**66 788**	**100,00**
	Production stockée				
	Production immobilisée				
	Subventions d'exploitation				
	Reprises sur provisions et amortissements, transfert de charges				
	Autres produits	556	0,18	1 709	2,56
	Total des produits d'exploitation	**302 851**	**100,18**	**68 496**	**102,56**
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats de marchandises				
	Variation de stock				
	Achats de matières et autres approvisionnements				
	Variation de stock				
	Autres achats et charges externes	31 795	10,52	31 963	47,86
	Impôts, taxes et versements assimilés	6 223	2,06	8 890	13,31
	Salaires et traitements	24 006	7,94	23 401	35,04
	Charges sociales du personnel	8 843	2,93	8 920	13,36
	Cotisations personnelles de l'exploitant				
	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	14 593	4,83	14 089	21,10
	Autres charges	5		847	1,27
	Total des charges d'exploitation	**85 464**	**28,27**	**88 109**	**131,92**
	RESULTAT D'EXPLOITATION	**217 387**	**71,91**	**(19 613)**	**-29,37**
PRODUITS FINANCIERS Opéra. comm.	Bénéfice attribué ou perte transférée				
	Perte supportée ou bénéfice transféré				
	De participations (3)				
	D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé (3)	307	0,10	312	0,47
	Autres intérêts et produits assimilés (3)	1 473	0,49	1 053	1,58
	Reprises sur provisions et dépréciations et transfert de charges	132 006	43,67		
	Différences positives de change				
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	1 401	0,46	608	0,91
	Total des produits financiers	**135 188**	**44,72**	**1 972**	**2,95**
CHARGES FINANCIERES	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions			32 006	47,92
	Intérêts et charges assimilées (4)	3		44	0,07
	Différences négatives de change				
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement	27 250	9,01		
	Total des charges financières	**27 253**	**9,02**	**32 050**	**47,99**
	RESULTAT FINANCIER	**107 934**	**35,70**	**(30 078)**	**-45,03**
	RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS	**325 321**	**107,62**	**(49 691)**	**-74,40**
	Total des produits exceptionnels	**46 973**	**15,54**	**5 068**	**7,59**
	Total des charges exceptionnelles	**165 230**	**54,66**	**54 280**	**81,27**
	RESULTAT EXCEPTIONNEL	**(118 257)**	**-39,12**	**(49 212)**	**-73,68**
	PARTICIPATION DES SALARIES				
	IMPOTS SUR LES BENEFICES	42 231	13,97		
	TOTAL DES PRODUITS	**485 012**	**160,44**	**75 537**	**113,10**
	TOTAL DES CHARGES	**320 178**	**105,92**	**174 440**	**261,19**
	RESULTAT DE L'EXERCICE	**164 833**	**54,53**	**(98 903)**	**-148,09**

Détail de l'Actif

Etat exprimé en **euros**		01/07/2018 30/06/2019 12 mois		01/07/2017 30/06/2018 12 mois		Variations	%
Capital souscrit non appelé							
TOTAL II - Actif Immobilisé NET		**252 634,63**	*9,40*	**305 875,55**	*11,86*	**(53 240,92)**	*-17,41*
Terrains		**18 000,00**	*0,67*	**18 000,00**	*0,70*		
21120000	TERRAINS AMENAG.	18 000,00	*0,67*	18 000,00	*0,70*		
Constructions		**161 622,43**	*6,02*	**129 365,83**	*5,01*	**32 256,60**	*24,93*
21310000	BATIMENT CHAVELOT	162 000,00	*6,03*	162 000,00	*6,28*		
21350000	AAI CONST.CHAVELOT	53 023,00	*1,97*	11 223,00	*0,44*	41 800,00	*372,45*
28131000	AMORT BATIMENT CHAVELOT	(41 580,00)	*-1,55*	(33 480,00)	*-1,30*	(8 100,00)	*-24,19*
28135000	AMORT AAI CONST.CHAVELOT	(11 820,57)	*-0,44*	(10 377,17)	*-0,40*	(1 443,40)	*-13,91*
Autres immobilisations corporelles		**12 034,48**	*0,45*	**17 083,71**	*0,66*	**(5 049,23)**	*-29,56*
21816000	BUREAU RUE THIERS	24 114,03	*0,90*	24 114,03	*0,93*		
21830100	MAT.BUREAU ET INFO ST DIE	8 500,92	*0,32*	8 500,92	*0,33*		
21840100	MOBILIER ST DIE	6 065,41	*0,23*	10 996,20	*0,43*	(4 930,79)	*-44,84*
28181600	AMORT BUREAU RUE THIERS	(12 079,55)	*-0,45*	(8 230,49)	*-0,32*	(3 849,06)	*-46,77*
28183010	AMORT MAT BUREAU ST DIE	(8 500,92)	*-0,32*	(7 300,75)	*-0,28*	(1 200,17)	*-16,44*
28184010	AMORT MOBILIER ST DIE	(6 065,41)	*-0,23*	(10 996,20)	*-0,43*	4 930,79	*44,84*
Autres participations		**76,20**		**47 048,82**	*1,82*	**(46 972,62)**	*-99,84*
26110000	PARTS SCI LE VILLAGE	76,20		76,20			
26110400	PARTS SARL BASIK			165 229,66	*6,40*	(165 229,66)	*-100,00*
29611040	PROVISIONS TITRES BASIK			(118 257,04)	*-4,58*	118 257,04	*100,00*
Créances rattachées à des participations		**1 554,96**	*0,06*	**1 554,96**	*0,06*		
26810800	CREANCES HERMALAUR	1 554,96	*0,06*	1 554,96	*0,06*		
Autres titres immobilisés		**76,20**		**76,20**			
27111200	PARTS BATIRENOVE	76,20		76,20			
Prêts		**59 270,36**	*2,21*	**82 746,03**	*3,21*	**(23 475,67)**	*-28,37*
27480000	PRET HERMALAUR	59 270,36	*2,21*	82 746,03	*3,21*	(23 475,67)	*-28,37*
Autres immobilisations financières				**10 000,00**	*0,39*	**(10 000,00)**	*-100,00*
27520000	SCI LE VILLAGE			10 000,00	*0,39*	(10 000,00)	*-100,00*
TOTAL III - Actif Circulant NET		**2 433 917,36**	*90,60*	**2 274 087,24**	*88,14*	**159 830,12**	*7,03*
Créances clients et comptes rattachés		**108 735,84**	*4,05*	**68 286,80**	*2,65*	**40 449,04**	*59,23*
041D	Collectif clients débiteurs			65 000,00	*2,52*	(65 000,00)	*-100,00*
41810000	CLIENTS FACTURES A ETABLIR	108 735,84	*4,05*	3 286,80	*0,13*	105 449,04	*N/S*
Autres créances		**10 903,53**	*0,41*	**12 561,66**	*0,49*	**(1 658,13)**	*-13,20*
44400000	IMPOTS SUR LES BENEFICES.			119,00		(119,00)	*-100,00*
44566000	TVA 20% DEDUCT	216,78	*0,01*	136,23	*0,01*	80,55	*59,13*
44567000	CREDIT TVA A REPORT.DEDUCTI.	8 891,00	*0,33*			8 891,00	
44586000	TCA S/FACTURES NON PARVENUES	1 795,75	*0,07*	1 410,10	*0,05*	385,65	*27,35*
44587100	TVA SUR AVOIR A ETABLIR			10 833,33	*0,42*	(10 833,33)	*-100,00*
44870000	ETAT - PRODUITS A RECEVOIR			63,00		(63,00)	*-100,00*
Valeurs mobilières de placement		**1 354 557,42**	*50,42*	**1 816 059,37**	*70,39*	**(461 501,95)**	*-25,41*
50810000	CATIP CIC	63 147,73	*2,35*	61 909,54	*2,40*	1 238,19	*2,00*
50810100	TITRES CIC	300 000,00	*11,17*	300 000,00	*11,63*		
50810200	CARDIF BNP	991 409,69	*36,90*	991 409,69	*38,43*		
50810300	FCP H2O ALLEGRO			53 319,14	*2,07*	(53 319,14)	*-100,00*
50810500	FCP GS GL SM BD RHC			52 509,90	*2,04*	(52 509,90)	*-100,00*

Détail de l'Actif

Etat exprimé en **euros**		01/07/2018 30/06/2019	12 mois	01/07/2017 30/06/2018	12 mois	Variations	%
50810600	FCP OM GL EQ ABS RET ACC A HED			52 877,07	2,05	(52 877,07)	-100,00
50810700	FCP MAN EUR DNY ACC C			53 180,00	2,06	(53 180,00)	-100,00
50810800	FCP MAN UMB MAN AHL TRE.MUS D1			53 061,20	2,06	(53 061,20)	-100,00
50810900	FCP BDL REMPART EUROPE 4DEC			53 244,49	2,06	(53 244,49)	-100,00
50811100	FCP HELUIM PERFORM B C SI.3DEC			52 195,00	2,02	(52 195,00)	-100,00
50811200	SICAV PARWORLD LY.CLAS.PL.CAP			53 102,75	2,06	(53 102,75)	-100,00
50811300	FCP U ACC TREND MACRO ACC.E HE			53 000,00	2,05	(53 000,00)	-100,00
59081000	DEPRECIATION VMP			(13 749,41)	-0,53	13 749,41	100,00
Disponibilités		**958 799,26**	*35,69*	**376 227,17**	*14,58*	**582 572,09**	*154,85*
51210500	BNP	402 153,51	*14,97*	281 028,54	*10,89*	121 124,97	*43,10*
51210800	BNP 0004082913717	511 415,12	*19,04*	60 775,03	*2,36*	450 640,09	*741,49*
51211000	CIC			31 850,67	*1,23*	(31 850,67)	-100,00
51211300	CIC BANQUE PRIVEE	2 615,26	*0,10*	1 452,06	*0,06*	1 163,20	*80,11*
51211400	CIC BANQUE PRIVEE	41 659,50	*1,55*			41 659,50	
51870000	INTERETS COURUS A RECEVOIR	955,87	*0,04*	1 120,87	*0,04*	(165,00)	-14,72
Charges constatées d'avance		**921,31**	*0,03*	**952,24**	*0,04*	**(30,93)**	*-3,25*
48600000	CHARGES CONSTATEES D'AVANCE.	921,31	*0,03*	952,24	*0,04*	(30,93)	-3,25
TOTAL DU BILAN ACTIF		**2 686 551,99**	*100,00*	**2 579 962,79**	*100,00*	**106 589,20**	*4,13*

Détail du Passif

Etat exprimé en **euros**		01/07/2018 30/06/2019 (12 mois)		01/07/2017 30/06/2018 (12 mois)		Variations	%
TOTAL I - Capitaux propres		**2 605 628,60**	*96,99*	**2 440 795,30**	*94,61*	**164 833,30**	*6,75*
Capital Social ou individuel		**1 112 500,00**	*41,41*	**1 112 500,00**	*43,12*		
10130000	CAPITAL SOUSCRIT-APPELE,VERSE.	1 112 500,00	*41,41*	1 112 500,00	*43,12*		
Primes d'émission, de fusion, d'apport, ...		**305 613,39**	*11,38*	**305 613,39**	*11,85*		
10420000	PRIME APPORT - T U P	305 613,39	*11,38*	305 613,39	*11,85*		
Réserve légale		**150 000,00**	*5,58*	**150 000,00**	*5,81*		
10611000	RESERVE.LEGALE	150 000,00	*5,58*	150 000,00	*5,81*		
Autres réserves		**872 681,91**	*32,48*	**971 584,86**	*37,66*	**(98 902,95)**	*-10,18*
10688000	RESERVES DIVERSES.	872 681,91	*32,48*	971 584,86	*37,66*	(98 902,95)	*-10,18*
Résultat de l'exercice		**164 833,30**	*6,14*	**(98 902,95)**	*-3,83*	**263 736,25**	*266,66*
TOTAL II - Autres fonds propres							
TOTAL III - Total des Provisions							
TOTAL IV - Total des dettes		**80 923,39**	*3,01*	**139 167,49**	*5,39*	**(58 244,10)**	*-41,85*
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		**1 312,47**	*0,05*	**503,06**	*0,02*	**809,41**	*160,90*
51210700	BNP 0001013057717	1 175,68	*0,04*	395,61	*0,02*	780,07	*197,18*
51860000	INTERETS COURUS A PAYER	136,79	*0,01*	107,45		29,34	*27,31*
Emprunts et dettes financières divers		**1 441,62**	*0,05*	**56 400,74**	*2,19*	**(54 959,12)**	*-97,44*
45110000	BASIK DIFFUSION			38 437,49	*1,49*	(38 437,49)	*-100,00*
45510000	C/C. GOUGENHEIM GUY	1 441,62	*0,05*	17 963,25	*0,70*	(16 521,63)	*-91,97*
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		**12 743,51**	*0,47*	**10 188,16**	*0,39*	**2 555,35**	*25,08*
040C	Collectif fournisseurs créditeurs	1 949,37	*0,07*	981,42	*0,04*	967,95	*98,63*
40810000	FRS.FACT NON PARVENUES.	10 794,14	*0,40*	9 206,74	*0,36*	1 587,40	*17,24*
Dettes fiscales et sociales		**65 161,89**	*2,43*	**5 084,22**	*0,20*	**60 077,67**	*N/S*
42820000	PROVISION.POUR CONGES A PAYER	258,81	*0,01*	247,73	*0,01*	11,08	*4,47*
43100000	URSSAF - POLE EMPLOI	877,00	*0,03*	880,00	*0,03*	(3,00)	*-0,34*
43730100	AGIRC PRECA CADRES.	88,38		88,16		0,22	*0,25*
43730200	CIRSEV RETRAITE N.C	187,77	*0,01*	268,46	*0,01*	(80,69)	*-30,06*
43863000	FORMATION CONTINUE	173,78	*0,01*	72,36		101,42	*140,16*
43865000	TAXE APPRENTISSAGE			79,36		(79,36)	*-100,00*
43869000	CHARG.SOC.S/CONGES PAYES	22,08		33,29		(11,21)	*-33,67*
44210000	ETAT PRELEVEMENTS A LA SOURCE	417,00	*0,02*			417,00	
44400000	IMPOTS SUR LES BENEFICES.	42 124,00	*1,57*			42 124,00	
44551000	TVA A DECAISSER			45,00		(45,00)	*-100,00*
44587000	TVA S/FACTURES A ETABLIR	18 122,64	*0,67*	547,80	*0,02*	17 574,84	*N/S*
44860000	ETAT CHARGES A PAYER	2 889,00	*0,11*	2 819,00	*0,11*	70,00	*2,48*
44869000	CHARG.FISC.S/CONGES PAYES	1,43		3,06		(1,63)	*-53,27*
Autres dettes		**263,90**	*0,01*	**66 991,31**	*2,60*	**(66 727,41)**	*-99,61*
41980000	AVOIRS A ETABLIR			65 000,00	*2,52*	(65 000,00)	*-100,00*
46721000	AUTRES CREDITEURS ST DIE	22,67		602,12	*0,02*	(579,45)	*-96,23*
46722000	AUTRES CREDITEURS ST NABORD	241,23	*0,01*	1 335,24	*0,05*	(1 094,01)	*-81,93*
46723000	AUTRES CREDITEURS EPINAL			53,95		(53,95)	*-100,00*
TOTAL DU BILAN PASSIF		**2 686 551,99**	*100,00*	**2 579 962,79**	*100,00*	**106 589,20**	*4,13*

Détail du Compte de Résultat

Etat exprimé en euros		01/07/2018 30/06/2019 12 mois		01/07/2017 30/06/2018 12 mois		Variations	%
Total des produits d'exploitation		**302 851,12**	*100,18*	**68 496,31**	*102,56*	**234 354,81**	*342,14*
Ventes de marchandises							
Production vendue Biens							
Production vendue Services + Travaux		**302 295,46**	*100,00*	**66 787,67**	*100,00*	**235 507,79**	*352,62*
Production vendue Services FRANCE		**302 295,46**	*100,00*	**66 787,67**	*100,00*	**235 507,79**	*352,62*
70820000	COMMISSIONS ET COURTAGES	254 540,00	*84,20*			254 540,00	
70832000	LOCATION EPINAL DIFFUSION	14 763,34	*4,88*	14 413,93	*21,58*	349,41	*2,42*
70833000	EPINAL DIFFUSION REFACT CHARGE	5 668,00	*1,87*	8 785,00	*13,15*	(3 117,00)	*-35,48*
70836000	PRESTATIONS DE SERVICES	27 324,12	*9,04*	43 588,74	*65,26*	(16 264,62)	*-37,31*
Montant net du chiffre d'affaires		**302 295,46**	*100,00*	**66 787,67**	*100,00*	**235 507,79**	*352,62*
Autres produits d'exploitation		**555,66**	*0,18*	**1 708,64**	*2,56*	**(1 152,98)**	*-67,48*
75800000	PROD.DIVERS GESTION COURANT.	555,66	*0,18*	1 708,64	*2,56*	(1 152,98)	*-67,48*
Total des charges d'exploitation		**85 464,17**	*28,27*	**88 109,30**	*131,92*	**(2 645,13)**	*-3,00*
Autres achats et charges externes		**31 794,99**	*10,52*	**31 962,54**	*47,86*	**(167,55)**	*-0,52*
60619100	EDF GDF SD	627,24	*0,21*	599,46	*0,90*	27,78	*4,63*
60639000	ACH.FOURN.PETIT OUT.SD	45,66	*0,02*	431,97	*0,65*	(386,31)	*-89,43*
60649000	ACH.FOURN.BUREAU SD	1 119,28	*0,37*	915,97	*1,37*	203,31	*22,20*
61100100	NETTOYAGE SD			680,00	*1,02*	(680,00)	*-100,00*
61320700	LOC RUE THIERS SAINT DIE	9 900,00	*3,27*			9 900,00	
61553100	ENT.MAT.BUREAU SD	278,50	*0,09*	46,50	*0,07*	232,00	*498,92*
61554000	ENT.A.A.I.CH			556,00	*0,83*	(556,00)	*-100,00*
61554100	ENT.A.A.I.SD	150,00	*0,05*			150,00	
61610100	ASS.MULTIRISQUE SD	1 466,13	*0,48*	1 334,18	*2,00*	131,95	*9,89*
61810000	DOCUMENTATION GENERALE			22,20	*0,03*	(22,20)	*-100,00*
62260000	HONORAIRES.D'ENSEMBLE	6 405,00	*2,12*	14 107,09	*21,12*	(7 702,09)	*-54,60*
62270000	FRAIS ACTES ET CONTENTIEUX.	43,10	*0,01*	253,27	*0,38*	(210,17)	*-82,98*
62310100	PUBLICITE SD			1 076,39	*1,61*	(1 076,39)	*-100,00*
62340000	CADEAUX	83,33	*0,03*			83,33	
62380100	DONS,POURBOIRES	220,00	*0,07*			220,00	
62510000	VOYAGES ET DEPLACEMENTS	2 215,90	*0,73*	1 931,85	*2,89*	284,05	*14,70*
62511000	FRAIS DEPLACEMENT GG	4 308,71	*1,43*	4 020,61	*6,02*	288,10	*7,17*
62570000	RECEPTIONS	596,10	*0,20*	316,46	*0,47*	279,64	*88,37*
62610100	TIMBRES SD	479,72	*0,16*	745,90	*1,12*	(266,18)	*-35,69*
62620100	TELEPHONE SD	1 749,05	*0,58*	1 556,70	*2,33*	192,35	*12,36*
62780000	FRAIS BANCAIRES	700,55	*0,23*	1 235,84	*1,85*	(535,29)	*-43,31*
62782000	DROIT DE GARDE	16,66	*0,01*	20,00	*0,03*	(3,34)	*-16,70*
62783000	REMUNERATION DE CONSEIL TITRE	525,06	*0,17*			525,06	
62785000	COMMISSION CONVENTION BANQUE P	658,33	*0,22*	1 836,03	*2,75*	(1 177,70)	*-64,14*
62810000	CONCOURS DIVERS (COTISATI.).	206,67	*0,07*	276,12	*0,41*	(69,45)	*-25,15*
Impôts, taxes & versements assimilés		**6 222,96**	*2,06*	**8 889,86**	*13,31*	**(2 666,90)**	*-30,00*
63330100	FORMATION CONTINUE SD	296,95	*0,10*	204,54	*0,31*	92,41	*45,18*
63350100	TAXE APPRENTISSAGE SD	80,64	*0,03*	159,23	*0,24*	(78,59)	*-49,36*
63390300	PROV CH FIS CP CASTANHEIRA	(1,63)		1,09		(2,72)	*-249,54*
63511100	C.E.T. SD	369,00	*0,12*	240,00	*0,36*	129,00	*53,75*
63512000	TAXES FONCIERES CHAVELOT	5 478,00	*1,81*	8 285,00	*12,40*	(2 807,00)	*-33,88*
Salaires et traitements		**24 005,58**	*7,94*	**23 400,79**	*35,04*	**604,79**	*2,58*
64111600	REMUNERATION GERANT	21 600,00	*7,15*	21 600,00	*32,34*		
64113000	SALAIRES RUE THIERS	2 267,37	*0,75*	1 699,37	*2,54*	568,00	*33,42*
64120300	PROV CP CASTANHEIRA	11,08		51,42	*0,08*	(40,34)	*-78,45*

Détail du Compte de Résultat

Etat exprimé en **euros**		01/07/2018 30/06/2019 12 mois		01/07/2017 30/06/2018 12 mois		Variations	%
64121000	PRIMES	127,13	0,04	50,00	0,07	77,13	154,26
Charges sociales du personnel		**8 843,42**	**2,93**	**8 920,13**	**13,36**	**(76,71)**	**-0,86**
64519100	URSSAF RUE THIERS	6 774,00	2,24	6 649,22	9,96	124,78	1,88
64539400	PREVOYANCE RUE THIERS	352,01	0,12	344,46	0,52	7,55	2,19
64539500	RETRAITE CADRE RUE THIERS	1 601,06	0,53	1 851,60	2,77	(250,54)	-13,53
64539600	RETRAITE NON CADRE	71,01	0,02	102,33	0,15	(31,32)	-30,61
64549100	POLE EMPLOI RUE THIERS	100,55	0,03	73,37	0,11	27,18	37,05
64550300	CH SOC S/CP CASTANHEIRA	(11,21)		15,15	0,02	(26,36)	-173,99
64900000	CICE	(44,00)	-0,01	(116,00)	-0,17	72,00	62,07
Dotation aux amortissements sur immobilisations		**14 592,63**	**4,83**	**14 088,92**	**21,10**	**503,71**	**3,58**
68112000	DOT.AMORT.S/IMMO.CORPORELL.	14 592,63	4,83	14 088,92	21,10	503,71	3,58
Autres charges de gestion courante		**4,59**		**847,06**	**1,27**	**(842,47)**	**-99,46**
65800000	CHARG.DIVERS.GESTION COURAN.	4,59		847,06	1,27	(842,47)	-99,46
Résultat d'exploitation		**217 386,95**	**71,91**	**(19 612,99)**	**-29,37**	**236 999,94**	**N/S**
Total des produits financiers		**135 187,81**	**44,72**	**1 972,49**	**2,95**	**133 215,32**	**N/S**
Produits autres valeurs mob. & créances actif imm.		**307,21**	**0,10**	**311,79**	**0,47**	**(4,58)**	**-1,47**
76260000	REVENUS DES PRETS	307,21	0,10	311,79	0,47	(4,58)	-1,47
Autres intérêts et produits assimilés		**1 473,19**	**0,49**	**1 053,05**	**1,58**	**420,14**	**39,90**
76880000	INTERETS BANCAIRES CREDITEURS	1 473,19	0,49	1 053,05	1,58	420,14	39,90
Reprises sur provisions & transferts de charges		**132 006,45**	**43,67**			**132 006,45**	
78662000	REP S/ DOT ELEMENTS FINANCIERS	118 257,04	39,12			118 257,04	
78665000	VALEURS MOBILIERES DE PLACEMEN	13 749,41	4,55			13 749,41	
Produits nets sur cessions de val.mob de placement		**1 400,96**	**0,46**	**607,65**	**0,91**	**793,31**	**130,55**
76700000	PDTS NETS CESS VAL. MOBILIERES	1 400,96	0,46	607,65	0,91	793,31	130,55
Total des charges financières		**27 253,42**	**9,02**	**32 050,19**	**47,99**	**(4 796,77)**	**-14,97**
Dotations financières aux amort. et provisions				**32 006,45**	**47,92**	**(32 006,45)**	**-100,00**
68662000	DOT.PROV.DEP.IMMO.FINANC.			18 257,04	27,34	(18 257,04)	-100,00
68665000	DOTATION POUR DEPRECIATION VMP			13 749,41	20,59	(13 749,41)	-100,00
Intérêts et charges assimilées		**3,00**		**43,74**	**0,07**	**(40,74)**	**-93,14**
66160000	INT.BANC.ET S/OPE.FINANCE.	3,00		43,74	0,07	(40,74)	-93,14
Charges nettes sur cessions de val. mob. de placement		**27 250,42**	**9,01**			**27 250,42**	
66700000	CHARGES NETTES	27 250,42	9,01			27 250,42	
Résultat financier		**107 934,39**	**35,70**	**(30 077,70)**	**-45,03**	**138 012,09**	**458,85**
Résultat courant avant impôts		**325 321,34**	**107,62**	**(49 690,69)**	**-74,40**	**375 012,03**	**754,69**
Total des produits exceptionnels		**46 972,62**	**15,54**	**5 068,09**	**7,59**	**41 904,53**	**826,83**
Produits exceptionnels sur opérations de gestion				**5 068,09**	**7,59**	**(5 068,09)**	**-100,00**
77180000	AUT.PROD.EXCEP.S/OPE.GESTION.			5 068,09	7,59	(5 068,09)	-100,00

Détail du Compte de Résultat

Etat exprimé en **euros**	01/07/2018 30/06/2019 12 mois		01/07/2017 30/06/2018 12 mois		Variations	%
Produits exceptionnels sur opérations en capital	**46 972,62**	*15,54*			**46 972,62**	
77560000 PROD.CESSION IMMOBI.FINANC.	46 972,62	*15,54*			46 972,62	
Total des charges exceptionnelles	**165 229,66**	*54,66*	**54 280,35**	*81,27*	**110 949,31**	*204,40*
Charges exceptionnelles sur opération de gestion			**54 280,35**	*81,27*	**(54 280,35)**	*-100,00*
67180000 AUT.CHARG.EXCEP.S/OPER.GEST.			113,68	*0,17*	(113,68)	*-100,00*
67200000 CHARG.EXCEPT S/EXERC.ANTE			54 166,67	*81,10*	(54 166,67)	*-100,00*
Charges exceptionnelles sur opération en capital	**165 229,66**	*54,66*			**165 229,66**	
67560000 VAL.COMPTA.IMMO.FINA.CEDEES.	165 229,66	*54,66*			165 229,66	
Résultat exceptionnel	**(118 257,04)**	*-39,12*	**(49 212,26)**	*-73,68*	**(69 044,78)**	*-140,30*
Impôts sur les bénéfices	**42 231,00**	*13,97*			**42 231,00**	
69510000 IMPOT SOCIETE	42 231,00	*13,97*			42 231,00	
Résultat de l'exercice	**164 833,30**	*54,53*	**(98 902,95)**	*-148,0*	**263 736,25**	*266,66*

STOCKS DIFFUSION

Société par Actions Simplifiée

au capital de 1.216.500 €uros

Siège social : 27 Rue Thiers
88100 SAINT-DIE DES VOSGES

RCS EPINAL 330 119 694

STATUTS

Mis à jour à la date du 15 mai 2020

Pour copie certifiée conforme,
Guy GOUGENHEIM,
Président



ARTICLE 1 – FORME

La Société a été constituée sous la forme de Société Anonyme suivant acte reçu par Maître Jean-Louis LALLEMENT, alors Notaire à SAINT-DIE DES VOSGES, en date du 10 mai 1984.

Elle a été transformée en Société par Actions Simplifiée aux termes d'une décision unanime des actionnaires réunis en Assemblée Générale Extraordinaire le 12 mai 2004.

Elle continue d'exister entre les propriétaires d'actions ci-après créées ou souscrites ultérieurement.

Elle est régie par :

- les dispositions des articles L. 227-1 à L. 227-20 et L. 244-1 à L. 244-4 du Code de commerce;

- dans la mesure où elles sont compatibles avec les dispositions particulières aux sociétés par actions simplifiées, les dispositions relatives aux sociétés anonymes, à l'exception des articles L. 225-17 à L. 225-126 du Code de commerce et les dispositions générales relatives à toute société des articles 1832 à 1844-17 du Code civil;

- les dispositions des présents statuts.

Elle fonctionne sous la même forme avec un ou plusieurs associés.

La société n'est pas et n'entend pas devenir une société réputée faire publiquement appel à l'épargne, conformément aux dispositions de l'article L.227-2 du Code de commerce.

Tout appel public à l'épargne lui est interdit.

ARTICLE 2 - OBJET

La Société a pour objet :

- La prise de participations ou d'intérêts directe ou indirecte dans toutes sociétés françaises ou étrangères, opérations financières, immobilières ou mobilières, et dans toutes entreprises commerciales ou industrielles ;

- La prestation de conseils et services aux entreprises en matière de gestion et d'organisation, industrielle, commerciale, financière, comptable ou administrative ;

- L'acquisition et la vente, la construction, l'administration et l'exploitation par bail, location ou autrement de tous immeubles bâtis ou non bâtis et de tous droits immobiliers ;

Et généralement, toutes opérations industrielles, commerciales, financières, civiles, mobilières ou immobilières, pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'un des objets visés ci-dessus ou à tous objets similaires ou connexes.

ARTICLE 3 - DENOMINATION

La dénomination de la société est : **"STOCKS DIFFUSION".**

Dans tous les actes et documents émanant de la société et destinés aux tiers, la dénomination sera précédée ou suivie immédiatement des mots écrits lisiblement "Société par actions simplifiée" ou des initiales "S.A.S.", de l'énonciation du montant du capital social, ainsi que le numéro d'identification SIREN et la mention RCS suivie du nom de la ville où se trouve le greffe où elle est immatriculée.

ARTICLE 4 - SIEGE SOCIAL

Le siège social est fixé **27 Rue Thiers - 88100 SAINT-DIE DES VOSGES.**

Le transfert du siège social, la création, le déplacement, la fermeture des succursales, agences et dépôts situés en tous lieux ou à l'étranger interviennent sur simple décision du président.

ARTICLE 5 - DUREE

La durée de la Société est fixée à cinquante (50) années à compter de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés, laquelle est intervenue le 24 juillet 1984, sauf les cas de prorogation ou de dissolution anticipée prévus aux présents statuts.

Cette durée peut, par décision de la collectivité des associés délibérant dans les conditions prévues pour les décisions extraordinaires, être prorogée une ou plusieurs fois.

Un an au moins avant la date d'expiration de la société, le président doit provoquer une délibération de la collectivité des associés à l'effet de décider si la société doit être prorogée. A défaut, tout associé peut demander au Président du Tribunal de commerce du lieu du siège social statuant sur requête, la désignation d'un mandataire de justice chargé de provoquer la délibération et la décision ci-dessus prévues.

ARTICLE 6 - APPORTS

- Lors de la constitution de la Société, il a été fait apport en numéraire d'une somme de 300.000 F (45.734,71 €), versée le 9 mai 1984 auprès de la Banque Nationale de Paris, Agence de SAINT-DIE DES VOSGES, 1 Place Saint-Martin.

- Par décision de l'Assemblée Générale Extraordinaire en date du 5 décembre 1997, le capital social a été augmenté d'une somme de 2.700.000 F (411.612,35 €) par incorporation de réserves et élévation de la valeur nominale des actions de 100 F (15,24 €) à 1.000 F (152,45 €).

- Aux termes d'une délibération de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 15 septembre 2000, le capital social a été augmenté d'une somme de 3.559.570 F (542.652,95 €) par incorporation d'une somme de 3.559.570 F (542.652,95 €) prélevée sur le compte "autres réserves" pour être porté à la somme de 6.559.570 F (1.000.000 €).

- Aux termes d'une délibération de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 24 juin 2003, le capital social a été augmenté d'une somme de 500.000 € par incorporation d'une somme de 500.000 € prélevée à concurrence de 90.980 € sur le compte "réserve spéciale de l'article 219 I.f du C.G.I." et à concurrence de 409.020 € sur le compte "autres réserves".

- Aux termes d'une délibération de l'Assemblée Générale Extraordinaire en date du 22 mai 2015 et du Président du 7 juillet 2015, le capital social a été réduit d'une somme de 170.000 euros, par voie de rachat et d'annulation de 340 actions d'une valeur nominale de 500 euros chacune.

- Aux termes d'une délibération de l'Assemblée Générale Extraordinaire en date du 24 novembre 2017 et des décisions du Président du 26 décembre 2017, le capital social a été réduit d'une somme de 217.500 euros, par voie de rachat et d'annulation de 435 actions d'une valeur nominale de 500 euros chacune.

- Suivant contrat d'apport en date du 9 avril 2020, approuvé par l'Assemblée Générale Extraordinaire du 15 mai 2020, il a été fait apport par Monsieur Guy GOUGENHEIM, de 45 parts sociales de la SCI LE VILLAGE, Société Civile au capital de 762,25 €, dont le siège social est à SAINT-DIE DES VOSGES (88100), 27 Rue Thiers, immatriculée au RCS d'EPINAL sous le numéro 383 259 892, pour une valeur de 243.000 €.

  En conséquence, le capital social a été augmenté d'une somme 104.000 € pour être porté à 1.216.500 € par la création de 208 actions nouvelles de 500 € de valeur nominale chacune, entièrement libérées, attribuées à Monsieur Guy GOUGENHEIM en rémunération de son apport, aux termes des délibérations de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 15 mai 2020.

  La différence entre le montant net des apports et la valeur nominale des actions créées à titre d'augmentation de capital par la Société STOCKS DIFFUSION (104.000 €, soit 208 actions nouvelles de 500 € de valeur nominale), représente une prime d'apport de 139.000 €.

ARTICLE 7 - CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à la somme de **UN MILLION DEUX CENT SEIZE MILLE CINQ CENTS EUROS (1.216.500 €).**

Il est divisé en deux mille quatre cent trente trois (2.433) actions de cinq cents euros (500 €) chacune, entièrement libérées, de même catégorie.

ARTICLE 8 - MODIFICATIONS DU CAPITAL SOCIAL

Le capital social peut être augmenté, réduit ou amorti conformément aux lois et règlements en vigueur.

I - Le capital social peut être augmenté, soit par l'émission d'actions nouvelles, soit par élévation du montant nominal des actions existantes.

L'émission d'actions nouvelles peut résulter :

- Soit d'apports en nature ou en numéraire, ces derniers pouvant être libérés par un versement d'espèces ou par compensation avec des créances liquides et exigibles sur la société ;
- Soit de l'utilisation de ressources propres à la société sous forme d'incorporation de réserves, de bénéfices ou de primes d'émission ;
- Soit de la combinaison d'apports en numéraire et d'incorporations de réserves, bénéfices ou primes d'émission ;
- Soit de la conversion ou du remboursement d'obligations en actions.

Sauf s'il s'agit du paiement du dividende en actions, la collectivité des associés délibérant dans les conditions prévues pour les décisions extraordinaires sur le rapport du président est seule compétente pour décider une augmentation de capital.

Si l'augmentation du capital est réalisée par incorporation de réserves, bénéfices ou primes d'émission, la collectivité des associés délibère aux conditions de quorum et de majorité prévues par les décisions ordinaires.

Les associés ont, proportionnellement au nombre de leurs actions, un droit de préférence à la souscription des actions de numéraire émises pour réaliser une augmentation de capital.

La collectivité des associés qui décide l'augmentation de capital peut supprimer ce droit préférentiel de souscription, totalement ou partiellement, en faveur d'un ou plusieurs associés dénommés, dans le respect des conditions prévues par la loi.

En outre, chaque associé peut, sous certaines conditions, renoncer individuellement à ce droit préférentiel de souscription.

Le droit à l'attribution d'actions nouvelles, à la suite de l'incorporation au capital de réserves, bénéfices ou primes d'émission appartient au nu-propriétaire, sous réserve des droits de l'usufruitier.

La valeur des apports en nature doit être appréciée par un ou plusieurs commissaires aux comptes nommés sur requête par le Président du Tribunal de commerce.

II - La collectivité des associés délibérant dans les conditions prévues pour les décisions extraordinaires peut aussi décider ou autoriser la réduction du capital social pour telle cause et de telle manière que ce soit, notamment pour cause de pertes ou par voie de remboursement ou de rachat partiels des actions, de réduction de leur nombre ou de leur valeur nominale, le tout dans les limites et sous les réserves fixées par la loi et, en aucun cas, la réduction de capital ne peut porter atteinte à l'égalité des associés.

La réduction du capital à un montant inférieur au minimum légal ne peut être décidée que sous la condition suspensive d'une augmentation de capital destinée à amener celui-ci au moins au minimum légal, à moins que la société ne se transforme en société d'une autre forme n'exigeant pas un capital supérieur au capital social après sa réduction.

A défaut, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la société. Celle-ci ne peut être prononcée si au jour où le tribunal statue sur le fond, la régularisation a eu lieu.

III - La collectivité des associés délibérant dans les conditions prévues pour les décisions extraordinaires peut également décider d'amortir tout ou partie du capital social et substituer aux actions de capital des actions de jouissance partiellement ou totalement amorties, le tout en application des articles L. 225-198 et suivants du Code de commerce.

IV - Enfin, la collectivité des associés décidant l'augmentation ou la réduction du capital peut déléguer au président les pouvoirs nécessaires à l'effet de la réaliser.

ARTICLE 9 - LIBERATION DES ACTIONS

Lors d'une augmentation de capital, les actions de numéraire sont libérées, lors de la souscription, d'un quart au moins de leur valeur nominale et, le cas échéant, de la totalité de la prime d'émission.

La libération du surplus doit intervenir en une ou plusieurs fois sur appel du président, dans le délai de cinq ans à compter du jour où l'opération est devenue définitive.

Les appels de fonds sont portés à la connaissance du ou des souscripteurs quinze jours au moins avant la date fixée pour chaque versement, par lettre recommandée avec accusé de réception, adressée à chaque actionnaire.

Tout retard dans le versement des sommes dues sur le montant non libéré des actions entraîne de plein droit intérêt au taux légal à partir de la date d'exigibilité, sans préjudice de l'action personnelle que la société peut exercer contre l'actionnaire défaillant et des mesures d'exécution forcée prévues par la loi.

Conformément aux dispositions de l'article 1843-3 du Code civil, lorsqu'il n'a pas été procédé dans un délai légal aux appels de fonds pour réaliser la libération intégrale du capital, tout intéressé peut demander au président du tribunal statuant en référé soit d'enjoindre sous astreinte aux administrateurs, gérants et dirigeants de procéder à ces appels de fonds, soit de désigner un mandataire chargé de procéder à cette formalités.

ARTICLE 10 - FORME DES ACTIONS

Les actions émises par la société ont obligatoirement la forme nominative.

Elles donnent lieu à une inscription en comptes "nominatifs purs" ou "nominatifs administrés" selon les modalités prévues par le "cahier des charges des émetteurs - teneurs de comptes de valeurs mobilières non admises en SICOVAM" approuvé par la Direction du Trésor, par la société au nom de chaque associé dans les conditions et selon les modalités prévues par la loi et les règlements en vigueur sur les sociétés commerciales pour les sociétés anonymes.

A la demande d'un associé, une attestation d'inscription en compte lui sera délivrée par la société.

Lorsque les conditions légales sont réunies, la société peut créer des actions à dividende prioritaire sans droit de vote.

La collectivité des associés délibérant dans les conditions prévues pour la réduction du capital social en l'absence de pertes peut, à tout moment, décider ou autoriser le rachat des actions à dividende prioritaire sans droit de vote.

ARTICLE 11 - TRANSMISSION DES ACTIONS

En cas d'augmentation du capital, les actions sont négociables à compter de la réalisation de celle-ci.

Les actions demeurent négociables après la dissolution de la société et jusqu'à la clôture de la liquidation.

La propriété des actions résulte de leur inscription en compte individuel au nom du ou des titulaires sur les registres que la société tient à cet effet au siège social.

La transmission des actions s'opère à l'égard de la société et des tiers par un virement du compte du cédant au compte du cessionnaire, sur production d'un ordre de mouvement établi sur un formulaire fourni ou agréé par la société et signé par le cédant ou son mandataire.

L'ordre de mouvement est enregistré sur un registre coté et paraphé, tenu chronologiquement, dit "registre des mouvements".

La société est tenue de procéder à cette inscription et à ce virement dès réception de l'ordre de mouvement et, au plus tard, dans les huit jours qui suivent celle-ci.

La société peut exiger que les signatures apposées sur l'ordre de mouvement soient certifiées par un officier public ou un maire sauf dispositions législatives contraires.

Les actions sont transmissibles, à titre onéreux ou à titre gratuit de quelque façon que ce soit, sous la réserve de respecter en toutes hypothèses, même entre associés ou au profit de tiers ou de conjoint, ascendant, descendant, les conditions suivantes :

Procédure d'agrément :

Le président de la société doit, dans un délai de trois mois à compter de la réception de la notification du projet de cession, notifier, soit par acte extrajudiciaire soit par lettre recommandée avec accusé de réception, à l'associé cédant la décision d'agrément ou de refus d'agrément prise en Assemblée Générale par un ou plusieurs associés représentant au moins les deux tiers du capital et des droits de vote de la société.

A défaut de réponse dans le délai ci-dessus, l'agrément sera réputé accepté.

La décision d'agrément ou de refus d'agrément n'a pas à être motivée.

En cas d'agrément, l'associé cédant peut céder librement le nombre d'actions indiqué dans la notification de la décision d'agrément aux conditions prévues et à la société mentionnée dans ladite notification.

En cas de refus d'agrément, l'associé cédant doit, dans un délai de trois mois à compter de la notification de la décision de refus d'agrément, indiquer à la société au moyen d'une lettre recommandée avec accusé de réception, s'il entend renoncer à son projet de cession.

A défaut d'exercice de ce droit de repentir, la société doit dans un délai de trois mois à compter de la notification de la décision de refus d'agrément :

- Soit faire racheter les actions dont la cession était envisagée par un ou plusieurs associés ;

- Soit procéder elle-même à ce rachat ; dans ce cas elle doit dans les six mois de ce rachat céder ces actions ou les annuler dans le cadre d'une réduction de son capital social.

Le prix de rachat des actions du cédant est fixé d'un commun accord. En cas de désaccord, le prix de rachat est déterminé dans les conditions prévues à l'article 1843-4 du Code civil.

Si, à l'expiration dudit délai de trois mois, le rachat n'est pas réalisé, l'agrément est considéré comme donné. Toutefois, ce délai peut être prolongé par ordonnance du Président du Tribunal de commerce statuant en la forme des référés, sans recours possible, le cédant et le cessionnaire dûment appelés.

La cession au nom du ou des acquéreurs désignés par les associés est régularisée par un ordre de virement signé par le cédant ou son mandataire, ou à défaut le président de la société qui le notifiera au cédant, dans les huit jours de sa date, avec invitation à se présenter au siège social pour recevoir le prix de cession, qui ne sera pas productif d'intérêts.

Toute cession d'actions intervenue en violation des dispositions ci-dessus est nulle.

En outre, l'associé cédant sera tenu de céder la totalité de ses actions dans un délai d'un mois à compter de la révélation à la société de l'infraction et ses droits non pécuniaires seront suspendus jusqu'à ce qu'elle ait procédé à ladite cession.

Ces dispositions sont également applicables en cas d'apport en société, d'apport partiel d'actif, de fusion ou de scission. Elles sont également applicables pour toutes transmissions à titre gratuit.

Elles peuvent aussi s'appliquer à la cession des droits d'attribution en cas d'augmentation de capital par incorporation de réserves, primes d'émission ou bénéfices, ainsi qu'en cas de cession de droits de souscription à une augmentation de capital par voie d'apports en numéraire ou de renonciation individuelle au droit de souscription en faveur de personnes dénommées.

La clause d'agrément, objet du présent article, est applicable à toute cession de valeurs mobilières émises par la société, donnant vocation ou pouvant donner vocation à recevoir à tout moment ou à terme des actions de la société.

La présente clause d'agrément ne peut être annulée ou modifiée que par une décision adoptée par des associés, présents, représentés ou participant au vote par tout mode de communication approprié, possédant au moins les deux tiers des actions composant le capital social et ayant le droit de vote.

ARTICLE 12 - EXCLUSION

Tout associé peut être exclu dans les cas suivants :

S'agissant d'une personne morale,

- réduction de son capital en dessous du montant prévu par les dispositions légales ;

Pour tout associé, personne physique ou morale,

- mise en redressement judiciaire ; placement sous tutelle ou curatelle ;

- Violation de la clause d'agrément ;

- Violation d'une clause statutaire ;

- Opposition continue aux décisions proposées par le président pendant deux exercices consécutifs ;

- Violation des principes contenus dans le préambule ;

- Motifs graves, étant précisé qu'au sens des présents statuts sera notamment considéré comme constituant un motif grave, tout acte ou fait portant atteinte aux intérêts de la Société, son image, sa réputation, ou constituant un acte de concurrence déloyale commis, directement ou indirectement, par l'associé et/ou par toutes sociétés et entreprises contrôlées directement ou indirectement, seule ou de concert, par ledit associé et/ou toutes sociétés ou entreprises contrôlant directement ou indirectement, seule ou de concert, ledit associé, à l'encontre de la Société et/ou de toutes sociétés et entreprises contrôlées directement ou indirectement, seule ou de concert, par la Société. Sera également considéré comme un motif grave, tout manquement par un associé à ses obligations vis-à-vis de la Société et/ou des sociétés et entreprises contrôlées directement ou indirectement, seule ou de concert, par la Société.

La décision d'exclusion est prise par décision collective des associés délibérant dans les conditions prévues pour les décisions ordinaires (quorum) et prise à la majorité des deux tiers. L'associé faisant l'objet de la procédure d'exclusion ne participe pas au vote.

Les associés sont appelés à se prononcer à l'initiative du président de la société.

La décision d'exclusion ne peut intervenir sans que les griefs invoqués à l'encontre de l'associé susceptible d'être exclu lui aient été préalablement communiqués au moyen d'une lettre recommandée avec accusé de réception et ce afin qu'il puisse présenter aux autres associés les motifs de son désaccord sur le projet d'exclusion, lesquels doivent, en tout état de cause, être mentionnés dans la décision des associés.

En outre, l'exclusion ne peut être prononcée sans que la société ait pris dans les mêmes conditions la décision, soit de désigner un acquéreur pour les actions de l'associé exclu, soit de procéder elle-même au rachat desdites actions dans le cadre d'une réduction de son capital social.

Le prix de cession des actions de l'exclu sera déterminé par accord entre les associés intéressés ou, à défaut d'accord, suivant évaluation arrêtée par un expert désigné par le Président du Tribunal de commerce statuant en matière de référé à la demande de la partie la plus diligente, les frais étant à la charge de la société.

A défaut par l'associé exclu de remettre un ordre de mouvement signé de sa main ou de son mandataire dans les huit jours de la décision d'exclusion, la cession des actions sera effectuée par le président de la société sur le registre des mouvements des actions et le prix devra être payé à l'exclu dans le délai d'un mois.

A défaut par le président d'y procéder, tout associé pourra demander en référé la nomination d'un administrateur "ad hoc" chargé d'y procéder.

La décision d'exclusion peut prononcer la suspension des droits de vote de l'associé exclu jusqu'à la date de cession de ses actions.

Les dispositions du présent article s'appliquent dans les mêmes conditions à l'associé qui a acquis cette qualité à la suite d'une opération de fusion, de scission ou de dissolution.

La présente clause ne peut être annulée ou modifiée que par une décision adoptée par des associés, présents, représentés ou participant au vote par tout mode de communication approprié, possédant au moins les deux tiers des actions composant le capital social et ayant le droit de vote.

ARTICLE 13 - DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHES AUX ACTIONS

Toute action en l'absence de catégories d'actions, ou toute action d'une même catégorie d'actions dans le cas contraire, donne droit à une part nette proportionnelle à la quotité de capital qu'elle représente dans les bénéfices et réserves ou dans l'actif social lors de toute distribution, amortissement ou répartition, au cours de la vie de la société, comme en cas de liquidation, ceci dans les conditions et modalités par ailleurs stipulées dans les présents statuts.

Le cas échéant, et pour parvenir à ce résultat, il est fait masse de toutes exonérations fiscales comme de toutes taxations pouvant être prises en charge par la société auxquelles ces distributions, amortissements ou répartitions pourraient donner lieu.

Tout associé dispose notamment des droits suivants à exercer dans les conditions et sous les éventuelles restrictions légales et réglementaires : droit préférentiel de souscription aux augmentations de capital ou aux émissions d'obligations convertibles en actions, droit à l'information permanente ou préalable aux consultations collectives ou assemblées générales, droit de poser des questions écrites avant toute consultation collective ou, deux fois par an, sur tout fait de nature à compromettre la continuité de l'exploitation, droit de récuser les commissaires aux comptes.

Chaque action donne en outre le droit au vote et à la représentation dans les consultations collectives ou assemblées générales.

Le droit de vote attaché aux actions de capital ou de jouissance est proportionnel à la quotité du capital qu'elles représentent et chaque action donne droit à une voix au moins.

Les associés ne sont responsables du passif social qu'à concurrence de leurs apports.

Les droits et obligations suivent l'action quelle qu'en soit le titulaire.

La propriété d'une action comporte de plein droit adhésion aux statuts de la société et aux décisions de la collectivité des associés.

Les créanciers, ayants-droit ou autres représentants d'un associé ne peuvent, sous quelque prétexte que ce soit, requérir l'apposition de scellés sur les biens et valeurs sociales, ni en demander le partage ou la licitation ; ils doivent s'en rapporter aux inventaires sociaux et aux décisions de la collectivité des associés.

Chaque fois qu'il sera nécessaire de posséder plusieurs actions pour exercer un droit quelconque, en cas d'échange, de regroupement ou d'attribution de titres ou en conséquence d'augmentation ou de réduction de capital, de fusion ou autre opération sociale, les associés propriétaires de titres isolés, ou en nombre inférieur à celui requis, ne peuvent exercer ces droits qu'à la condition de faire leur affaire personnelle du groupement, et éventuellement de l'achat ou de la vente du nombre d'actions ou droits nécessaires.

ARTICLE 14 - INDIVISIBILITE DES ACTIONS

Les actions sont indivisibles à l'égard de la société.

Les associés propriétaires indivis d'actions sont tenus de se faire représenter auprès de la société par un seul d'entre eux, considérée comme seul propriétaire ou par un mandataire unique ; en cas de désaccord, le mandataire unique peut être désigné à la demande de l'indivisaire la plus diligent.

La désignation du représentant de l'indivision doit être notifiée à la société dans le mois de la survenance de l'indivision. Toute modification dans la personne du représentant de l'indivision n'aura d'effet, vis-à-vis de la société, qu'à l'expiration d'un délai d'un mois à compter de sa notification à la société, justifiant de la régularité de la modification intervenue.

ARTICLE 15 - NUE PROPRIETE - USUFRUIT

Sauf convention contraire notifiée à la société, les associés détenant l'usufruit d'actions représentent valablement les associés détenant la nue-propriété ; toutefois, le droit de vote appartient à l'associé détenant l'usufruit pour les délibérations concernant les décisions collectives ordinaires et à l'associé détenant la nue-propriété pour les délibérations concernant les décisions collectives extraordinaires.

Cependant, les associés concernés peuvent convenir de toute autre répartition du droit de vote aux consultations collectives. La convention est notifiée par lettre recommandée à la société, qui sera tenue d'appliquer cette convention pour toute consultation collective qui aurait lieu après l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi de cette lettre.

Toutefois, dans tous les cas, l'associé détenant la nue-propriété a le droit de participer aux consultations collectives.

L'exercice du droit préférentiel de souscription aux actions nouvelles de numéraire et celui du droit d'attribution d'actions gratuites est réglé en l'absence de conventions spéciales entre les parties, selon les dispositions suivantes :

Le droit préférentiel de souscription, ainsi que le droit d'attribution d'actions gratuites, appartiennent à l'associé détenant la nue-propriété.

Si celui-ci vend ses droits, les sommes provenant de cette cession, ou les biens acquis par lui au moyen de ces sommes, sont soumis à usufruit.

L'associé détenant la nue-propriété est réputé avoir négligé d'exercer le droit préférentiel de souscription lorsqu'il n'a ni souscrit d'actions nouvelles, ni vendu les droits de souscription huit jours avant l'expiration du délai d'exercice de ce droit.

Il est même réputé avoir négligé d'exercer le droit d'attribution lorsqu'il n'a ni demandé cette attribution, ni vendu les droits trois mois après le début des opérations d'attribution.

L'associé détenant l'usufruit, dans les deux cas, peut alors se substituer à l'associé détenant la nue-propriété pour exercer soit le droit de souscription, soit le droit d'attribution ou pour vendre les droits.

Dans ce dernier cas, l'associé détenant la nue-propriété peut exiger le remploi des sommes provenant de la cession ; les biens ainsi acquis sont soumis à usufruit.

Les actions nouvelles appartiennent au nu-propriétaire pour la nue-propriété et à l'usufruitier pour l'usufruit. Toutefois, en cas de versements de fonds par le nu-propriétaire ou l'usufruitier, pour réaliser ou parfaire une souscription ou une attribution, les actions nouvelles n'appartiennent au nu-propriétaire et à l'usufruitier qu'à concurrence de la valeur des droits de souscription ou d'attribution ; le surplus des actions nouvelles appartient en pleine propriété à l'associé qui a versé les fonds.

En cas de remise en gage par un associé de ses actions, l'associé débiteur continue de représenter seul ces actions.

ARTICLE 16 - DIRECTION DE LA SOCIETE

Président :

La société est représentée à l'égard des tiers par un Président qui est soit une personne physique salariée ou non, associée ou non de la société, soit une personne morale associée ou non de la société.

La personne morale Président est représentée par son représentant légal sauf si, lors de sa nomination ou à tout moment en cours de mandat, elle désigne une personne spécialement habilitée à la représenter en qualité de représentant.

Lorsqu'une personne morale est nommée Président, ses dirigeants sont soumis aux mêmes conditions et obligations et encourent les mêmes responsabilités civile et pénale que s'ils étaient président en leur propre nom, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'ils dirigent.

Les règles fixant la responsabilité des membres du conseil d'administration des sociétés anonymes sont applicables au président de la société par actions simplifiée.

Au cours de la vie sociale le Président est renouvelé, remplacé et nommé par une décision collective des associés délibérant dans les conditions prévues pour les décisions ordinaires et prise à la majorité simple.

La durée du mandat du Président est illimitée.

Le Président peut recevoir une rémunération en compensation de la responsabilité et de la charge attachées à ses fonctions dont les modalités de fixation et de règlement sont déterminées par une décision collective des associés délibérant dans les conditions prévues pour les décisions ordinaires.

Cette rémunération peut consister en un traitement fixe ou proportionnel ou à la fois fixe et proportionnel au bénéfice ou au chiffre d'affaires.

En outre, le Président est remboursé de ses frais de représentation et de déplacement sur justification.

Cette rémunération et ces frais sont comptabilisés en frais généraux de la société.

Le Président, personne physique, ou le représentant de la personne morale président, peut être également lié à la société par un contrat de travail à condition que ce contrat corresponde à un emploi effectif.

Les fonctions de Président prennent fin soit par le décès, la démission, la révocation, l'expiration de son mandat, soit par l'ouverture à l'encontre de celui-ci d'une procédure de redressement ou de liquidation judiciaires.

Le Président peut démissionner de son mandat sous réserve de respecter un préavis de trois mois lequel pourra être réduit lors de la consultation de la collectivité des associés qui aura à statuer sur le remplacement du président démissionnaire.

La démission du Président n'est recevable que si elle est adressée à chacun des associés par lettre recommandée.

Le Président est révocable à tout moment par décision de la collectivité des associés délibérant dans les conditions prévues pour les décisions ordinaires et prise à la majorité absolue.

La décision de révocation du Président peut ne pas être motivée.

En outre, le Président est révocable par le Tribunal de commerce pour cause légitime, à la demande de tout associé.

La révocation du Président, personne physique, dont le mandat social est rémunéré, pourra donner droit à son profit au versement par la société, à titre d'indemnité de cessation de fonctions, d'une somme dont le montant sera fixé par l'Assemblée Générale.

Pouvoirs du Président :

Dans les rapports avec les tiers, le Président représente la société et est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la société dans les limites de son objet social.

Les dispositions des présents statuts limitant les pouvoirs du Président sont inopposables aux tiers.

La société est engagée même par les actes du Président qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, la seule publication des statuts ne suffisant pas à constituer cette preuve.

Le Président dirige, gère et administre la société ; notamment il :

- Etablit et arrête les documents de gestion prévisionnelle et rapports y afférents ;
- Etablit et arrête les comptes annuels et le rapport de gestion à présenter à l'approbation de la collectivité des associés ;
- Prépare toutes les consultations de la collectivité des associés.

En outre, il :

- Décide l'acquisition ou la cession d'actifs immobiliers assortie ou non de contrat de crédit-bail ;
- Décide l'acquisition, la cession ou l'apport de fonds de commerce ;
- Décide la création ou la cession de filiales ;
- Décide la modification de la participation de la société dans ses filiales ;
- Décide l'acquisition ou la cession de participations dans toutes sociétés, entreprises ou groupements quelconques ;
- Décide la création ou suppression de succursales, agences ou établissements de la société ;
- Décide la prise ou mise en location-gérance de fonds de commerce ;
- Décide la prise ou mise en location de tous biens immobiliers ;
- Décide la conclusion de tous contrats de crédit-bail immobilier ;
- Autorise les investissements de quelque montant que ce soit ;
- Autorise les emprunts sous quelque forme et de quelque montant que ce soit ;
- Autorise les cautions, avals ou garanties, hypothèques ou nantissements à donner par la société ;
- Consent tous crédits par la société hors du cours normal des affaires ;
- Décide l'adhésion à un groupement d'intérêt économique et à toute forme de société ou d'association pouvant entraîner la responsabilité solidaire ou indéfinie de la société.

Dans les rapports entre la société et son comité d'entreprise, si la société en est dotée, le Président constitue l'organe social auprès duquel les délégués dudit comité exercent les droits définis par l'article 432-6 du Code du travail.

Le Président peut déléguer à toute personne de son choix certains de ses pouvoirs pour l'exercice de fonctions spécifiques ou l'accomplissement de certains actes.

Directeur Général :

Le président peut être assisté d'un Directeur Général qui est soit une personne physique salariée ou non de la société, soit une personne morale associée ou non de la société.
La personne morale Directeur Général est représentée par son représentant légal sauf si, lors de sa nomination ou à tout moment en cours de mandat, elle désigne une personne spécialement habilitée à la représenter en qualité de représentant.

Lorsqu'une personne morale est nommée Directeur Général, ses dirigeants sont soumis aux mêmes conditions et obligations et encourent les mêmes responsabilités civile et pénale que s'ils étaient directeur général en leur propre nom, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'ils dirigent.

Les règles fixant la responsabilité des membres du conseil d'administration des sociétés anonymes sont applicables au directeur général de la société par actions simplifiée.

Au cours de la vie sociale, le Directeur Général est nommé avec ou sans limitation de durée, renouvelé ou remplacé par décision du Président.

Le Directeur Général, personne physique, ou le représentant de la personne morale Directeur Général, pourra être également lié à la société par un contrat de travail à condition que ce contrat corresponde à un emploi effectif.

Les fonctions de Directeur Général prennent fin soit par le décès, la démission, la révocation, l'expiration de son mandat, soit par l'ouverture à l'encontre de celui-ci d'une procédure de redressement ou de liquidation judiciaires.

Le Directeur Général peut démissionner de son mandat sous réserve de respecter un préavis de trois mois, lequel pourra être réduit avec l'accord du Président.

La démission du Directeur Général n'est recevable que si elle est adressée au président par lettre recommandée.

Le Directeur Général est révocable à tout moment par décision du Président.

La décision de révocation du Directeur Général peut ne pas être motivée.

En outre, le directeur général est révocable par le Tribunal de commerce pour cause légitime, à la demande de tout associé.

Pouvoirs du Directeur Général :

Le directeur général assiste le président dans ses fonctions. Il n'a qu'un rôle d'auxiliaire du président auquel il reste subordonné.

Les pouvoirs du Directeur Général sont fixés par le Président lors de la décision de sa nomination ; ils ne peuvent être modifiés que dans les mêmes conditions.

En aucun cas le Directeur n'a le droit de représenter la société à l'égard des tiers.

En cas de décès, démission ou empêchement du Président, le Directeur Général conserve ses fonctions et assume la direction de la société jusqu'à la nomination d'un nouveau président.

ARTICLE 17 - CONVENTIONS ENTRE LA SOCIETE, SES DIRIGEANTS OU SES ASSOCIES

En application des dispositions de l'article L. 227-10 du Code de commerce, toutes conventions, autres que celles portant sur des opérations courantes conclues à des conditions normales, intervenues directement ou par personne interposée entre la société et son président, l'un de ses dirigeants, l'un de ses actionnaires disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à 5% ou, s'il s'agit d'une société actionnaire, la société la contrôlant au sens de l'article L. 233-3 dudit code, doivent être portées à la connaissance du commissaire aux comptes dans le délai d'un mois du jour de sa conclusion.

Le commissaire aux comptes établit un rapport sur les conventions conclues au cours de l'exercice écoulé ; la collectivité des associés statue chaque année sur ce rapport lors de sa consultation annuelle sur les comptes sociaux dudit exercice écoulé.

En application des dispositions de l'article L. 227-11 du Code de commerce, les conventions portant sur les opérations courantes et conclues à des conditions normales sont communiquées au commissaire aux comptes. Tout associé a le droit d'en obtenir communication.

Le commissaire aux comptes établit un rapport sur les conventions conclues au cours de l'exercice écoulé ; la collectivité des associés statue chaque année sur ce rapport lors de sa consultation annuelle sur les comptes sociaux dudit exercice écoulé.

Les conventions non approuvées produisent néanmoins leurs effets, à charge pour la personne intéressée et, éventuellement, pour le président et les autres dirigeants d'en supporter les conséquences dommageables pour la société.

A peine de nullité du contrat, il est interdit au Président et au Directeur Général, personnes physiques, de contracter, sous quelque forme que ce soit, des emprunts auprès de la société, de se faire consentir par elle un découvert, en compte courant ou autrement, ainsi que de faire cautionner ou avaliser par elle leurs engagements envers les tiers.

Toutefois, si la société exploite un établissement bancaire ou financier, cette interdiction ne s'applique pas aux opérations courantes de ce commerce conclues à des conditions normales.

La même interdiction s'applique aux représentants des personnes morales président et directeur général ainsi qu'à leurs conjoints, ascendants et descendants ainsi qu'à toute personne interposée.

ARTICLE 18 - COMMISSAIRES AUX COMPTES

Le contrôle de la société est exercé par un ou plusieurs commissaires aux comptes titulaires exerçant leur mission conformément à la loi.

Un ou plusieurs commissaires aux comptes suppléants appelés à remplacer le ou les titulaires en cas de refus, d'empêchement, de démission ou de décès, sont nommés en même temps que le ou les titulaires pour la même durée.

Les commissaires aux comptes sont nommés pour six exercices sociaux ; leurs fonctions expirent à l'issue de la consultation annuelle de la collectivité des associés appelée à statuer sur les comptes du sixième exercice social.

Au cours de la vie sociale, les commissaires aux comptes sont renouvelés, remplacés et nommés par décision collective des associés délibérant dans les conditions prévues pour les décisions ordinaires et prise à la majorité simple.

Dans le cas où il deviendrait nécessaire de procéder à la nomination d'un ou plusieurs commissaires aux comptes et où la collectivité des associés négligerait de le faire, tout associé peut demander au Président du Tribunal de commerce, statuant en référé, la désignation d'un commissaire aux comptes, le président de la société dûment appelé ; le mandat ainsi conféré prendra alors fin lorsqu'il aura été pourvu par la collectivité des associés à la nomination du ou des commissaires.

Afin de préserver l'indépendance des commissaires à l'égard de la société et de ses dirigeants, toute nomination de commissaire aux comptes est soumise aux règles d'incompatibilité édictées par les dispositions de l'article L. 225-224 du Code de commerce.

Les commissaires aux comptes sont investis des fonctions et des pouvoirs que leur confèrent les articles L. 225-218 à L. 225-242 du Code de commerce.

Plus particulièrement, ils ont pour mission permanente :

- De vérifier les valeurs et les documents comptables de la société,
- De contrôler la conformité de la comptabilité aux règles en vigueur,
- De vérifier la concordance avec les comptes annuels et la sincérité des informations données dans le rapport de gestion et dans les documents adressés aux associés sur la situation financière et les comptes de la société.

Ils ne doivent en aucun cas s'immiscer dans la gestion de la société.

Les commissaires aux comptes sont appelés à l'occasion de toute consultation de la collectivité des associés.

Les commissaires aux comptes sont indéfiniment rééligibles. Leur renouvellement doit être décidé par la collectivité des associés délibérant dans les conditions prévues pour les décisions ordinaires, la reconduction tacite dans leurs fonctions étant inopérante.

Les commissaires aux comptes peuvent démissionner de leurs fonctions, même pour simple convenance personnelle, à condition de ne pas exercer ce droit d'une manière préjudiciable à la société.

En cas de démission du commissaire aux comptes titulaire, le commissaire aux comptes suppléant accède de plein droit aux fonctions de ce dernier pour la durée restant à courir du mandat de celui-ci.

En cas de faute ou d'empêchement, les commissaires aux comptes peuvent être relevés de leurs fonctions avant l'expiration normale de celles-ci mais seulement par décision de justice.

La révocation du commissaire aux comptes peut être demandée :

- Par le président de la société ;
- Par un ou plusieurs associés représentant au moins le dixième du capital social ;
- Par la collectivité des associés ;
- Par le comité d'entreprise ;
- Par le Ministère public.

La demande de révocation du commissaire aux comptes doit être présentée devant le Président du Tribunal de commerce qui statue en la forme des référés.

ARTICLE 19 - DECISIONS COLLECTIVES

Les associés délibérant collectivement sont seuls compétents pour prendre les décisions suivantes :

- Nomination, renouvellement et révocation du président de la société ;

- Fixation de la rémunération du président ;

- Nomination et renouvellement des commissaires aux comptes ;

- Approbation des comptes sociaux annuels et affectation des résultats ;

- Extension ou modification de l'objet social ;

- Augmentation, amortissement ou réduction du capital social ;

- Opérations de fusion ou d'apport partiel d'actif ou de scission ;

- Transformation de la société ;

- Prorogation de la durée de la société ;

- Dissolution de la société ;

- Agrément des cessionnaires d'actions ;

- Exclusion d'un associé ;

- Adoption ou modification de clauses relatives à l'inaliénabilité des actions, à l'agrément de toute cession d'actions, à l'exclusion d'un associé notamment en cas de changement de contrôle ou de fusion, scission ou dissolution d'une société associée ;

Toute autre décision relève de la compétence du président.

Sauf les cas ci-après prévus, les décisions collectives des associés sont prises, au choix du président, soit en assemblée générale réunie au siège social ou en tout autre lieu indiqué sur la convocation, soit par consultation par correspondance, soit par téléconférence téléphonique ou audiovisuelle. Elles peuvent aussi s'exprimer dans un acte authentique ou sous seings privés. Tous moyens de télécommunication peuvent être utilisés dans l'expression des décisions.

Quel qu'en soit le mode, toute consultation de la collectivité des associés doit faire l'objet d'une information préalable comprenant l'ordre du jour, le texte des résolutions et tous documents et informations leur permettant de se prononcer en connaissance de cause sur la ou les résolutions présentées à leur approbation.

Cette information doit faire l'objet d'une communication intervenant huit jours au moins avant la date de la consultation.

Les décisions prises conformément à la loi et aux statuts obligent tous les associés même absents, dissidents ou incapables.

Les décisions collectives des associés sont qualifiées d'ordinaires ou d'extraordinaires.

Les décisions ordinaires sont celles qui ne modifient pas les statuts.

Les décisions extraordinaires sont seules à pouvoir modifier les statuts dans toutes leurs dispositions. Elles ne peuvent, toutefois, augmenter les engagements des associés sous réserve des opérations résultant d'un regroupement d'actions régulièrement effectué.

Les consultations de la collectivité des associés sont provoquées par le président ou, en cas de carence du président, par un mandataire désigné en justice.

Lorsque la consultation de la collectivité des associés n'est pas obligatoire, elle peut toutefois être provoquée par l'associé demandeur.

En outre, le commissaire aux comptes peut, à toute époque, provoquer une consultation de la collectivité des associés.

Lorsque la consultation de la collectivité des associés est faite en assemblée générale, la convocation est faite par tous procédés de communication écrite huit jours avant la date de la réunion et mentionne le jour, l'heure, le lieu et l'ordre du jour de la réunion.

Les réunions des assemblées générales ont lieu au siège social ou en tout autre endroit indiqué dans la convocation.

L'assemblée est présidée par le président ; à défaut, l'assemblée élit son président de séance.

A chaque assemblée est tenue une feuille de présence.

Les associés peuvent se faire représenter aux délibérations de l'assemblée par un autre associé.

Chaque mandataire peut disposer d'un nombre illimité de mandats.

Les mandats peuvent être donnés par tous procédés de communication écrite. En cas de contestation sur la validité du mandat conféré, la charge de la preuve incombe à celui qui se prévaut de l'irrégularité du mandat.

Les décisions collectives qualifiées d'ordinaires ne sont valablement prises, sur première consultation, que si les associés présents ou représentés possèdent au moins la moitié des actions ayant le droit de vote.

Sur deuxième consultation aucun quorum n'est requis.

Les décisions collectives qualifiées d'extraordinaires ne sont valablement prises, sur première consultation, que si les associés présents ou représentés possèdent au moins les deux tiers des actions ayant le droit de vote, et sur deuxième consultation le quart des actions ayant le droit de vote.

En cas de consultation écrite, le président doit adresser à chacun des associés par courrier recommandé avec accusé de réception, un bulletin de vote, en deux exemplaires, portant les mentions suivantes :

- Sa date d'envoi aux associés ;
- La date à laquelle la société devra avoir reçu les bulletins de vote. A défaut d'indication de cette date, le délai maximal de réception des bulletins sera de dix jours à compter de la date d'expédition du bulletin de vote ;
- La liste des documents joints et nécessaires à la prise de décision ;

- Le texte des résolutions proposées avec, sous chaque résolution, l'indication des options de délibérations (adoption ou rejet) ;
- L'adresse à laquelle doivent être retournés les bulletins.

Chaque associé devra compléter le bulletin de vote en cochant, pour chaque résolution, une case unique correspondant au sens de son vote. Si aucune ou plus d'une case ont été cochées pour une même résolution, le vote sera réputé être un vote de rejet.

Chaque associé doit retourner un exemplaire de ce bulletin de vote dûment complété, daté et signé, à l'adresse indiquée, et, à défaut, au siège social.

Le défaut de réponse d'un associé dans le délai indiqué vaut abstention totale de l'associé concerné.

Dans les cinq jours ouvrés suivant la réception du dernier bulletin de vote et au plus tard le cinquième jour ouvré suivant la date limite fixée pour le réception des bulletins, le président établit, date et signe le procès-verbal des délibérations.

Les bulletins de vote, les preuves d'envoi de ces bulletins et le procès-verbal des délibérations sont conservés au siège social.

En cas de consultation de la collectivité des associés par voie de téléconférence, le président, dans la journée de la consultation, établit, date et signe un exemplaire du procès-verbal des délibérations de la séance portant :

- L'identification des associés ayant voté ;
- Celle des associés n'ayant pas participé aux délibérations ;
- Ainsi que, pour chaque résolution, l'identification des associés avec le sens de leurs votes respectifs (adoption ou rejet).

Le président en adresse immédiatement un exemplaire par télécopie ou tout autre procédé de communication écrite à chacun des associés. Les associés votent en retournant une copie au président, le jour même, après signature, par télécopie ou tout autre procédé de communication écrite.

En cas de délégations de pouvoirs, une preuve des mandats est également communiquée au président par le même moyen.

Les preuves d'envoi du procès-verbal aux associés et les copies en retour signées des associés sont conservées au siège social.

Sauf dispositions contraires de la loi ou des statuts, les décisions collectives sont adoptées :

- à la majorité des deux tiers pour toutes décisions extraordinaires ayant pour effet de modifier les statuts,

- et à la majorité de la moitié pour toutes autres décisions ordinaires (sauf exclusion d'un associé – article 13 des présents statuts).

Par dérogation aux dispositions qui précèdent, l'agrément stipulé à l'article 11 des présents statuts, l'adoption ou la modification des éventuelles clauses statutaires relatives à l'inaliénabilité temporaire des actions, à la procédure d'agrément des cessions d'actions, au changement de contrôle d'une personne morale associée ou à la procédure d'exclusion des associés, requièrent une décision qui soit adoptée par des associés, présents, représentés ou participant au vote par tout mode de communication approprié, possédant au moins les deux tiers des actions composant le capital social et ayant le droit de vote.

De même toute décision, y compris de transformation, ayant pour effet d'augmenter les engagements d'un ou plusieurs associés ne peut être prise qu'à l'unanimité des associés.

Les décisions collectives des associés, quel qu'en soit leur mode, sont constatées par des procès-verbaux établis sur un registre spécial, ou sur des feuillets mobiles numérotés.

Ce registre ou ces feuillets mobiles sont tenus au siège de la société. Ils sont signés le jour même de la consultation par le président de séance.

Les procès-verbaux devront indiquer le mode, le lieu et la date de la consultation, l'identité des associés et celle de toute autre personne ayant assisté à tout ou partie des délibérations, les documents et rapports soumis à discussion, un exposé des débats ainsi que le texte des résolutions et sous chaque résolution le résultat du vote.

Les copies ou extraits des procès-verbaux des décisions collectives sont valablement certifiés par le président, ou un fondé de pouvoir habilité à cet effet.

ARTICLE 20 - DROIT D'INFORMATION PERMANENT

Chaque associé a le droit, à toute époque, de prendre connaissance ou copie au siège social des statuts à jour de la société ainsi que des documents ci-après concernant les trois derniers exercices sociaux :

- Liste des associés avec le nombre d'actions dont chacun d'eux est titulaire et, le cas échéant, le nombre de droits de vote attachés à ces actions ;
- Les comptes annuels comprenant le bilan, le compte de résultat et l'annexe ;
- Les inventaires ;
- Les rapports et documents soumis aux associés à l'occasion des décisions collectives ;
- Les procès-verbaux des décisions collectives comportant en annexe, le cas échéant, les pouvoirs des associés représentés.

En application des dispositions de l'article L. 227-11 du Code de commerce, tout associé a le droit d'obtenir communication des conventions portant sur les opérations courantes et conclues à des conditions normales.

ARTICLE 21 - EXERCICE SOCIAL

Chaque exercice social a une durée d'une année qui commence **le 1er juillet et finit le 30 juin.**

ARTICLE 22 - INVENTAIRE - COMPTES ANNUELS

Il est tenu une comptabilité régulière des opérations sociales, conformément à la loi.

A la clôture de chaque exercice, le président dresse l'inventaire des divers éléments de l'actif et du passif existant à cette date.

Il dresse également le bilan décrivant les éléments actifs et passifs et faisant apparaître de façon distincte les capitaux propres, le compte de résultat récapitulant les produits et les charges de l'exercice, ainsi que l'annexe complétant et commentant l'information donnée par le bilan et le compte de résultat.

Il est procédé, même en cas d'absence ou d'insuffisance du bénéfice, aux amortissements et provisions nécessaires. Le montant des engagements cautionnés, avalisés ou garantis est mentionné à la suite du bilan.

Le président établit le rapport de gestion sur la situation de la société durant l'exercice écoulé, son évolution prévisible, les événements importants survenus entre la date de clôture de l'exercice et la date à laquelle il est établi, ses activités en matière de recherche et de développement.

En application des dispositions de l'article L. 225-184 du Code de commerce, le président établit un rapport spécial qui informe chaque année l'assemblée générale ordinaire des opérations réalisées dans le cadre des options de souscription ou d'achat d'actions consenties par la société à chacun des mandataires sociaux.

Tous ces documents sont mis à la disposition du commissaire aux comptes de la société dans les conditions légales.

La collectivité des associés, délibérant dans les conditions fixées pour les décisions ordinaires, doit statuer sur les comptes de l'exercice écoulé dans les six mois de la clôture de l'exercice ou, en cas de prolongation, dans le délai fixé par décision de justice.

ARTICLE 23 - AFFECTATION ET REPARTITION DU RESULTAT

Le compte de résultat qui récapitule les produits et charges de l'exercice fait apparaître par différence, après déduction des amortissements et des provisions, le bénéfice ou la perte de l'exercice clos.

Sur le bénéfice de l'exercice diminué, le cas échéant, des pertes antérieures, il est prélevé cinq pour cent au moins pour constituer le fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve atteint le dixième du capital social ; il reprend son cours lorsque, pour une cause quelconque, la réserve légale est descendue au-dessous de ce dixième.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice diminué des pertes antérieures et des sommes à porter en réserve, en application de la loi et des statuts, et augmenté du report bénéficiaire.

Sur ce bénéfice, la collectivité des associés peut prélever toutes sommes qu'elle juge à propos d'affecter à la dotation de tous fonds de réserves facultatives, ordinaires ou extraordinaires, ou de reporter à nouveau.

Le solde, s'il en existe, est réparti par décision collective des associés proportionnellement au nombre d'actions appartenant à chacun d'eux.

En outre, la collectivité des associés peut décider la mise en distribution de sommes prélevées sur les réserves dont la société a la disposition, en indiquant expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements sont effectués.

Toutefois, les dividendes sont prélevés par priorité sur les bénéfices de l'exercice.

Hors le cas de réduction du capital, aucune distribution ne peut être faite aux associés lorsque les capitaux propres sont ou deviendraient à la suite de celle-ci, inférieurs au montant du capital augmenté des réserves que la loi ou les statuts ne permettent pas de distribuer. L'écart de réévaluation n'est pas distribuable. Il peut être incorporé en tout ou partie au capital.

Les pertes, s'il en existe, sont après l'approbation des comptes par la collectivité des associés, reportées à nouveau, pour être imputées sur les bénéfices des exercices ultérieurs jusqu'à extinction.

ARTICLE 24 - PAIEMENT DES DIVIDENDES - ACOMPTES

Lorsqu'un bilan établi au cours ou à la fin de l'exercice et certifié par un commissaire aux comptes fait apparaître que la société, depuis la clôture de l'exercice précédent, après constitution des amortissements et provisions nécessaires et déduction faite s'il y a lieu des pertes antérieures ainsi que des sommes à porter en réserve, en application de la loi ou des statuts, a réalisé un bénéfice, il peut être distribué sur décision du président des acomptes sur dividende avant l'approbation des comptes de l'exercice. Le montant de ces acomptes ne peut excéder le montant du bénéfice ainsi défini.

Les modalités de mise en paiement des dividendes en numéraire sont fixées par décision collective des associés délibérant dans les conditions fixées pour les décisions ordinaires ou à défaut par le président.

La mise en paiement des dividendes en numéraire doit avoir lieu dans un délai maximal de neuf mois après la clôture de l'exercice, sauf prolongation de ce délai par autorisation de justice.

Les dividendes des actions sont payés sur présentation de l'attestation d'inscription en compte.

La collectivité des associés statuant sur les comptes de l'exercice clos a la faculté d'accorder à chaque associé, pour tout ou partie du dividende mis en distribution ou des acomptes sur dividende, une option entre le paiement du dividende en numéraire ou en actions.

L'offre de paiement du dividende en actions doit être faite simultanément à chaque associé. Le prix des actions ainsi émises, qui ne peut être inférieur au montant nominal, est fixé dans les conditions visées à l'article L. 232-19 du Code commerce ; lorsque le montant des dividendes auquel il a droit ne correspond pas à un nombre entier d'actions, l'associé peut obtenir le nombre d'actions immédiatement supérieur en versant dans le délai d'un mois la différence en numéraire ou recevoir le nombre d'actions immédiatement inférieur complété d'une soulte en numéraire.

La demande de paiement du dividende en actions doit intervenir dans un délai fixé par la collectivité des associés, sans qu'il puisse être supérieur à trois mois à compter de la décision ; l'augmentation de capital de la société est réalisée du seul fait de cette demande et ne donne pas lieu aux formalités prévues aux articles L. 225-142, L. 225-144 et L. 225-146 du Code de commerce.

Aucune répétition de dividende ne peut être exigée des associés sauf lorsque la distribution a été effectuée en violation des dispositions légales et que la société établit que les bénéficiaires avaient connaissance du caractère irrégulier de cette distribution au moment de celle-ci ou ne pouvaient l'ignorer compte tenu des circonstances. Le cas échéant, l'action en répétition est prescrite trois ans après la mise en paiement de ces dividendes.

Les dividendes non réclamés dans les cinq ans de leur mise en paiement sont prescrits.

ARTICLE 25 - CAPITAUX PROPRES INFERIEURS A LA MOITIE DU CAPITAL SOCIAL

Si, du fait des pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, le président doit, dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître ces pertes, consulter la collectivité des associés, à l'effet de décider s'il y a lieu à dissolution anticipée de la société.

Il y aurait lieu à dissolution de la société, si la résolution soumise au vote des associés tendant à la poursuite des activités sociales, ne recevait pas l'approbation de la majorité simple des associés.

Si la dissolution n'est pas prononcée, le capital doit être réduit d'un montant égal à la perte constatée au plus tard lors de la clôture du second exercice social suivant celui au cours duquel les pertes portant atteinte au capital ont été constatées.

Dans tous les cas, la décision collective des associés doit être publiée dans les conditions légales et réglementaires.

En cas d'inobservation de ces prescriptions, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la société. Il en est de même si la collectivité des associés n'a pu délibérer valablement.

Toutefois, le tribunal ne peut prononcer la dissolution si, au jour où il statue sur le fond, la régularisation a eu lieu.

Sous réserve des dispositions de L. 224-2 du Code de commerce, il n'y a pas lieu à dissolution ou à réduction de capital si, dans le délai ci-dessus précisé, les capitaux propres viennent à être reconstitués pour une valeur supérieure à la moitié du capital social.

ARTICLE 26 - TRANSFORMATION DE LA SOCIETE

La société peut se transformer en société d'une autre forme.

La décision de transformation est prise collectivement par les associés, sur le rapport du commissaire aux comptes de la société, lequel doit attester que les capitaux propres sont au moins égaux au capital social.

La transformation en société en nom collectif nécessite l'accord de chacun des associés. En ce cas, les conditions prévues ci-dessus ne sont pas exigibles.

La transformation en société en commandite simple ou par actions est décidée dans les conditions prévues pour la modification des statuts et avec l'accord de chacun des associés qui acceptent de devenir commandités en raison de la responsabilité solidaire et indéfinie des dettes sociales.

Dans le cas d'une transformation en société commandite par actions, un commissaire à la transformation doit être nommé dans les conditions relatées à l'article L. 224-3 du Code de commerce.

La transformation en société à responsabilité limitée est décidée dans les conditions prévues pour la modification des statuts des sociétés de cette forme.

La transformation en société anonyme est prise sur le rapport d'un commissaire à la transformation chargé d'apprécier la valeur des biens composant l'actif social et, s'il en existe, les avantages particuliers consentis à des associés ou à des tiers.

ARTICLE 27 - DISSOLUTION - LIQUIDATION

La société est dissoute à l'expiration du terme fixé par les statuts, sauf prorogation, ou par décision des associés délibérant collectivement dans les conditions fixées pour les décisions extraordinaires.

Aux termes de l'article L. 227-4 du Code de commerce, en cas de réunion en une seule main de toutes les actions de la société, les dispositions de l'article 1844-5 du Code civil relatives à la dissolution judiciaire ne sont pas applicables.

La société est en liquidation, dès l'instant de sa dissolution, pour quelque cause que ce soit.

La dissolution met fin aux fonctions du président et du directeur général.

Les commissaires aux comptes conservent leur mandat.

Les associés délibérant collectivement conservent les mêmes pouvoirs qu'au cours de la vie sociale.

Les associés délibérant collectivement qui prononcent la dissolution règlent le mode de liquidation et nomment un ou plusieurs liquidateurs dont ils déterminent les pouvoirs et qui exercent leurs fonctions conformément à la législation en vigueur.

La personnalité morale de la société subsiste pour les besoins de sa liquidation jusqu'à la clôture de celle-ci, mais sa dénomination devra être suivie de la mention "Société en liquidation" ainsi que du nom du liquidateur sur tous les actes et documents émanant de la société et destinés aux tiers.

Les actions demeurent négociables jusqu'à la clôture de la liquidation.

Les associés sont consultés collectivement en fin de liquidation pour statuer sur le compte définitif de liquidation, sur le quitus de la gestion du liquidateur et la décharge de son mandat et pour constater la clôture de la liquidation.

La décision collective des associés est prise à la majorité absolue.

Le produit net de la liquidation, après remboursement à chacun des associés du montant nominal et non amorti de leurs actions, est réparti entre les associés en proportion de leur participation dans le capital social.

En cas de réunion de toutes les actions en une seule main, la dissolution de la société entraîne la transmission universelle du patrimoine de la société à l'associé unique, sans qu'il y ait lieu à liquidation mais les créanciers peuvent faire opposition à cette dissolution comme relaté au deuxième alinéa de l'article 1844-5 du Code civil.

Cette disposition n'est pas applicable lorsque l'associé unique est une personne physique.

ARTICLE 28 - CONTESTATIONS

Toutes les contestations qui pourraient s'élever pendant la durée de la société ou lors de sa liquidation, soit entre la société et les associés titulaires de ses actions, soit entre les associés titulaires d'actions eux-mêmes, concernant les affaires sociales, l'interprétation ou l'exécution des présents statuts, seront jugées conformément à la loi et soumises à la juridiction des tribunaux compétents.

Statuts adoptés par l'Assemblée Générale Extraordinaire
du 15 mai 2020